

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

18^e ANNÉE

N^o 8

SOMMAIRE

EDITORIAL :

La nouvelle situation internationale.

NOTES EDITORIALES :

Aux côtés de la Révolution ceylanaise.

1960, année du grand tournant en Afrique noire.

L'Angleterre vote à droite, le L.P. vire à gauche.

Avant le 9^e Congrès du P.C. italien.

Coup de barre à droite en Pologne.

Vers le 6^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.

IL N'Y A PAS EU DE PROCES DE MOSCOU !

G. GERBEL. — Bad Godesberg, une victoire des liquidateurs.

PHILIPPE VAN DAMME. — La révolution coloniale au Congo « belge » et au Rwanda-Urundi.

M. PABLO. — L'Inde et la Chine.

A propos des incidents frontaliers sino-indiens.

RADO. — Les rapports de l'Eglise catholique avec l'Etat italien.

ROSA LUXEMBURG

Les tâches de la démocratie socialiste internationale

E. GERMAIN. — Le marxisme vu par des économistes bourgeois.

Les livres. — The Prophet Unarmed (Trotsky 1921-1929), d'Isaac Deutscher. — L'an V de la Révolution, de F. Fanon. — Le Front, de R. Davezies. — Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, d'A. Rosmer. — La guerre d'Espagne, de P. Nenni.

Notes de lecture. — Togliatti condamne la politique du « social-fascisme » avec 30 ans de retard ! — Les uns « brûlent », les autres adorent. — « Trotsky vivant ».

Documents. — Thèses adoptées par le 22^e Plenum du Comité Exécutif International (Les perspectives du mouvement ouvrier en Europe et nos tâches. - Les perspectives de la situation en France).

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — 22^e Plenum du C.E.I. — Norvège. — Ceylan. — Indonésie. — U.R.S.S. — Etats-Unis. — Amérique Latine.



JANVIER 1960

SOMMAIRE

EDITORIAL :	
La nouvelle situation internationale	1
NOTES EDITORIALES :	
Aux côtés de la Révolution ceylanaise	6
1960, année du grand tournant en Afrique noire	7
L'Angleterre vote à droite, le L.P. vire à gauche	9
Avant le 9 ^e Congrès du P.C. italien	11
Coup de barre à droite en Pologne	12
Vers le 6 ^e Congrès Mondial de la IV ^e Internationale	14
Il n'y a pas eu de Procès de Moscou !	15
G. GERBEL	
Bad Godesberg, une victoire des liquidateurs	17
PHILIPPE VAN DAMME	
La révolution coloniale au Congo « belge » et au Rwanda-Urundi	20
M. PABLO	
L'Inde et la Chine	27
A propos des incidents frontaliers sino-indiens	30
RADO	
Les rapports de l'Eglise catholique avec l'Etat italien	32
ROSA LUXEMBURG	
Les tâches de la démocratie socialiste internationale	39
E. GERMAIN	
Le marxisme vu par des économistes bourgeois	42
Les livres	
The Prophet Unarmed (Trotsky 1921-1929), d'Isaac Deutscher. — L'an V de la Révolution, de F. Fanon. — Le Front, de R. Davezies. — Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, d'A. Rosmer. — La guerre d'Espagne, de P. Nenni	52
Notes de lecture	
Togliatti condamne la politique du « social-fascisme » avec 30 ans de retard ! — Les uns « brûlent », les autres adorent. — « Trotsky vivant »	60
Documents	
Thèses adoptées par le 22 ^e Plenum du Comité Exécutif International (Les perspectives du mouvement ouvrier en Europe et nos tâches - Les perspectives de la situation en France)	65
Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale	
22 ^e Plenum du C.E.I. — Norvège. — Ceylan. — Indonésie. — U.R.S.S. — Etats-Unis. — Amérique Latine	81

JANVIER 1960

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous**IV^E INTERNATIONALE**Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale**Editorial****LA NOUVELLE SITUATION INTERNATIONALE**

Il y aura donc une conférence au « sommet » en mai prochain. D'ajournement en ajournement, on a fini maintenant par fixer une date. Mais on nous prévient déjà que la partie sera serrée en mai, qu'il faut s'attendre à des résultats plutôt modestes, et qu'il s'agira en réalité beaucoup plus d'un préambule à d'autres conférences au sommet que d'une réunion qui tranche quoi que ce soit.

L'aspect positif de l'évolution, plus particulièrement depuis le voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis et les conversations du Camp David, consisterait, paraît-il, dans le contact renoué entre l'Est et l'Ouest, la suspension des ultimatums, la baisse de la tension, le maintien de la discussion.

En réalité, cette « détente » amorcée est basée sur une équivoque qui risque de se dissiper plus vite qu'on ne le pense.

Le Kremlin croit toujours que la supériorité acquise par l'U.R.S.S. dans le domaine des armes atomiques et qui doit s'accroître davantage dans les quelques années à venir, saura obliger le camp impérialiste à consentir une réduction des armements et surtout la neutralisation de Berlin en tant qu'avant-poste impérialiste dans la zone d'influence soviétique. Ce qui consoliderait la coupure de l'Allemagne en faveur de l'Allemagne de l'Est.

Khrouchtchev compte venir en mai à Paris pour obtenir un compromis sur Berlin, conforme à ce point de vue, sans que cette question soit liée à celle de l'unification de l'Allemagne. Il n'est pas, cependant, exclu qu'il échoue à nouveau devant le refus de céder sur Berlin de de Gaulle soutenant Adenauer, et même des Américains craignant de disloquer autrement l'alliance atlantique. Il faudra alors que le Kremlin se décide sur la suite à donner: soit accorder aux Atlantiques un

nouveau délai de réflexion, soit passer au traité de paix séparé avec l'Allemagne de l'Est.

Dans ce dernier cas, l'été orageux qu'on craignait en 1959, viendrait avec un an de retard.

Les impérialistes comptent, cependant, pouvoir maintenir le dialogue avec le Kremlin grâce à des propositions sur la réduction des armements. La course effrénée qui se poursuit actuellement dans ce domaine, si elle compromet les projets économiques de l'U.R.S.S. et ses possibilités d'aide aux autres Etats ouvriers et aux pays sous-développés, commence également à mettre en danger la capacité financière des pays capitalistes, y compris d'un pays comme les Etats-Unis, et à éponger sérieusement leurs disponibilités pour la « compétition pacifique » dans les pays sous-développés. Mais il reste à voir si le Kremlin acceptera que le « désarmement » passe avant le compromis qu'il désire sur Berlin ou s'échange même contre lui.

Entre temps, la boiteuse préparation du « sommet » a révélé de fort intéressantes indications sur quelques nouvelles réalités de la situation internationale qui vont marquer la décade dans laquelle nous entrons. La décade qui vient de s'écouler, commencée avec la défaite historique de l'impérialisme américain en Corée, terminée avec la supériorité manifeste de l'U.R.S.S. en artillerie atomique intercontinentale et même interplanétaire, a, en quelque sorte, scellé la décade de la suprématie autrefois indiscutable des Etats-Unis.

Cette suprématie est actuellement mise en cause à l'intérieur même de l'Alliance atlantique par la nouvelle puissance capitaliste qui monte : celle de l'alliance franco-allemande qui domine le Marché commun.

La décadence relative de la puissance américaine se reflète aussi bien sur le plan économique et militaire qu'international.

La part des Etats-Unis dans le commerce mondial décroît au profit de celle de l'Allemagne, du Japon et des Etats ouvriers.

Certaines exportations sont en déclin marqué depuis 1958 : autos, acier, avions, bateaux, en particulier, et concurrencées par la production d'autres pays capitalistes, ou même par la production des firmes américaines installées en Europe ou au Japon.

Mais c'est surtout la situation financière qui commence à préoccuper les milieux dirigeants américains, et qui reflète à la fois le déclin relatif du domaine économique productif proprement dit et l'élargissement démesuré de l'économie improductive des armements et des dépenses militaires en général.

Depuis le dernier trimestre de 1957, les Etats-Unis ont eu un déficit dans leur balance de paiements : 3 milliards de dollars en 1958, plus de 4 milliards de dollars en 1959. Leurs dettes étrangères s'élèvent, d'autre part, actuellement à quelque 15 milliards de dollars, somme qui, ajoutée au déficit de la balance des paiements, équivaut à la totalité environ des réserves du pays.

Or, au début de la décade écoulée, les réserves dépassaient de 15 milliards de dollars environ toutes les obligations du pays. En 1955 le surplus n'était que de l'ordre de 10 milliards ; en 1959 il était presque égal à zéro.

Dans ces conditions, il devient impossible, y compris aux Etats-Unis, d'être à la fois « le banquier et l'arsenal » du monde capitaliste.

D'où l'avertissement sévère et répété de Washington à ses parte-

naires atlantiques de contribuer davantage aux dépenses militaires et de songer à unir les ressources disponibles destinées à « l'aide » aux pays sous-développés. Pour que les Etats-Unis maintiennent la course aux armements et leurs obligations internationales actuelles, ils seront forcés de pratiquer des coupes sévères dans le niveau de vie des masses américaines.

La lutte titanique engagée l'an dernier avec les légions compactes des ouvriers de l'acier entrerait dans cet ordre d'idées.

Sur le plan strictement militaire, l'avance prise par l'Union soviétique en matière de fusées téléguidées, de sous-marins et même de défense antiaérienne est déjà grande et très probablement irréversible.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que d'autres puissances capitalistes en développement contestent la suprématie, encore dernièrement bien établie, des Etats-Unis au sein de l'alliance atlantique. Le défi principal provient, à l'heure actuelle, de l'alliance franco-allemande, qui domine le Marché commun et brigue de devenir le porteparole de toute l'Europe capitaliste continentale.

Indépendamment de l'avenir de cette alliance et du Marché commun, c'est un fait qu'actuellement nous sommes en présence d'une nouvelle puissance capitaliste en pleine expansion dynamique. Le Marché commun est devenu déjà le plus grand exportateur de produits finis et le plus grand consommateur de produits agricoles du monde.

A l'intérieur des Six, le commerce a déjà doublé au cours des cinq dernières années, ce qu'on ne peut dire d'aucune autre région dans le monde.

D'autre part, depuis 1953, la production par tête dans cette région a augmenté de 2,5 fois plus que celle de l'Angleterre et beaucoup plus rapidement qu'aux Etats-Unis.

C'est cette puissance économique effective et potentielle, à laquelle on compte associer l'empire africain de la France, assoupli, formellement décolonisé, qui est à la base des prétentions françaises à un triumvirat atlantique, à une restructuration de l'O.T.A.N., à une politique ferme sur Berlin. La coopération franco-allemande dans tous ces domaines, y compris l'acquisition d'une puissance de « frappe » atomique propre à l'Europe, est actuellement étroite malgré des divergences qui subsistent entre Paris et Bonn sur l'orientation économique internationale à suivre et les obligations militaires découlant de l'alliance atlantique. Français et Allemands veulent avoir un mot décisif sur toute question concernant l'Europe et, par conséquent, sur Berlin.

Ils veulent, d'autre part, que l'intégration militaire dans l'O.T.A.N. soit totale, c'est-à-dire que les décisions soient prises avec leur participation effective, y compris sur l'emploi de la Strategic Air Force des Etats-Unis.

Car le risque potentiel pour la puissance européenne est de se voir exposée à une destruction atomique, sans que la force de frappe des Etats-Unis ne s'engage à fond dans le combat, par peur de subir les représailles soviétiques sur le sol même des Etats-Unis.

De Gaulle a clairement exposé cette hypothèse, aussi éloignée, sinon absurde, qu'elle puisse paraître encore à l'heure actuelle.

Mais, d'autre part, la décision, semble-t-il, maintenant irrévocable de l'alliance franco-allemande de se doter d'une puissance atomique

propre, loin de diminuer ce danger, ne fera que rendre la situation internationale plus explosive et justifier toutes les craintes et mesures éventuelles de l'U.R.S.S.

C'est l'Angleterre qui risque, dans le nouveau rapport des forces qui est en train de s'établir au sein du monde capitaliste, d'être reléguée progressivement à la troisième sinon à la quatrième place, venant après les Etats-Unis, l'Europe continentale, et même le Japon.

Le choix cruel devant lequel se plaçaient la création du Marché commun et son attraction grandissante sur la zone de libre-échange des Sept est significatif de la détérioration à long terme de la puissance britannique. Tandis que les Six européens commercent plus entre eux qu'avec les Sept, ces derniers exportent davantage vers les Six qu'entre eux.

Il est peu probable que l'Angleterre puisse soutenir à la longue une guerre économique contre les Six, surtout en cas d'offensive commerciale accentuée de la part des Etats-Unis, décidés à stopper la détérioration de leur balance des paiements et leur début d'éviction, même encore légère, des marchés étrangers.

D'autre part, dans le cas, maintenant également probable, d'une nouvelle hausse des prix des matières premières, l'Angleterre peut se trouver la première à souffrir, et dans la position la plus défavorable pour concurrencer les autres puissances capitalistes.

Pour toutes ces raisons, des efforts sont faits actuellement afin d'éviter une guerre économique à outrance entre les alliés atlantiques, qui, surajoutée aux divergences politiques existantes, pourrait bien provoquer une dislocation de fait de l'Alliance.

Or, l'impérialisme ne peut se permettre actuellement un tel luxe sans courir le risque certain d'une défaite plus grave devant la force montante de l'U.R.S.S., de la Chine, des autres Etats ouvriers et de la Révolution Coloniale.

La décennie qui s'ouvre s'avèrera pour beaucoup décisive en ce qui concerne la compétition entre les deux systèmes.

L'impérialisme l'aborde dans un état caractérisé par la reconstruction de sa force économique, qui a même largement dépassé les niveaux d'avant-guerre, grâce aux progrès technologiques inouïs et aux stimulants d'accumulation fournis par la reconstruction européenne, l'industrialisation poussée de vastes régions sous-développées aussi bien dans les pays coloniaux et dépendants qu'en Europe même, et par l'extension démesurée de l'économie des armements, particulièrement aux Etats-Unis.

Il se peut maintenant que ces stimulants déclinent et que le capitalisme, dans la décennie qui commence, aura à affronter les difficultés classiques du passé: saturation relative des marchés devant de nouveaux progrès de la productivité; concurrence accrue entre les puissances capitalistes; « récessions » et crises, plus fréquentes, plus profondes. Mais comme, d'autre part, il aura à affronter le développement économique plus rapide et surtout continu des Etats ouvriers et leur concurrence économique accrue dans le domaine des pays sous-développés, c'est-à-dire le marché vital pour le capitalisme, il lui faudra trouver constamment des solutions de compromis inter-capitalistes afin de sauvegarder des chances raisonnables de survie. Comme aussi

bien le stimulant de la reconstruction européenne, que celui de l'économie des armements semblent être actuellement largement épuisés, il ne lui reste en réalité que le débouché de l'aide, dit aux pays sous-développés, sur une grande échelle et de manière quasi planifiée. Cette entreprise n'a pas du reste qu'un aspect exclusivement économique.

Elle représente en même temps la seule chance théorique pour le capitalisme d'éviter que ces pays, dans les années à venir, n'explorent dans la Révolution, sous la pression de leur population grandissante et de l'incapacité de leur développement économique à suivre l'avance démographique. Il faut reconnaître que la compétition à laquelle le capitalisme est forcé, face au développement dynamique du système socialiste mondial, agit en même temps en tant que stimulant pour prolonger sa survie, grâce à des tentatives d'une certaine coordination de son action sur le plan mondial, d'un effort productif accru, d'une acquisition de conscience de classe supranationale. Mais dans quelle mesure cette sorte de « planification » économique et politique inter-capitaliste saura-t-elle surmonter en partie les antagonismes et les contradictions de structure du régime, et se montrer pratiquement de quelque efficacité, cela reste encore à voir.

Ce qui est certain, c'est que sur la base d'une compétition exclusivement économique, le capitalisme ne pourra pas être décisivement battu dans la décennie à venir. Seule la force révolutionnaire des peuples coloniaux et dépendants et du prolétariat réveillé de l'Europe et des Etats-Unis, saura venir à bout de la résistance du capitalisme et tarir à sa source même la sève de sa vie. Seule l'extension de la Révolution Socialiste victorieuse à des nouvelles régions du monde, privera réellement le capitalisme de ses ressources économiques et productives, et l'acculera à l'impasse, à l'asphyxie.

D'autre part, aussi longtemps que la compétition restera sur le plan économique exclusif, dans l'éventualité toute théorique d'un *statu quo* social et international, le danger de guerre resterait également réel et énorme.

Il faut catégoriquement rejeter la mystification que propagent criminellement les opportunistes professionnels du mouvement ouvrier selon laquelle « l'équilibre de la terreur » préserve la paix, ou que la guerre est devenu actuellement « impensable ».

En réalité, non seulement il n'y a encore aucune réduction des armements, mais, au contraire, de nouvelles puissances, comme la France et l'Allemagne, sont en train de se doter d'armes atomiques.

En réalité, la mécanisation, l'automatisation accrue de la guerre atomique et de la « défense » contre l'attaque surprise, augmentent terriblement le danger, y compris par « accident ».

D'autre part, on peut bien envisager que le seul résultat pratique — et ceci dans le meilleur des cas — de « l'équilibre de la terreur » serait de neutraliser l'emploi des armes atomiques de la part des principaux belligérants, ou de limiter leur usage, et de conduire la guerre avec le reste de la gamme des armes, abondantes et terrifiantes, que possèdent actuellement les uns et les autres.

Dans le domaine de la guerre également, la seule garantie contre son déclenchement était et reste le désarmement du capitalisme par la Révolution victorieuse dans chaque pays.

La IV^e Internationale s'inscrit résolument en faux contre toutes les affirmations des opportunistes du mouvement ouvrier international réformistes et prétendus communistes qui, chacun pour des raisons diverses propres à leurs intérêts particuliers, propagent des illusions pacifistes combinées à une politique de collaboration de classe, de maintien du *statu quo* et du capitalisme.

Paix et capitalisme sont aussi irréconciliables que par le passé.

La IV^e Internationale, au seuil de la nouvelle décennie qui s'ouvre, appelle les travailleurs et les peuples coloniaux du monde entier à exploiter à fond les difficultés grandissantes de l'impérialisme, afin d'étendre la base de la Révolution Socialiste dans le monde, d'écarter ainsi le danger de guerre, d'aider les Etats ouvriers à surmonter les obstacles économiques qui se dressent sur la voie d'une véritable démocratie socialiste dans ces pays, et de hisser l'humanité toute entière au niveau des possibilités matérielles et culturelles merveilleuses et fantastiques que la science et la technique ont déjà assurées pour le bien-être et la véritable civilisation d'une société socialiste organisée.

1^{er} Janvier 1960.

Aux côtés de la Révolution Ceylanaise

Dans un contexte de sombres intrigues, de complots, de crimes même des forces réactionnaires, impérialistes et indigènes, et d'attente fébrile des masses remplies, selon la couche sociale donnée, d'ouvriers, des paysans ou de petits bourgeois de langue cinghalaise ou tamile, d'impatience d'agir, d'inquiétude, ou encore de confusion, se préparent les élections parlementaires à Ceylan, fixées pour mars 1960.

Nous publions plus loin des informations détaillées sur les événements qui de l'assassinat du Premier Ministre Bandaranayke ont amené la dissolution du Parlement.

Du tableau confus et en constant changement que présente depuis lors la situation politique du pays, certains traits émergent cependant clairement : le pays traverse une crise pré-révolutionnaire ou qui munit rapidement et qui doit se dénouer bientôt de manière radicale. Les forces sociales se polarisent autour des représentants les plus dynamiques de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche, amenant la disparition pratique des formations intermédiaires.

Dans un tel climat l'issue parlementaire, même si elle s'avère être respectée, ne saurait être qu'une étape dans la recherche d'un pouvoir fort appuyé sur des forces extra-parlementaires. La réaction, l'impérialisme et la bourgeoisie compradore, hésitent encore entre la tentation de tenir les élections et de miser sur la victoire de l'United National Party et de faire un coup d'Etat final, consolidant la dictature de fait du gouvernement actuel que préside Dahanayake, dernier « homme fort » en train d'être fabriqué. Les résultats des élections communales partielles tenues récemment à Colombo et ailleurs semblent favoriser la perspective d'une victoire possible de l'United National Party.

Mais quelle serait l'ampleur d'une telle victoire ?

Seule une victoire écrasante du parti en question pourrait permettre à la réaction d'asseoir un pouvoir à façade parlementaire, mais suffisamment fort pour briser à une étape ultérieure les organisations ouvrières de l'Opposition et éviter que la lutte décisive ne se transporte du Parlement dans les rues, les docks, les bureaux, les plantations.

Si la réaction arrive à douter d'une telle possibilité à travers les élections, elle pourrait infléchir à nouveau son choix en faveur d'un coup d'Etat instaurant un pouvoir ouvertement dictatorial.

L'opposition révolutionnaire doit être sérieusement préparée pour toute éventualité, aussi bien avant qu'après d'éventuelles élections. Car de toute manière les jours de la démocratie parlementaire bourgeoise sont désormais comptés dans l'île, cette « Suisse de l'Extrême-Orient ». Cette opposition est fondamentalement représentée par le LANKA SAMA SAMAJA PARTY, la section ceylanaise de la IV^e Internationale.

Avec la disparition de fait du parti centriste de Bandaranayke, et le recul marqué aussi bien du groupe de Philip Gunawardene, que du Parti communiste, le L.S.S.P.

devient le pôle d'attraction, d'organisation et d'action des forces révolutionnaires du pays qui se dressent contre la réaction menaçante. Il faut espérer que les formations se réclamant de la classe ouvrière feront front avec le L.S.S.P. pour écarter ce danger.

La victoire de l'opposition révolutionnaire sera le résultat d'une mobilisation et d'une organisation des masses, à la fois sur les terrains parlementaire et extra-parlementaire, en vue d'un gouvernement ouvrier et paysan appliquant un programme de classe hardi et inaugurant ainsi la Révolution ceylanaise prolétarienne et socialiste. Jamais l'enjeu de la lutte engagée n'a été objectivement plus clairement défini : dictature pro-impérialiste et capitaliste, ou gouvernement ouvrier et paysan.

L'opposition révolutionnaire ne manquera pas de clarifier pour les masses ce sens de la lutte, et de les appeler à se mobiliser et à s'organiser de toutes les façons, pour affronter la réaction et la battre.

L'organisation, y compris militaire des masses, dans des milices ouvrières et des corps paysans qui sauront éventuellement commencer une guerre de partisans, en cas de coup réactionnaire, devient une nécessité impérieuse.

Dans le combat décisif dans lequel est actuellement engagé le L.S.S.P., il bénéficie de la solidarité active de toute l'avant-garde marxiste révolutionnaire internationale, et particulièrement de la IV^e Internationale.

Le S.I. de la IV^e Internationale renouvelle son appel à toute l'avant-garde marxiste prolétarienne internationale, et particulièrement aux sections de l'Internationale, afin d'aider matériellement et moralement la lutte du L.S.S.P. pour le pouvoir ouvrier et paysan à Ceylan. Que notre solidarité internationale se manifeste par des actes amples et prompts !

1960, année du grand tournant en Afrique Noire

Au début de 1958, il n'y avait qu'un seul pays d'Afrique noire effectivement indépendant : le Ghana (le Libéria étant en fait un protectorat américain, et l'Ethiopie un protectorat britannique). Au début de 1959, la Guinée a rejoint le Ghana. Au cours de l'année 1960, ce sera l'avalanche. Le Nigéria, la Somalie, la Fédération du Mali (Soudan et Sénégal), le Congo « belge », accéderont, sous une forme ou une autre, à l'indépendance ; le Tanganyika obtiendra l'autonomie interne. Au Kenya, au Nyassaland, en Rhodésie du nord, la pression des masses africaines pour une application du suffrage universel, qui donnerait à leurs organisations le contrôle politique du pays, deviendra irrésistible.

Aussi, l'hebdomadaire britannique « The Economist » n'a-t-il pas craint d'affirmer que, dès 1960, la grande majorité des Africains se gouverneront eux-mêmes (180 millions contre 70 millions actuellement).

Depuis plusieurs années, nous avons décelé la pénétration de la révolution coloniale en Afrique. L'insurrection des Mau-Mau au Kenya en avait été le signe précurseur ; la révolution dans les pays arabes en a été le moteur principal. C'est du Maghreb, de l'Algérie révoltée que les germes de la révolution ont pénétré en Afrique noire française, d'où ils se sont répandus dans les colonies belges et britanniques d'Afrique centrale, sous la fermentation parallèle des influences venues d'Asie.

Ainsi, le mouvement vers l'indépendance politique des pays coloniaux prend-il d'ores et déjà une forme universelle. Il y a à peine dix ans, on pouvait considérer l'Afrique comme la dernière base de repli du colonialisme. Cette base de repli est aujourd'hui investie de tous côtés, et commence à s'écrouler. Déjà, les nations afro-asiatiques et latino-américaines représentent la majorité absolue des membres des Nations Unies. L'époque dans laquelle la majorité des puissances souveraines étaient des puissances de race blanche sera, à son tour, bientôt révolue.

La première conséquence de cette évolution gigantesque, c'est de saper les derniers bastions du colonialisme et du racisme en Afrique, à savoir les colonies portugaises, la Fédération d'Afrique centrale, le Kenya et l'Afrique du sud. La Fédération d'Afrique centrale ne résistera sans doute pas aux coups de boutoir intérieurs et extérieurs qui provoqueront son éclatement. Seule la Rhodésie du sud pourrait devenir un « Etat à prédominance blanche », c'est-à-dire une seconde Afrique du sud. Quant à la « Communauté franco-africaine », elle se disloquera de plus en plus sous l'effet des exemples de la Guinée et du Mali.

L'indépendance du Congo « belge » et notamment de la province du Bas-Congo, éveillera des échos très puissants en Angola, dont une partie de la population appartient à la même nationalité des Bakongos. 1960 sera donc une année de crise pour l'Empire africain de Salazar ; ses jours sont comptés. Avec lui, c'est la dictature fasciste portugaise elle-même qui risque de s'effondrer, stimulant de même la reprise de l'action des masses contre la dictature franquiste.

Les progrès de la révolution coloniale en Afrique contribuent ainsi à l'affaiblissement des deux dernières dictatures fascistes en Europe. Ils contribuent aussi puissamment au développement de la lutte des Noirs aux Etats-Unis contre la discrimination raciale et sociale dont ils sont l'objet, sapant ainsi lentement un des piliers de la stabilité politique de l'impérialisme américain et favorisant une reprise de la combativité des syndicats, confrontés avec une offensive de front du grand capital.

Quant à l'infâme régime de « l'apartheid » en Afrique du sud, les progrès de la révolution africaine rendent son maintien de plus en plus précaire. L'Afrique du sud se transforme lentement en une immense poudrière. Le mythe de la supériorité raciale blanche, de la prétendue incapacité des Noirs à organiser des Etats modernes civilisés, est chaque jour contredit par la réalité du reste de l'Afrique. La confiance des masses sud-africaines dans leurs propres forces augmentera d'année en année. Elles répondront de plus en plus courageusement aux provocations sanglantes et à la répression des maîtres « afrikaander ». En voulant se maintenir par la voie de la terreur, ceux-ci ne peuvent préparer qu'une formidable explosion et une guerre civile d'autant plus violente que l'humiliation, l'oppression, l'exploitation et la violence imposées aux Noirs ne cessent d'augmenter.

En 1960, la majorité des nations africaines auront accédé à une forme ou une autre de statut d'indépendance politique. Il ne faut cependant pas s'y tromper : leur statut deviendra celui de pays semi-coloniaux à la place de celui de pays coloniaux. Une véritable libération de toutes les chaînes économiques de l'impérialisme ne se produira guère.

Comme auparavant, le trust Unilever est tout puissant au Ghana ; le trust Péchiney n'a rien perdu de sa force en Guinée ; la Société Générale continuera, dans une très large mesure, de dicter sa loi dans un Congo indépendant ; trois grandes compagnies britanniques domineront largement le Tanganyika, le Kenya, le Nyassaland, la Rhodésie du nord, le jour où ceux-ci accéderont à l'autonomie interne ou à l'indépendance.

C'est qu'en général, l'avènement de l'indépendance politique prend la forme d'un compromis entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale (ou la couche des fonctionnaires et des intellectuels africains au sein desquels se constitue une nouvelle bourgeoisie, notamment en mettant en coupe réglée les finances de l'Etat, comme c'est le cas depuis dix ans en Indonésie). La bourgeoisie nationale obtient des ressources supérieures, et la possibilité de marchander pour arracher une part majeure des profits des sociétés coloniales. Celles-ci conservent pourtant une bonne partie de ces profits. Leur exploitation des travailleurs africains est même mieux assurée que pendant la période de troubles qui précède généralement l'octroi de l'indépendance politique.

En général, aux nouveaux Etats indépendants, les ressources et surtout les conditions sociales nécessaires pour engager sur un large front la lutte contre la pauvreté, l'ignorance et la maladie font défaut. L'indépendance signifie, dans la plupart des cas, une accélération de la croissance économique, contrairement à ce qu'affirment les avocats du colonialisme. Mais elle ne signifie pas encore le début d'une véritable reconstruction de ce continent qui, depuis quatre siècles, a été véritablement le continent martyr de l'exploitation capitaliste.

Pareille reconstruction sur une grande échelle implique d'abord que soit surmontée la balkanisation de l'Afrique, résultat de son partage en zones coloniales par les puissances capitalistes, et qui ne correspond à aucune réalité ethnique. Ce sont les Etats-Unis Socialistes d'Afrique qui constitueront le véritable cadre d'une industrialisation du continent noir.

Cette reconstruction exige ensuite une véritable planification de l'emploi des ressources existantes et du développement économique comme tel. Si la classe ouvrière internationale était capable d'assurer une large aide financière et technique aux jeunes Etats africains, sans conditions politiques quelles qu'elles soient, ce développement pourrait être très rapide. L'Afrique pourrait sauter d'un seul coup de l'âge du fer à l'âge de l'électronique, de l'automatisation et de l'énergie nucléaire. Mais même au cas où cette aide resterait insuffisante, l'économie planifiée, l'investissement dans le pays même de tous les revenus des sociétés coloniales, grâce à leur nationalisation, et le

développement coopératif de l'agriculture, constituent des atouts indispensables pour l'Afrique indépendante de demain.

Pour passer de l'indépendance purement politique à l'indépendance réelle par rapport à l'impérialisme, le développement d'un mouvement ouvrier autonome s'avérera indispensable. Le mouvement syndical africain connaît, depuis quelques années, un essor tumultueux. Trois confédérations internationales se font actuellement concurrence pour regrouper ce jeune syndicalisme africain. Qu'il apparaisse dans le cadre du mouvement syndical ou qu'il commence à se différencier à l'extrême-gauche du mouvement national, le mouvement ouvrier politique, s'appuyant sur l'antique tradition collectiviste des masses africaines, pourra jouer un rôle de plus en plus important dans la vie politique des jeunes Etats africains et poser sa candidature à la direction de la nation africaine en gestation.

L'Angleterre vote à droite, le L.P. vire à gauche

Aux élections d'octobre 1959, le Labour Party a de nouveau perdu la partie. Malgré plus de 12 millions de votes et une perte de voix d'à peine 1,2 %, le L.P. se trouve écrasé par une majorité de plus de 100 députés tories décidés à se maintenir au pouvoir jusqu'à expiration complète de leur mandat.

Malgré les effets incontestables qu'ont eus le retournement favorable de la conjoncture économique, et l'exploitation habile par les tories du désir de paix des masses, la clientèle habituelle spécifiquement ouvrière du Labour Party lui est restée fidèle, et par endroits, comme en Ecosse, s'est même renforcée.

Le L.P. semble avoir perdu surtout parmi les couches petites bourgeoises gagnées par la « prospérité », femmes et hommes, employés, fonctionnaires. Il ne semble pas d'autre part avoir pu mordre sur la nouvelle génération d'électeurs qui pour la plupart ont voté tory.

La défaite du L.P., parti réformiste parlementaire, est quasi normale dans des conditions d'euphorie capitaliste aussi limitée et éphémère que soit celle-ci. A aucun moment la direction droitière du Parti n'a voulu se distinguer des tories de manière tranchée sur quelques questions fondamentales, la nationalisation par exemple ou le désarmement. Elle a voulu concurrencer le parti capitaliste par excellence des tories, en prétendant pouvoir amplifier les services du Welfare State dans le cadre du système social inchangé. Elle a réussi ainsi à la fois à décevoir la clientèle éminemment ouvrière qu'attirerait un programme de classe hardi, et à paraître démagogique devant d'autres couches ayant un sens sain des réalités.

Même si l'on admettait qu'en période d'essor économique, de larges couches petites bourgeoises voteraient de toute façon pour les tories, il reste qu'il y a toujours en Angleterre quelques millions d'ouvriers non syndiqués, et qui ne votent pas encore pour le Labour Party.

Une politique de classe conséquente de la part de ce Parti, des années durant, pourrait bien gagner ces couches au Parti. Mais en réalité on ne saurait exiger une telle politique conséquente d'un parti parlementaire, réformiste, au sein duquel opère toujours une fraction de dirigeants à idéologie bourgeoise ferme.

On ne saurait d'autre part, y compris en Angleterre, admettre qu'un parti se réclamant de la classe ouvrière, puisse vraiment conquérir et garder le pouvoir, en vue d'une transformation sociale radicale, par la voie parlementaire exclusive, sans mobiliser et organiser les masses en dehors de cette arène.

Comme il fallait s'y attendre, la troisième défaite consécutive du L.P. aux élections a provoqué une crise de conscience aiguë dans le parti, et le début d'une différenciation idéologique de grande importance, sans précédent dans l'histoire de ce parti.

La bourgeoisie victorieuse s'attendait à ce que ses agents idéologiques au sein du L.P. et des syndicats profitent de la défaite pour réussir la même opération que dans divers partis sociaux-démocrates de l'Europe continentale : se débarrasser de tout vestige « socialiste » et en particulier du principe de la nationalisation, et du caractère de classe du parti. Des lieutenants bien connus de Gaitskell ont effectivement sondé le terrain, afin de déclencher une telle opération.

Mais à l'encontre de ce qui vient de se passer dans les partis sociaux-démocrates allemand, autrichien, ou hollandais, la grande majorité du L.P. anglais et des syndicats a réagi à gauche, mettant littéralement en déroute l'offensive esquissée par la droite. La Conférence extraordinaire qui s'est tenue en novembre à Blackpool a confirmé que le courant dominant à l'heure actuelle, aussi bien dans les circonscriptions que dans les syndicats affiliés au Labour Party, tient solidement au principe de la nationalisation et au caractère de classe du parti.

En réalité, quelques fautes tactiques aidant commises par le clan droitier de Gaitskell, la direction de celui-ci est virtuellement en minorité, en face de la direction effective qu'exerce une coalition centriste allant de Bevan à Cousins en passant par Wilson. L'aile gauche se trouve renforcée par l'appui que certains syndicats lui accordent actuellement, effrayés de voir qu'autrement l'offensive anti-syndicale de la bourgeoisie gagnerait du terrain avec l'aide de l'aile bourgeoise proprement dite du Labour Party.

Et tandis que la vie idéologique dans les partis ouvriers de l'Europe continentale s'endort ou s'enlisse dans les marais du plus vulgaire opportunisme, c'est en Angleterre qu'ont lieu actuellement les discussions doctrinales et politiques les plus vivantes et les plus fécondes. La presse de la gauche, de « Tribune » et de la nouvelle revue issue de la fusion du « New Reasoner » et de la « University and Left Review » jusqu'aux nombreux organes des différents groupements à tendance marxiste qui agissent au sein du mouvement travailliste, reflète un intense intérêt idéologique, quant au contenu, aux perspectives, à la tactique du socialisme et aux réalités politiques internationales actuelles. La question de la nationalisation est fortement débattue, en tant que substratum économique essentiel du socialisme, au moins dans la phase initiale.

Certes réformistes et centristes maintiennent la plus grande équivoque autour de cette question capitale. La bourgeoisie a centré ses attaques sur les nationalisations, sachant bien que si son opération réussissait, elle détruirait ainsi la doctrine de classe du Labour Party, et le transformerait en parti bourgeois libéral ordinaire, incapable de mettre en danger dans les années à venir les fondements du régime social actuel. D'autant plus que ces années risquent de voir s'affirmer les avantages décisifs de l'économie étatisée et planifiée des Etats ouvriers, sur celle de « l'entreprise libre » et concurrentielle.

La bourgeoisie anglaise veut également lever l'hypothèque qui pèse sur l'affluence des nouveaux investissements étrangers, des Etats-Unis en particulier, aussi longtemps que le Labour Party maintient sa doctrine sur les nationalisations.

Dans la concurrence avivée qui se livre actuellement entre l'Europe continentale et l'Angleterre à qui attirera mieux les capitaux étrangers, la menace que représente la position du L.P. sur cette question est un handicap sérieux pour Londres.

L'aile pro-bourgeoise de la direction labouriste qui s'oppose à l'élargissement des nationalisations au profit d'une économie mixte largement privée et concurrentielle, exploite le manque d'intérêt sinon l'hostilité que les nationalisations partielles sous contrôle de l'Etat capitaliste, réalisées au lendemain de la guerre, ont provoquée, à juste titre, parmi les travailleurs.

Jamais la direction labouriste n'a mené une campagne systématique pour populariser le contenu socialiste de l'étatisation de l'économie à savoir : qu'afin d'obtenir une économie nationale planifiée, travaillant non pour le profit capitaliste, mais pour les besoins collectifs de la société, il est nécessaire d'étatiser tous les principaux moyens de production, banques, compagnies d'assurances, grandes compagnies industrielles et commerciales capitalistes, transports, et de les administrer sous contrôle démocratique ouvrier et populaire.

Ce qui fait toute la différence qualitative avec des nationalisations partielles bureaucratiquement administrées par l'Etat capitaliste, au profit du capitalisme.

C'est à la tendance marxiste révolutionnaire unifiée travaillant au sein du Labour Party de définir et de clarifier le programme doctrinal et politique actuel sur lequel il est possible de regrouper les forces essentielles des travailleurs anglais et d'ouvrir la perspective d'une victoire décisive sur la réaction.

Profitant de la fermentation idéologique actuelle orientée à gauche, qui règne dans le mouvement travailliste, la tendance marxiste révolutionnaire unifiée doit tendre à organiser à la base une aile gauche conséquente qui tienne ferme et lutte dès maintenant pratiquement pour des questions telles que : une économie étatisée et planifiée ; une politique de paix par le désarmement unilatéral ; une tactique syndicale garantissant le plein emploi et l'amélioration du pouvoir d'achat des masses, grâce à la lutte unie pour la réduction progressive des heures de travail et l'ajustement constant des salaires au coût de la vie et aux progrès de la productivité.

Avant le 9^e Congrès du P. C. Italien

Le 9^e Congrès du Parti Communiste Italien, qui aura lieu à la fin de janvier, ne donnera pas lieu à des débats aussi amples et aussi importants que ceux du Congrès de 1956. Mais les discussions qui se sont déjà déroulées démontrent qu'il y a encore suffisamment de conflits, y compris à l'échelle de la direction nationale, et que le P.C. italien est loin d'être revenu à ce monolithisme politique et organisationnel qui le caractérisait à l'époque stalinienne.

On a fait assez de bruit dans la presse à propos d'une bagarre entre les « novateurs » et les « conservateurs », entre les « durs » et les « souples ». Il y a eu, comme d'habitude, pas mal d'exagérations et d'extrapolations, mais une différenciation entre deux « tendances » ou deux « groupes » est réellement apparue au cours des réunions du Comité Central lui-même.

De quoi s'agit-il ?

D'une part une tendance, dont Togliatti est le leader et qui, tout à fait sûre d'écraser les adversaires, se prononce en faveur d'une accentuation du cours adopté après le 20^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique et au 8^e Congrès du P.C. italien lui-même. Cette accentuation se dessine surtout en ce qui concerne les questions politiques italiennes et le régime à l'intérieur du Parti (Togliatti et les siens parlent de la nécessité d'amplifier la démocratie interne), tandis que, en ce qui concerne les questions internationales, on mise à peu près sans réserves sur le « réformisme » khrouchtchévien.

A ce propos, il est utile de souligner que le P.C. italien a à nouveau insisté sur la nécessité de l'autonomie des partis communistes nationaux, en repoussant définitivement l'idée de « l'Etat-guide » à laquelle cependant certains P.C. semblent plus ou moins rester liés.

Il faut ajouter un incident particulier qui définit mieux l'attitude actuelle des dirigeants du P.C. italien. Dans une récente conférence de presse, Togliatti est revenu sur la polémique de 1956, au cours de laquelle il avait encouru la désapprobation du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. (On se rappelle qu'après cette désapprobation, Togliatti avait gardé le silence). Répondant à une question posée par un journaliste, il a déclaré formellement : « Je suis toujours du même avis » (à savoir l'avis exprimé à propos de la question du culte de la personnalité dans l'interview à « Nuovi Argomenti »).

Si on ne suivait que les compte-rendus du Comité Central, on aurait l'impression que les adversaires de la ligne de Togliatti sont plutôt fantomatiques. En effet, tout le monde attaque des « sectaires », des « dogmatiques », des « camarades qui n'ont pas compris ce qu'il y a de nouveau », etc... ; mais on ne donne jamais le nom de personne, bien qu'on admette que ces pécheurs se trouvent à tous les échelons du parti. La faute de cet état de choses en incombe aux intéressés eux-mêmes qui, dans les discussions destinées à être connues par les militants du rang et a fortiori devant ces derniers, se taisent, tandis que la polémique réelle ne se développe encore qu'en petit comité.

Il faut dire que les adversaires de Togliatti ne sont pas de taille. Il s'agit en réalité de nostalgiques du stalinisme, qui ont accepté à leur corps défendant le 20^e Congrès et qui s'efforcent de revenir aux vieilles méthodes dès qu'il leur paraît possible de le faire. Parfois, ils ne négligent pas de recourir à une certaine démagogie non sans une certaine duplicité, dans le but de capturer une certaine influence parmi des secteurs de gauche du parti ; mais sur les questions capitales de la « voie italienne au socialisme », ils sont aussi droitiers que Togliatti lui-même. En raison de leur carence politique effective, ils sont condamnés à la défaite et leur rôle dans le parti sera de plus en plus négligeable (déjà après le 8^e Congrès ils avaient été, dans leur majorité, relégués à la Commission de Contrôle, d'où ils se sont limités à bombarder, par des lettres et des mémoires, la direction du Parti).

En ce qui concerne le document de discussion qui est soumis à l'approbation du Congrès, sur toute une série de points, il pousse plus loin certaines positions du Congrès précédent. Nous faisons allusion surtout à la fameuse question des « alliances ». Cette fois-ci, on envisage beaucoup plus ouvertement la possibilité d'alliances ou de convergences (c'est un nouveau leit-motiv des togliattiens) avec certains secteurs de la bourgeoisie moyenne ou non-monopoliste. Il va de soi que l'expérience sicilienne d'un gouvernement de coalition avec le parti catholique dissident de M. Milazzo est exploitée comme l'argument numéro 1.

Il faut dire qu'il y a dans des secteurs assez larges, sinon une opposition claire, des perplexités au sujet de nouvelles alliances. On s'interroge surtout sur les conséquences syndicales éventuelles de cette politique : renoncera-t-on à pousser en avant les revendications des ouvriers qui travaillent chez des capitalistes moyens ou non-

monopolistes pour faciliter l'alliance ? Formellement, les bureaucrates rejettent cette éventualité ; mais déjà certaines déclarations autorisent l'opinion contraire. D'ailleurs, si on veut concrètement aboutir à des alliances ou des convergences aussi vastes, il faudra bien payer un certain prix.

Sur une autre question on discute dans cette période qui précède le Congrès, à savoir sur les conséquences intérieures de la détente. Deux points de vue s'opposent fréquemment : les uns pensent qu'on aura une « détente » à l'intérieur et qu'il faudra partir de cette « nouvelle réalité » ; les autres soulignent que la lutte de classe va quand même continuer. Togliatti et les siens ont une position assez souple et prudente et il est évident qu'ils veulent au moins éviter de donner l'impression d'un virage mécanique à la façon de Thorez.

Contrairement à ce qu'ont écrit certains observateurs à l'étranger, les documents du P.C. italien rejettent ouvertement la perspective « attentiste », c'est-à-dire la perspective qui consisterait, pratiquement, dans l'attente de la victoire du « camp socialiste » par la victoire de l'U.R.S.S. dans la « compétition pacifique ». Mais, indépendamment de ce qu'ils disent à ce sujet, les dirigeants du P.C. italien favorisent objectivement l'attentisme, parce que, d'une part, ils exaltent non sans exagérations les succès soviétiques, et que, d'autre part, ils élaborent une politique qui n'ouvre aux masses aucune perspective fondamentale. Sur ce plan, il n'y aura pas de changements essentiels lors du prochain Congrès.

Coup de barre à droite en Pologne

La situation en Pologne s'est à nouveau considérablement aggravée au cours des dernières semaines. Des erreurs de la planification bureaucratique ont provoqué une grave pénurie de viande ; aidées par une offensive éclair du « général Hiver », elles ont même fait vivre à Varsovie quelques jours sans chauffage, sans lumière et même sans eau courante ! Réclamant à grands cris « de la discipline », Gomulka explique aux masses mécontentes mais désespérées de tout, que le moment est venu pour un régime d'austérité : « il faut se resserrer la ceinture ».

Voilà les conditions générales dans lesquelles les travailleurs, les intellectuels et les étudiants polonais ont appris les informations surprenantes concernant d'importantes modifications dans le personnel dirigeant du Parti Ouvrier Unifié. Ochab abandonne son poste de Ministre de l'Agriculture pour devenir le chef de la propagande au Secrétariat du Parti ; Jerzy Morawski, le plus fidèle des lieutenants de Gomulka — et, à part Matvin qui a déjà été « discipliné » avant lui, le membre le plus « gauchiste » du Comité Central — est démis de ses fonctions de secrétaire du Parti et relégué à un poste de dixième ordre. Un ancien natolinien, s'alinié fanatique, Szyr, devient le chef de la planification économique. Un des staliniens polonais les plus détestés par le peuple, l'ancien ministre Tucharski, dont le despotisme bureaucratique à l'égard des ouvriers des usines Ciegelski provoqua la grève générale et l'émeute de Poznan, au printemps de 1956, rentre au gouvernement. Avec lui revient à la surface le général Witaszewski, appelé « général matraque » pour le rôle qu'il a joué dans la répression de la grève de Poznan ; il vient d'être nommé chef du département politique de l'Armée. Julian Hochfeld, social-démocrate de gauche, jadis partisan de la « fusion » stalinienne entre le P.S. et le P.C., est éliminé de ses fonctions à l'Institut des Relations Internationales, bien qu'il conserve son poste de député.

On avance, en général, deux explications à ces changements brutaux. Selon la première version, la grave pénurie de viande a obligé Gomulka d'en appeler à l'Union soviétique, et le Kremlin aurait dès lors imposé, en échange de son aide, la réhabilitation des quelques natoliniens mineurs. Cette version n'est pourtant pas très vraisemblable. Tous les indices montrent en effet que Khrouchtchev a fait la paix avec Gomulka, et qu'il le considère comme le seul dirigeant possible du P.O.U.P., dans les conditions actuelles. Il a adopté envers Gomulka la même attitude qu'envers Kadar ; il n'y a pas de raisons de supposer qu'il soit plus tendre pour les natoliniens que pour la bande de Rakosi. Ces deux cliques sont considérées à Moscou comme responsables des événements de 1956, qui auraient éclaté à cause de leurs « excès ».

L'autre explication des changements importants survenus dans le personnel dirigeant du P.O.U.P. nous semble plus correcte. Comme nous l'avons déjà indiqué (voir : « Le Troisième Congrès du Parti Ouvrier Unifié de Pologne », « Quatrième Internationale », mai 1959), Gomulka évolue actuellement, mu par la logique terrible de sa conception purement pragmatique des problèmes de la société polonaise. « Hier victime de la

bureaucratie, il en est devenu, en l'espace de quelques années, l'instrument et le principal appui ». La phase finale logique de cette évolution, c'est qu'il est aujourd'hui lui-même convaincu que ses anciens principaux ennemis, les ultra-staliniens de la tendance natolinienne, sont aujourd'hui les agents les plus efficaces de sa politique.

D'une manière typiquement bureaucratique, Gomulka est arrivé à la conclusion que tous les problèmes décisifs de l'économie polonaise ne peuvent être résolus que par la « discipline ». Y a-t-il une tendance très nette à l'inflation monétaire ? Pour l'effacer, il faut que les travailleurs soient « disciplinés », qu'ils ne touchent plus d'importantes primes de fin d'année ! Il faudrait d'ailleurs « discipliner » aussi quelque peu les paysans, qui devraient payer d'un seul coup leurs arriérés d'impôts (s'élevant à des milliards de zloty !).

Y a-t-il une atmosphère de méfiance prononcée au sein du Parti ? On la supprimera en « disciplinant » les « libéraux », les « sceptiques », les « déviationnistes », et l'on supprimera les germes du « libéralisme pourri » jusque dans le Secrétariat du Comité Central ! Y a-t-il un terrible climat d'apathie et d'hostilité dans le pays par rapport au parti ? On « disciplinera » le pays en l'empêchant de plus en plus de lire de la « littérature anti-parti », on « disciplinera » les journaux et les journalistes. La dernière forteresse du « libéralisme », l'Union des Ecrivains elle-même, a été « disciplinée » à son dernier Congrès, où son ancien président, Slonimski, a été remplacé par le candidat officiel du Parti. Et qui est plus apte à « discipliner » les gens que ceux-là même qui ont rassemblé, de 1945 à 1956, une énorme expérience en la matière, « disciplinant » des milliers de gens à la mort ou à la prison, comme ils le firent malheureusement aussi avec le camarade Wieslaw ?

Mais les problèmes économiques et sociaux ne peuvent jamais être résolus par de simples appels à la discipline, surtout si l'on continue à ignorer la réalité fondamentale. Il suffit de comparer la Pologne d'aujourd'hui à la Yougoslavie, pour se rendre compte de la chance énorme que la Pologne a ratée en 1957, en s'arrêtant brusquement sur le chemin qui conduit vers la gestion ouvrière et une conception moins rigide de la planification.

Il n'y a pas de meilleure « discipline » que la discipline des bons résultats. La productivité du travail et l'économie des ressources ont fortement augmenté dans les entreprises yougoslaves, comparées aux entreprises polonaises, non pas parce que les directeurs yougoslaves sont moins bureaucratiques que leurs collègues polonais, mais parce que les ouvriers peuvent faire sentir leur poids dans la gestion quotidienne et parce qu'ils sont directement intéressés aux résultats de l'entreprise. Cela leur a enseigné une leçon qu'ils n'oublieront plus jamais. Il dépend de leur effort collectif soit réparé ou non, qu'ils reçoivent un nouveau logement dans un nouveau bloc d'habitations ou que leurs enfants puissent faire des études dans un nouveau bâtiment scolaire. Le lien direct, sur place, concret et visible, entre l'accroissement de la production et le bien-être accru de tous les travailleurs, voilà une meilleure contribution à l'accroissement de la productivité que mille résolutions sur la « discipline » ou sur la « compétition socialiste ». Les Polonais étaient en train d'apprendre la même leçon en 1956-57. Elle a été brutalement interrompue ; c'était provoquer un désastre ; le désastre s'est produit.

Il en va de même à la campagne. Un flot accru de biens de consommation industriels vers le village, combiné avec d'importants investissements dans l'agriculture et le développement de fermes d'Etat modèles, capables d'engager la concurrence avec le secteur privé et de peser sur les prix, voilà ce qui a aidé la Yougoslavie à résoudre, en l'espace de quelques années, les problèmes fondamentaux de la période de transition au village. Gomulka ne manqua point de séduire le paysan. Mais il évita de développer la pression parallèle d'un important effort d'investissements et de concurrence d'un secteur agricole d'Etat. Il en est résulté que le paysan privé est devenu le maître du marché des produits agricoles. Ce fut, encore une fois, une invitation au désastre ; le désastre ne s'est pas laissé attendre longtemps, cette fois non plus.

Il n'y a guère de chances que les forces propres de l'avant-garde polonaise ou de la classe ouvrière de ce pays, terriblement démoralisée par la fin abrupte de leurs « espoirs d'octobre », soient capables d'imposer un changement à la ligne politique dans les mois qui viennent. Pour que la crise polonaise trouve en définitive une solution favorable, cela ne pourrait provenir que d'un développement international, d'une nouvelle phase de la « déstalinisation » en U.R.S.S. même ou d'un soubresaut en Allemagne orientale. Mais les éléments dispersés de l'avant-garde, qui sont l'incarnation vivante des espérances perdues d'octobre 1956, pourraient tirer la leçon politique qui se dégage de cette expérience tragique. Cette leçon peut être résumée en une seule

phrase : la bureaucratie est une FORCE SOCIALE qui ne peut être neutralisée ou surmontée que par la puissance, la liberté et l'action accrues de la CLASSE OUVRIERE en tant que telle. Toute autre façon de « résoudre » ce problème doit nécessairement ressembler à la pragmatique, et conduire inévitablement sur la voie de Gomulka — vers le retour des natoliniens !

Vers le 6^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale

Comme il est annoncé par ailleurs dans ce numéro de la « Quatrième Internationale », le 22^e Plenum du C.E.I. vient de décider la tenue en 1960 du 6^e Congrès Mondial de notre Internationale, et l'ouverture dès maintenant de la discussion préparatoire à ce Congrès. Cette discussion portera sur des sujets éminemment importants qui préoccupent actuellement l'avant-garde du mouvement ouvrier international, et intéressent au plus haut point l'avenir de celui-ci : Situation et perspectives en Europe occidentale ; Evolution, problèmes et perspectives de la Révolution coloniale ; Perspectives économiques des Etats ouvriers et du capitalisme ; Plateforme pour la Révolution politique dans les Etats ouvriers dominés par la bureaucratie.

La discussion est déjà ouverte sur la base d'un premier document, adopté dans sa ligne générale par le récent Plenum de notre C.E.I. portant sur les perspectives européennes et dont nous publions de larges extraits dans ce numéro de « Quatrième Internationale ».

Bientôt nous publierons également les autres documents qui doivent servir de base à la discussion.

L'avant-garde marxiste-révolutionnaire aura ainsi l'occasion de se familiariser avec le stade actuel de la pensée de notre mouvement international.

Cette pensée reste toujours guidée par les principes, les traditions, la méthode du marxisme-révolutionnaire, et se nourrit de l'expérience révolutionnaire vivante de notre époque. Elle se distingue par conséquent fondamentalement de l'opportunisme vulgaire dans lequel se délectent plus que jamais les directions traditionnelles social-démocrates et soi-disant « communistes ». Tandis que les premières, sous l'effet d'une conjoncture économique euphorique passagère qui caractérise depuis quelques années déjà le capitalisme des pays avancés, ont hâte de se débarrasser de tout vestige « marxiste », les directions prétendues communistes semblent tirer les ultimes conclusions de la théorie du « socialisme dans un seul pays » que Staline avait mise en avant dès 1924. Les directions social-démocrates théorisent de manière pragmatique une phase de l'évolution cyclique du capitalisme de l'Europe et des Etats-Unis d'après-guerre, passagèrement dominée par l'expansion et les « miracles » de « l'entreprise libre ». Elles extrapolent cette phase pour tout l'avenir prévisible et font semblant d'oublier aussi bien l'immense problème des pays sous-développés que le retard pris par rapport au taux d'expansion des Etats ouvriers. Les directions soi-disant « communistes » théorisent les intérêts non moins passagers de la bureaucratie soviétique dans une détente internationale, et une « coexistence pacifique ».

A les en croire, la victoire mondiale du socialisme s'avèrerait pratiquement le résultat de la construction préalable du socialisme en U.R.S.S., et de la contagion universelle irrésistible de cet exemple.

D'où la conclusion pratique non moins inévitable d'une politique entre temps ultra-opportuniste avec comme seul objectif de préserver la « coexistence pacifique ».

L'« optimisme » communicatif de Khrouchtchev concernant le développement économique de l'U.R.S.S. dans les années à venir est pour beaucoup responsable de cette mystification liquidatrice du mouvement révolutionnaire international.

La pensée de la IV^e Internationale n'a rien à voir avec ces théorisations pragmatiques, que déterminent des intérêts sociaux et politiques bien précis.

La discussion préparatoire pour le 6^e Congrès Mondial posera et clarifiera sous l'angle du marxisme révolutionnaire les questions fondamentales qui sont soit totalement esquivées, soit entièrement faussées par les directions traditionnelles : Quelles sont les causes, les limites, les perspectives de la stabilité relative actuelle du capitalisme de l'Europe et des Etats-Unis ? Quelles sont les perspectives économiques de l'évolution du capitalisme et des Etats ouvriers et les conséquences de leur compétition dans la décennie à venir ? Quels sont les problèmes et les perspectives de la Révolution coloniale ? Quelle est le bilan et les perspectives de la politique khrouchtchevienne

en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires européennes ? Où va l'expérience chinoise ? Où va le mouvement ouvrier européen et mondial ?, etc. etc. A toutes ces questions les forces de la IV^e Internationale engagées dans le mouvement de masse des pays capitalistes, des pays coloniaux et dépendants, ainsi que ses militants dans les Etats ouvriers s'efforceront de donner la réponse la plus conforme au marxisme révolutionnaire vivant.

Aussi bien la préparation que la tenue du 6^e Congrès Mondial marqueront de manière éclatante l'avance idéologique et organisationnelle de la IV^e Internationale, Parti Mondial de la Révolution Socialiste.

Il n'y a pas eu de Procès de Moscou !

Toute la jeunesse soviétique et, des dirigeants les plus élevés aux cadres inférieurs, tous les Partis communistes ont été formés, des années durant, sur la base de l'ouvrage stalinien « Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. ». C'est sans aucun doute une œuvre qui restera précisément pour illustrer ce que fut l'ère de Staline : mensonges s'accumulent sur mensonges et, pour rectifier ces 400 pages, il faudrait écrire plusieurs volumes.

Au 20^e Congrès, Khrouchtchev, dans son rapport sur le culte de la personnalité, mit en cause ce livre qui « parle surtout de Staline, de ses discours, de ses rapports. Tout, sans la moindre exception, est lié à son nom ». Et, à la conclusion de ce rapport, il disait :

« Il est particulièrement nécessaire que, dans l'avenir immédiat, nous établissions un sérieux manuel de l'histoire de notre parti, écrit conformément à l'objectivité marxiste scientifique, un manuel de l'histoire de la société soviétique, un livre relatif aux événements de la guerre civile et à la grande guerre patriotique ».

Tout de suite après le 20^e Congrès, l'historienne Pankratova, dans la dernière période de sa vie, réussit à publier le « testament de Lénine » et quelques autres textes de Lénine que Staline avait fait mettre sous le boisseau.

Dans le cours de 1959 a paru le manuel promis par Khrouchtchev au 20^e Congrès. La nouvelle « Histoire du Parti communiste de l'U.R.S.S. » est un fort volume de 740 pages qui — comme l'ouvrage stalinien — part des origines du mouvement marxiste en Russie, mais qui, à la différence du précédent, qui s'arrêtait à l'année 1937, s'étend non seulement sur les années de guerre mondiale, mais après celles-ci, au-delà de la mort de Staline, et comporte même la question de l'élimination du « groupe anti-parti » (Molotov, Kaganovitch...). C'est donc un manuel très khrouchtchevien. Mais est-il donc conforme à « l'objectivité marxiste scientifique » ?

Une rapide lecture permet de voir que si beaucoup de ce qui porte le sceau de Staline lui-même a été supprimé, il reste encore pas mal de mensonges et déformations, qui exigeraient, pour les écrire, probablement plus de temps que ce nouveau livre aura cours en U.R.S.S.

Mais ce livre est le mieux caractérisé par ce qu'il a omis de mentionner : les Procès de Moscou !

L'« Histoire » de Staline était écrite comme une sorte de puissant drame. Le Parti commençait avec les luttes de Lénine contre les adversaires politiques. La lutte allait crescendo. Staline prenait la relève. Ses adversaires étaient de plus en plus démasqués : « les boukhariniens dégénèrent en politiciens à double face », « les trotskystes à double face dégénèrent en une bande de gardes blancs, assassins et espions ». (Edition française, p. 359). « Les procès révélèrent que les monstres trotskystes et boukhariniens, sur l'ordre de leurs patrons des services d'espionnage bourgeois, s'étaient assignés pour but de détruire le Parti et l'Etat soviétique, de miner la défense du pays, de faciliter l'intervention militaire de l'étranger, de préparer la défaite de l'Armée rouge, de démembrer l'U.R.S.S., de livrer aux Japonais la Province maritime soviétique d'Extrême-Orient, de livrer aux Polonais la Biélorussie soviétique, de livrer aux Allemands l'Ukraine soviétique, d'anéantir les conquêtes des ouvriers et des kolkhoziens, de restaurer l'esclavage capitaliste en U.R.S.S. » (Edition française, pp. 384-385).

Ces procès étaient présentés comme le point culminant d'une lutte après laquelle l'U.R.S.S., enfin purifiée, allait connaître les heures de bonheur sous l'égide de la Constitution la plus démocratique du monde, la Constitution de Staline.

Ces procès ont entraîné l'exécution de la majorité des membres du C.C. du temps de Lénine, ils ont « justifié » l'assassinat de Trotsky. Pendant les années 1936 et 1937,

toute la presse du monde entier fut largement remplie des compte-rendus des séances de ces procès dans lesquelles de vieux bolcheviks « avouaient » les crimes les plus monstrueux sous les insultes et les outrages du procureur Vichinsky.

Ces procès constituèrent un chapitre, épouvantable mais important, dans l'histoire de l'U.R.S.S. et du mouvement communiste. L'atmosphère putride qu'ils ont engendrée dans le mouvement ouvrier international est fort loin d'être dissipée.

Et maintenant, lisez et relisez la nouvelle « Histoire », celle de Khrouchtchev. Ce que vous pourrez trouver qui puisse être considéré comme une allusion, non une mention, des procès infâmes, vient après l'affirmation que la thèse de Staline selon laquelle la progression de l'Etat soviétique s'accompagnait d'une aggravation de la lutte des classes était fautive, aux pages 483-484, dans les termes suivants :

« En pratique, cette thèse a servi de base à une répression de masse contre les ennemis du Parti idéologiquement défaits. La répression s'abattit sur beaucoup de communistes et de sans-parti honnêtes. Dans cette période se faufila, aux postes responsables de l'Etat, l'aventurier politique Beria qui, pour des buts criminels, ne s'arrêta pas devant des méfaits, exploita les défauts personnels de Staline, calomnia et détruisit beaucoup d'hommes honnêtes, fidèles au Parti et au peuple. Pendant cette même période, un rôle méprisable fut joué par Jezov, qui se trouvait au poste de Commissaire du Peuple à l'Intérieur ».

Le jeune Soviétique qui étudiera ce livre — et tous les jeunes Soviétiques seront, dans les années qui viennent, instruits suivant ce manuel — apprendra que des Beria, des Jezov, ont exploité le caractère de Staline pour commettre des crimes non spécifiquement désignés, mais il ne saura pas qu'il y a eu des procès de Moscou.

Et cela seul suffit à juger le nouveau manuel d'histoire. Il y a bien des formes de mensonges : Pascal dans « Les Provinciales » en fit la démonstration à propos des Jésuites. Mais on trouvera rarement exemples aussi extrêmes que ces deux manuels bureaucratiques d'histoire : l'un aux mensonges les plus grossiers, les plus fantastiques, pour justifier les crimes contre-révolutionnaires, et l'autre où, sur les mêmes crimes, sévit le mensonge par omission.

G. GERBEL

Bad Godesberg, une victoire des liquidateurs

A son Congrès de Bad Godesberg, la social-démocratie allemande s'est donné un nouveau programme. Le fond de ce document consiste en un ralliement clair et sans équivoque à la société bourgeoise, à l'Etat capitaliste et à la défense militaire de ce dernier. Toutes les modifications de l'état de chose social, toutes les réformes envisagées de l'Etat et de la société, se situent strictement dans le cadre du capitalisme, qu'elles se proposent de protéger contre les conséquences des crises et des luttes de classes.

Ce programme est un reniement sans équivoque du reste de pensée marxiste qui était encore toléré jusqu'ici dans le S.P.D. Tout au plus accorde-t-on encore au marxisme une place historique dans le mouvement ouvrier, à l'époque où « il y avait encore des classes et des luttes de classes ». On sert comme infusion les idéologies pré-marxistes, y compris le Sermon sur la Montagne, qui, à ce qu'il paraît, n'ont pas perdu de leur saveur avec les siècles. Simultanément, le « but socialiste » que, jusqu'ici, on faisait au moins encore miroiter dans les discours des jours de fête, est abandonné au profit de la démocratie formelle. L'ancienne voie réformiste au socialisme par la démocratie est remplacée par la démocratie bourgeoise elle-même. A vrai dire, le nouveau programme ne comporte pas d'innovation. Il consiste en déchets des écoles les plus diverses de l'idéologie bourgeoise, en représentant de laquelle agit dans le S.P.D. l'aile étrangère à la classe. Depuis des années déjà, cette idéologie est le fondement spirituel de l'activité d'une partie décisive du S.P.D. (aile pro-O.T.A.N. de la fraction parlementaire - les droitiers sous la direction de Schmidt, Erler, Arndt, Deist). Cette clique de liquidateurs a estimé le moment venu pour ériger son idéologie en base spirituelle officielle du Parti et, par là-même, conférer à sa pratique passée une légalité programmatique.

Si même le révisionnisme bernsteinien est à mille lieues de ce que la classe ouvrière s'est vu servir à Godesberg, il ne s'en agit pas moins d'une étape conséquente sur la voie du révisionnisme, sans que ce soit l'étape finale. C'est le chemin qui, partant d'une politique de classe fautive, erronée, aboutit à une capitulation en règle devant la classe bourgeoise et ses garde-chiourmes réactionnaires. Ce chemin est marqué par août 1914, les journées de novembre 1918, le rôle de médecin joué au chevet du capitalisme malade sous la République de Weimar et la capitulation sans combat en 1930-33. A cette époque déjà, le S.P.D. avait cessé d'être un parti socialiste. Dans toutes les périodes cruciales d'ébranlements sociaux, il a sauvé

la société bourgeoise de l'effondrement et de la révolution socialiste. Mais il s'est toujours, à ces moments, retranché derrière des formules socialistes toutes faites, dont abusait alors même l'aile droite du Parti. Ses dirigeants étaient contraints à cet abus pour pouvoir, au moins jusqu'à un certain point, conserver leur base prolétarienne. Ils y étaient tenus dans la mesure même où ils voulaient jouer leur rôle de garants contre la révolution socialiste.

A présent, l'influence des éléments anti-socialistes, étrangers et hostiles à la classe, est si forte dans le Parti, la conscience politique de la base ouvrière tellement faible par suite de circonstances historiques et actuelles, objectives et subjectives, qu'ils peuvent désormais se permettre de laisser tomber le masque « socialiste ». A cela s'ajoute que l'appareil du S.P.D., après avoir jusqu'ici joué un rôle de tampon entre la droite et la base ouvrière, s'est entièrement aligné sur les désirs des liquidateurs.

Quiconque a observé le développement de la situation politique du mouvement ouvrier dans la République fédérale et l'activité des directions des organisations ouvrières, de même que l'action sporadique des forces de gauche, au cours de ces dernières années et plus particulièrement depuis l'étrangement du mouvement contre le réarmement, celui-là ne peut être surpris par Godesberg et la « discussion préparatoire ». C'était une illusion de penser que ce Parti était encore en état d'élaborer un programme même réformiste. Si des événements comme la première guerre mondiale, la révolution et la contre-révolution dans les années 1918-23, la victoire du fascisme en 1933, la deuxième guerre mondiale et l'effondrement du fascisme et du capitalisme allemand en 1945, si de tels événements n'ont pas été à même de ramener la social-démocratie sur des positions socialistes, il était illusoire d'attendre cela d'une discussion programmatique.

A noter que depuis longtemps déjà, la social-démocratie n'est idéologiquement plus capable d'une telle discussion. Les bagarres simulées dans le « Vorwärts » n'étaient destinées qu'à donner le change sur la démocratie dans le Parti. Le vrai visage de cette démocratie s'est manifesté quand, sur le « conseil » de la direction du Parti (du Comité directeur), quelque 240 motions émanant des organisations de base ont été écartées d'un simple geste de la main. Dans leur énorme majorité, les adhérents ne se sont nullement montrés intéressés par cette « discussion ». Vu le bas niveau idéologique où sont maintenues les organisations de base, ils n'ont même pas la capacité de participer au débat. Or, c'est avec la capacité de

participer à l'élaboration des principes, de la stratégie et de la tactique que commencent de la démocratie interne ; cette capacité a plus d'importance que les « droits » statutaires.

La composition du Congrès, où plus de 25 % des voix (délibératives) étaient celles de personnes déléguées non par une élection, mais en vertu des postes qu'elles détiennent, voilà un autre aspect de la démocratie dans le Parti. Le reste des délégués a été trié grâce à un système fonctionnant comme filtre, après qu'à peine 10 % des adhérents aient assisté aux assemblées de base où la discussion portait sur le programme et le Congrès extraordinaire ; en sorte que le scrutin de Bad Godesberg et toutes les motions d'approbation sur commande arrivant au fur et à mesure ne peuvent être considérés comme l'expression de la volonté des adhérents. La majeure partie des délégués provenait de la bureaucratie du Parti, des syndicats, des communes et des Länder.

Seuls 16 délégués ont eu le courage de voter contre le programme en bloc. Cette minuscule minorité manifeste la faiblesse de la gauche parmi les couches de fonctionnaires moyens de la social-démocratie et montre l'étroitesse actuelle de la base pour une aile gauche au sein de ce Parti. Au mieux, ces 16 voix représentent des noyaux socialistes.

Dans des votes partiels sur des passages isolés, le tableau était plus positif. C'est ainsi que 99 délégués votèrent contre le chapitre décisif de la politique économique. Ce nombre se rapproche davantage du rapport des forces (numériques) et de l'état d'esprit réels parmi les adhérents. Il est tout à fait significatif que ce soit sur ce chapitre que les voix « contre » ont été les plus nombreuses. C'était une dernière tentative pour s'accrocher au vieux but de la socialisation. Sur ce point précisément, les membres du Parti se rendent compte, plus que sur la politique extérieure ou la politique culturelle, de l'adaptation totale du S.P.D. aux rapports de propriété établis. Il faut y ajouter les effets du programme de Munich du D.G.B. et l'exploitation du programme d'Ahlen contre les « chrétiens » et la C.D.U.

Cependant, la partie la plus nombreuse des voix hostiles a capitulé lors du vote final, sous la pression massive du Bureau et de la direction du Parti. Après avoir voté contre le chapitre essentiel et décisif, ils ont accordé leur voix à l'ensemble du programme. C'était une capitulation devant le bloc ferme de la droite et de l'appareil du Parti. L'appareil, contrairement à l'espoir de beaucoup de gens de gauche, ne s'est pas allié à la gauche, à la base ouvrière, contre la droite, comme il l'a fait il y a quelques années contre les « lâcheurs de lest » ; en commun avec la droite qui, par nature, lui est beaucoup plus proche, il a fait pression sur la gauche et a, en tant que force consciente de ses buts, poussé les indécis dans la voie désirée.

Le rôle le plus important dans la démoralisation de la « gauche » revient à Herbert Wehner. Non seulement il a politiquement défendu le projet de programme

avant et pendant le Congrès, mais il a essayé avec force de déchaîner sur le mode stalinien une hystérie pogromiste contre les critiques du projet. Telle est l'attitude d'un véritable renégat qui cherche à se libérer de l'ombre de son passé. A vrai dire, il ne s'agit même pas d'un passé glorieux. Son entrée au P.C. allemand et son ascension vertigineuse dans ce dernier eurent lieu en un temps où ce Parti dégénérait en se châtiant, lui-même et la classe ouvrière. Par une perspective erronée (le fascisme aurait déjà vaincu avec Brüning-Papen, etc. - faillite des nazis dans les délais les plus courts), par une stratégie et une tactique fausses (scission syndicale au moyen de la R.G.O., opposition syndicale révolutionnaire - le S.P.D., présenté comme l'aile gauche du fascisme - social-fascisme - front unique « à la base » - lutte en commun avec les nazis lors du plébiscite contre le gouvernement S.P.D. de Prusse) et enfin par la complète stalinisation (du Parti), la voie fut ouverte à la victoire du fascisme. L'attitude de Wehner dans la discussion contre la gauche de la base ouvrière ne s'est, en 1959, distinguée en rien du rôle qui fut le sien comme membre de la bureaucratie stalinienne contre toute critique des années 1928-33 et des premières années de l'émigration, qui avait le courage de mettre en garde contre l'évolution fatale du P.C. allemand. Alors il insultait ces camarades comme agents du social-fascisme (S.P.D.). Aujourd'hui, il soupçonne ceux qui mettent en garde (!) contre le cours fatal du S.P.D. d'être des agents du S.E.D. Si, au Congrès, il a théâtralement mis en garde contre le totalitarisme du marxisme, comme chat « échaudé », il a tout simplement oublié qu'en fait il n'a jamais été marxiste, qu'au P.C.A. il a professé un marxisme défiguré par le stalinisme. Ses traits de caractère — égocentrisme, mépris des hommes et des masses qui l'ont pour un temps poussé dans les bras des anarchistes — lui ont facilité son jeu dans la bureaucratie, stalinienne aussi bien que social-démocrate. Son exemple dénote aussi la parenté profonde des diverses variétés de bureaucraties.

La résignation qui s'étend sensiblement sur la base ouvrière du S.P.D. à cause du programme de Godesberg ne sera qu'accrue par la capitulation du vote final. C'est encore moins nombreux que les ouvriers participeront à la vie intérieure du Parti, et c'est dans une mesure plus grande encore que tarira l'afflux au Parti d'éléments jeunes et actifs.

Le programme de Godesberg n'est nullement « nouveau ». Il est la légalisation (programmatische) d'une politique déjà pratiquée depuis des années par les éléments étrangers à la classe, agissant à la direction du Parti, surtout au groupe parlementaire. Sur le terrain de cette légalité, ces forces développeront une politique encore plus capitulaire dans le sillage du gouvernement C.D.U. Leur appétit augmentera et leur exubérance ministérielle ne fera que croître de plus en plus. C'est ce qu'exprimera nettement le prochain programme électoral et gouvernemental. L'esprit de ce programme n'est pas celui

de la « volonté de pouvoir » (ou « de puissance ») qui se manifestait tout de même encore chez Schumacher, mais celui de la participation au pouvoir sur le terrain de la société bourgeoise. Si jamais ce rêve se réalise, la social-démocratie allemande montrera que le sort de la République de Weimar lui a « enseigné » à fouler aux pieds encore davantage les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière. En ce sens, le programme de Godesberg peut introduire une phase nouvelle dans le développement du mouvement ouvrier allemand, la phase de la différenciation entre la classe ouvrière et le S.P.D. Les ouvriers ne jugent pas le S.P.D. sur son programme, mais ils soupçonneront et reconnaîtront sa politique et son action.

Ce sera la tâche des noyaux socialistes dans le S.P.D. de faire en sorte que la prise de conscience qui s'amorcera alors ne se perde pas dans les sables d'une démoralisation totale. Pleinement conscients que le chemin du S.P.D. vers le marais bourgeois est sans retour et que la différenciation de classe va venir et doit venir, ils ne doivent pas se laisser couper, par la droite et par l'appareil, des ouvriers organisés dans le Parti social-démocrate. Sans faire la moindre concession théorique et sans porter l'ombre d'une responsabilité pour ce programme, il leur faut épuiser toutes les possibilités qui s'offrent d'entamer un combat dans le cadre du programme et de le porter au-delà du programme et au-delà du Parti (contrôle pour abus de pouvoir économique - socialisation en tant que « moyen ultime », etc...). Ceci ne signifie pas une reconnaissance du document, mais une attitude tactique fondée sur la situation résultant de Godesberg.

La véritable gauche au sein du Parti doit, dans une critique marxiste sans compromis du programme, se forger l'outil idéologique qui la mettra à même, dans le processus de différenciation à venir, de constituer le noyau d'une aile gauche qui passera par-dessus le programme au cours des luttes pratiques quotidiennes.

Du fait des décisions de Godesberg, le S.P.D. se situe actuellement à la droite du D.G.B. (la C.G.T. allemande) au point de vue programmatique (même les résolutions d'Ahlen de la C.D.U. se situent « à gauche » de Godesberg). A la longue, il ne pourra pas tolérer une telle situation. Pour la grande masse des fonctionnaires syndicaux se pose déjà la question : lequel des deux programmes — de Munich ou de Godesberg — défendre ?

Dès le congrès de Stuttgart du D.G.B., mais aussi à Godesberg circulait déjà un programme du D.G.B. « amélioré » et inspiré par Rosenberg du D.G.B. Il sera présenté ouvertement lors du prochain congrès du D.G.B. D'ici là la direction du S.P.D., soutenue par la droite au sein du D.G.B., développera une activité accrue en faveur de l'adoption d'un programme semblable de collaboration de classe. La gauche aura là une nouvelle occasion de défendre les conceptions fondamentales sur les structures sociales et leur trans-

formation dans l'optique socialiste. C'est en partant de cette même optique que la gauche doit vouer une attention plus grande aux développements syndicaux. Mais ici aussi s'applique ce qui s'était déjà manifesté lors de la discussion sur le programme dans le S.P.D. : la défense du programme fondamental de Munich ne peut non plus être menée abstraitement, par la simple participation à la discussion. Le point d'appui se situe dans un intensif travail syndical et d'entreprise.

L'image bigarrée des grèves « sauvages » qui ont lieu en permanence depuis des semaines montre, à l'encontre de l'esprit du programme de Godesberg, que la lutte de classe existe même en période de haute conjoncture. Le fait que ces mouvements ne s'appuient pas sur une conscience de classe particulièrement élevée, qu'ils n'approchent pas directement les grands problèmes politiques et sociaux, voilà un produit non seulement de la bonne conjoncture, mais avant tout du rôle de trahison joué pendant toute la dernière décennie par la direction du mouvement ouvrier. Mais ces mouvements peuvent devenir des écoles de la conscience de classe, si les forces socialistes conscientes ne se contentent pas d'y prendre leur place, mais en deviennent aussi les initiateurs, grâce à une étude soignée de toutes les données de ces mouvements.

C'est ici que la gauche se trouve en présence des couches qui étaient « absentes » dans la discussion sur le programme dans le S.P.D. L'expérience a montré que précisément les éléments ouvriers jeunes font leurs premiers pas dans la lutte des classes, sans expérience préalable de la lutte et sans avoir été touchés par l'histoire et les théories du mouvement ouvrier. Ils sont fort sceptiques, dans leur immense majorité, face à l'autre génération, face au passé du mouvement ouvrier, face aussi aux intrigues bureaucratiques des appareils du S.P.D. et des syndicats et à la passivité équivoque du S.P.D. Tout cela, au premier stade de leur activité dans le combat de classe, que souvent ils ne reconnaissent même pas comme tel, ne peut exercer d'attraction sur eux. Mais sur ce fond de réaction d'ainés politiquement désillusionnés et de jeunes ouvriers dépourvus d'illusions, de nouvelles forces peuvent se développer pour la gauche, dans le Parti et dans les syndicats, en vue de la grande explication à venir par laquelle la lutte des classes se manifestera dans la vie de ces organisations. La discussion autour du programme fondamental de Munich peut devenir un élément de liaison entre des mouvements élémentaires d'une part et une aile gauche fondée sur la conscience (politique) d'autre part. Ces développements mèneront dès lors au-delà de Godesberg et, lâchant au passage sur la droite les représentants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie dans le S.P.D., ainsi que les éléments collaborateurs de classe dans les syndicats, ils formeront dans leur dynamique une nouvelle direction, fondée sur un programme socialiste et une pratique révolutionnaire.

Philippe VAN DAMME

La révolution coloniale au Congo " belge " et au Rwanda-Urundi

Pendant de longues années la révolution coloniale qui grondait au Kenya et se développait dans diverses parties de l'Afrique noire semblait arrêtée aux frontières du Congo.

Avant 1956, la seule manifestation politique de quelque importance au Congo fut le développement de la secte politico-religieuse Kimbanguiste dont la propagande rappelant celle des anabaptistes, se répandit surtout dans la province du Bas-Congo pendant les années 1920 et jusqu'à nos jours.

Condamné à mort par l'administration coloniale belge, Simon Kimbangu, créateur de cette secte et l'un des initiateurs de la révolution congolaise, mourut en 1951

dans une prison où il fut détenu pendant trente ans.

Ce sont les grandes victoires anti-impérialistes que représentent l'indépendance du Ghana, puis celle de la Guinée, les développements de la lutte du peuple algérien et de la révolution arabe au Proche-Orient, et simultanément la crise économique touchant sérieusement l'économie congolaise par la baisse des prix des matières premières dans le courant de l'année 1957, qui représentent les facteurs décisifs qui ont provoqué un éveil politique extrêmement rapide de masses congolaises relativement larges dans tous les centres urbains et bon nombre de régions rurales du Congo.

L'ECONOMIE ET LA SOCIETE CONGOLAISE

L'industrialisation du Congo, assez lente avant 1940, s'est grandement accélérée au cours des vingt dernières années. C'est ainsi que la production électrique minière du Katanga, est passée de 300 millions à 2 milliards de kW/h., entre 1949 et 1957, grâce à la création de trois nouvelles centrales hydro-électriques. La production de cuivre de l'« Union Minière du Haut Katanga » (U.M.H.K.), le principal trust congolais — le cuivre étant le principal produit d'exportation — est passée de 143.000 tonnes en 1946 à 247.000 tonnes en 1956.

D'autre part, l'industrie minière s'est mécanisée dans de très larges proportions et n'occupait plus en 1957 que 6,63 % de la main-d'œuvre salariée du Congo, chiffre extrêmement bas pour une économie de type colonial.

L'industrialisation a également provoqué la constitution d'entreprises groupant un grand nombre de salariés. En mai 1957, il y avait au Congo 89 entreprises comptant plus de 1.000 salariés dont 2 qui en comptent plus de 10.000. Ces dernières emploient 170.000 travailleurs.

Le nombre des salariés, non compris les domestiques, atteint 1.198.000 en 1956, ce qui représente 39 % des « hommes adultes valides » (1), contre 27 % 10 ans plus tôt ; ceci compte tenu de la mécanisation des mines surtout, montre bien l'ampleur

de l'industrialisation et de la prolétarisation très rapide. Le Congo est donc devenu la 2^e puissance industrielle d'Afrique, après l'Union Sud-Africaine mais avant l'Egypte.

L'industrie demeure cependant orientée essentiellement vers l'exportation et l'économie congolaise compte des déficiences fondamentales comme celle de tout pays colonial ou semi-colonial. C'est seulement depuis peu d'années qu'une certaine industrie légère mal équilibrée s'est développée dans deux ou trois grandes villes (textile, bicyclettes, etc.).

Les techniques brutales de recrutement de main-d'œuvre forcée et les mauvais traitements ont fait place depuis 15 ans à une attitude paternaliste caractérisée par la construction de cités ouvrières pour les travailleurs, etc.

L'exode rural vers les centres urbains et industriels a pris des proportions énormes.

(1) Le nombre total des salariés atteint, par province (chiffres de 1956) : Prov. Léopoldville : 306.000 - Prov. Kivu : 216.000 - Prov. Katanga : 175.000, soit près de 50 % de la population des « hommes adultes valides ». Dans les autres provinces, les pourcentages sont plus bas : Prov. Orientale et celle de l'Equateur : 30 à 32 % - Prov. du Kasai : 22 %.

mes détruisant l'organisation du milieu « coutumier ». Comme le signale Basil Davidson dans son livre « Le réveil de l'Afrique » : « Nulle part peut-on dire, nulle part le chef n'administre plus en réalité « sa tribu ; nulle part le groupement ne reste intact. Les liens qui unissaient autrefois les membres d'une même tribu entre eux comme à leur chef, se relâchent partout et souvent se brisent... « La vie au village se désintègre. C'est un fait que l'évolution des villes pénètre jusqu'aux régions tribales elles-mêmes. « L'organisation tribale est contraire aux vœux de ceux qui désirent participer à cette évolution. Les villageois se saisissent d'idées sur la civilisation. Ils cherchent les moyens de les appliquer à leur vie quotidienne comme le font les « gens des villes. »

La population qui a quitté le milieu coutumier est passée de 1.017.000, soit 9,83 % en 1945, à 3.047.000, soit 23,13 % en 1957 et le phénomène n'a fait que s'accroître depuis lors.

Les salaires de ces travailleurs noirs ont été très bas jusqu'aux toutes dernières années, bien que sensiblement plus élevés qu'en A.E.F., en Rhodésie britannique et surtout en Angola portugais. Pendant le premier trimestre de 1957 45 % des salariés du Congo gagnaient moins de 11 frs congolais par jour et 73 % gagnaient moins de 20 frs (1 frs congolais est l'égal de 10 frs français « légers »). Une augmentation sensible s'est manifestée depuis deux ans mais le niveau de vie reste très bas.

A Léopoldville et dans les centres industriels du Katanga, régions de « hauts » salaires, ceux-ci se situent actuellement autour de 40 frs à 50 frs par jour pour un travailleur « lourd » et 35 à 40 frs par jour pour un travailleur « léger ».

En 1953, la masse globale des salariés de plus d'un million de salariés congolais ne représentait que 10.130 millions de frs congolais alors que le revenu national était estimé à plus de 43 milliards, sur lesquels quelque 24.000 fonctionnaires et

salariés européens s'octroyaient 9.700 millions, le reste représentant les autres revenus, les impôts, les épargnes et surtout les bénéfices des entreprises et des particuliers européens (2).

Les bénéfices de la seule « Union minière du Haut Katanga » s'élevaient, pour un capital de 3 milliards, à 1.454 millions en 1948, pour grimper en 1956, pour un capital porté à 8 milliards, à une somme de 5.471 millions de frs congolais dont 900 millions étaient consacrés aux amortissements divers et 4.571 millions formaient les bénéfices nets. 90 millions de ceux-ci étaient répartis entre les 15 administrateurs belges et anglais.

Les seuls bénéfices nets de dix sociétés congolaises importantes faisant partie du groupe financier U.M.H.K. — Société Générale s'élevaient en 1957, année de récession cependant et de chute des bénéfices, à la somme de 4.810 millions de frs congolais.

Si le revenu des salariés s'est élevé depuis deux ans, celui des agriculteurs reste très bas et peut être estimé en moyenne à la moitié de celui des ouvriers (3).

En face de cette masse considérable de salariés et d'agriculteurs noirs aux revenus minimes, le nombre des Européens est très restreint : 0,7 % de la population ; quelque 100 à 105.000 sur les 14 millions d'habitants du Congo. Ce pourcentage est faible, sensiblement plus par exemple que celui du Tanganyika, territoire qui n'est cependant pas considéré comme colonie de peuplement et où les Européens sont environ 1,4 % à l'heure actuelle.

Ces 100.000 Européens dont les 3/4 sont Belges comprenaient notamment à la fin de 1957 : 1.000 fonctionnaires de l'administration, 8.000 missionnaires et environ 2.000 colons. Le personnel des sociétés comprend l'écrasante majorité du reste de la population européenne active : 21.700 personnes dont 17.200 Belges en 1957. Le nombre des travailleurs indépendants, professions libérales et petits patrons, est très peu élevé.

L'EVOLUTION POLITIQUE DU CONGO

Avant de devenir colonie belge en 1909, le Congo connut sous le titre d'« Etat indépendant du Congo » vingt années d'exploitation et de brutalités inouïes, largement dénoncées à l'époque par la presse social-démocrate et même libérale de toute

l'Europe. Le nom du roi Léopold II restera sinistrement attaché à cette période où des gangs d'aventuriers à son service se ruaient sur l'Afrique centrale. Ce premier stade de la colonisation peut être appelé stade du caoutchouc et de l'ivoire,

(2) Salaires des Européens en 1957 :

- Gagnaient moins de 10.000 fr. congolais par mois : 1,5 %.
- Gagnaient de 10.000 à 20.000 fr. congolais par mois : 56 %.
- Gagnaient de 20.000 à 30.000 fr. congolais par mois : 31,5 %.
- Gagnaient de 30.000 à 40.000 fr. congolais par mois : 7 %.
- Gagnaient plus de 40.000 fr. congolais par mois : 4 %.

(3) Une ordonnance législative du 19 mai 1959 fixe le prix du coton-graines acheté aux indigènes, seuls producteurs, à des prix variant de 4 francs à 5,85 francs congolais selon la qualité. Le prix de vente F.O.B. à Matadi, le port d'exportation, pratiqué par la société monopoleuse COTONCO s'élève dans le même temps à quelque 46 francs congolais le kilo de coton-balle, après un usinage et une manutention relativement peu importants !

parce que ces deux produits naturels représentaient la source de profits essentiels pour les bandes de pillards européens qui venaient « civiliser » le Congo en y organisant de brillantes razzias. Ils laissaient sur leur passage la ruine et la désolation et dans de nombreux villages dont la population n'avait pas fourni la quantité exigée de caoutchouc et d'ivoire, ils massacraient les adultes valides ou leur coupaient la main droite en représaille.

Victime de cette répression barbare, la population du Congo fut réduite de 2 à 3 millions entre 1890 et 1905 selon les estimations dignes de foi signalées par B. Davidson.

Le portage obligatoire fut instauré au cours de cette période et — le fait vaut d'être signalé — ce n'est qu'en 1928 que la « Commission permanente pour la protection des indigènes » instituée par le Parlement belge, obtint l'abolition de la corvée obligatoire du portage pour les femmes congolaises.

Il faut rappeler aussi les morts innombrables — un pour chaque traverse ! — que coûta la construction du chemin de fer du Bas-Congo doublant les rapides du fleuve de Matadi à Léopoldville...

De 1929 à 1940 la crise économique et ses suites amenèrent un très net renforcement des pouvoirs de la police au Congo. Jusqu'à une date toute récente des sanctions pénales frappaient les travailleurs « négligents » que la condamnation transformait vite en travailleurs forcés, utilisés par l'administration pour construire les routes, etc...

En 1957, le nombre total des relégués, envoyés dans des camps de travail sous surveillance policière, s'élevait à 4.815, soit une diminution de 300 par rapport à 1956. La décision fut prise en décembre 1957 de ne plus mettre des personnes en résidence surveillée, du simple fait de leur appartenance à une secte religieuse interdite (ce fait a été signalé par le rapport de 1957 des « Affaires Indigènes et Main-d'Œuvre »).

Vers mai 1956 l'on pouvait estimer que des tendances politiques précises se développeraient à partir des sectes politico-religieuses Kitawala et Kimbanguiste clandestines. En réalité le mouvement national est né avec l'appui de membres de ces sectes, mais davantage sur la base de mouvements tribalistes comme l'ABAKO, né en 1952 dans le Bas-Congo et qui rassemble les populations du groupe ethnique Bakongo, dont une partie d'ailleurs se trouve en Angola portugais et en A.E.F. dans la « République du Congo ».

L'Eglise catholique qui représente avec la famille royale et les sociétés financières holdings, l'une des trois puissances qui dirigent effectivement le Congo, est depuis plusieurs années favorable à l'indépendance. Depuis longtemps le Vatican et les puissantes missions catholiques belges caressaient le rêve d'un Etat catholique indépendant au Congo. Dès mai 1956, les missions favorisèrent la constitution du groupement « Conscience Africaine » qui publia ce mois-là un manifeste nationaliste modéré. En 1957 d'autres groupes politiques naquirent, représentant diverses ten-

dances. Au début de 1958 l'« Action socialiste congolaise » fut créée par des syndicalistes noirs affiliés à la F.G.T.-Congo, filiale de la F.G.T. belge, appuyés par quelques socialistes belges installés au Congo.

Lorsque l'administration esquissa, en décembre 1957, le timide tournant que représentaient des élections communales à Léopoldville, puis dans les chef-lieux de quatre des cinq autres provinces, le résultat de ces élections surprit tout le monde. A Léo plus de la moitié des suffrages se portèrent sur les candidats de l'ABAKO considérée jusque là par l'administration comme l'association culturelle sans influence des Bakongos. Les résultats électoraux de Léo permirent indiscutablement un bond en avant dans la prise de conscience nationale. L'ABAKO se révéla aussitôt comme la première organisation nationaliste congolaise de quelque importance.

Le discours que son leader, Kasavubu, prononça le 20 avril 1958 devant 15.000 personnes provoqua un autre bond en avant de la conscience nationale : le maire de Dendale (l'un des quartiers de Léo) entrant en fonctions réclamait la liberté de la presse et l'autonomie interne, revendications jugées extrémistes un an et demi auparavant.

Le reste de l'année 1958 vit une évolution accélérée, marquée notamment par la manifestation du 1er mai à Léo, organisée par l'Action Socialiste, puis par la publication de son manifeste le 26 mai. Partout des groupements nationalistes apparurent, même à Bukabu, chef-lieu de la province du Kivu et principal centre du colonat réactionnaire et raciste, où le « Centre de regroupement africain » chercha à obtenir sa reconnaissance légale parmi mille difficultés.

Le « Mouvement National Congolais » (M.N.C.) se constitua en automne 1958 et unifia une foule de groupes divers sous la direction de P. Lumumba et Kalonji. Ce fut Lumumba qui représenta le M.N.C. à la conférence panafricaine d'ACCRA en décembre 1958.

Le 4 janvier 1959, Kasavubu consacrait un meeting de l'ABAKO à cette dernière. Le meeting fut interdit et la manifestation qui s'ensuivit, jointe à une provocation policière, déclencha la répression sanglante des 4, 5 et 6 janvier dans l'immense agglomération de Léo qui compte un demi-million d'habitants. Aux 72 morts officiels, tués principalement par la police commandée par des blancs, s'en ajoute à coup sûr une centaine d'autres massacrés par les policiers et par des civils blancs armés. Le rapport à la Chambre établi par la commission parlementaire d'enquête sur les événements de janvier à Léo signale à ce sujet que le « corps de volontaires européens » créé par un décret de 1948 dans le but d'« organiser l'auto-défense des entreprises et assurer la défense de certains points d'importance vitale » comptait 120 membres le 4 janvier mais en eut rapidement un millier. Des fusils furent mis à la disposition de ces volontaires. Ils ne furent récupérés que le 18 janvier !

LA BOURGEOISIE BELGE FACE AU NATIONALISME CONGOLAIS

Surprise par l'ampleur des événements de Léo, la bourgeoisie dut choisir. Sous la pression vigoureuse du palais royal (discours de Baudouin), de l'Eglise (autant Jean XXIII que les missions) et du grand capital, le personnel politique bourgeois dut s'incliner, malgré les prétentions matamoiresques de certains de ses représentants. Le ministre Van Hemerlijck, l'homme providentiel du parti social-chrétien prononça le discours-programme du 13 janvier, promit l'indépendance sans en fixer la date, annonça un renouvellement de l'administration coloniale, un large accès des indigènes au cadre administratif et diverses autres réformes. L'indépendance promise serait assez formelle et permettrait de sauver les investissements que le capitalisme belge a opérés au Congo et de sauver l'essentiel des bénéfices que la bourgeoisie belge en tire et qui représentent le tiers de la totalité de ses bénéfices en Belgique et à l'étranger.

L'impérialisme belge, qui ne dispose pas comme la France de traditions militaristes solides, se sentait trop faible et mal armé pour engager une guerre coloniale qui aurait comme principale conséquence un arrêt plus ou moins complet des exportations congolaises ou une énorme élévation du prix de revient des produits minéraux et végétaux qu'il faudrait exporter par rail et non plus par voie d'eau, à travers l'Angola ou le Tanganyika.

Une certaine confusion subsistait dans l'opinion belge, peu préparée par le calme apparent des années précédentes à admettre soudain l'idée de l'indépendance du Congo. La presse socialiste pendant les quatre ou cinq premiers mois de l'année entretint cette confusion en insistant exagérément sur le caractère social de l'insurrection de Léo (misère des chômeurs sans allocation, enfants non scolarisés envieux à l'égard de ceux qui ont accès aux études, etc.) et en minimisant le caractère national, beaucoup plus réel et clairement manifesté par le slogan et le cri mille fois répété d'« indépendance ».

La direction du P.S. belge embarrassée et divisée adoptait une attitude peu prononcée, se gardant fort heureusement de s'associer comme les Mollet-Lacoste, aux colons et aux couches réactionnaires de la petite bourgeoisie coloniale.

Par contre, le programme progressiste de Van Hemerlijck devait se heurter à une résistance croissante de la part de l'administration coloniale retardataire, des colons, de la fraction des groupes financiers belges ayant le moins de capitaux immobilisés au Congo (Brufina, groupe de Lunoit) et enfin de la famille royale qui a découvert l'irréalisme (!) d'un royaume indépendant du Congo attribué à Léopold ou à son fils Albert.

Cette opposition se fit spectaculaire avec la démonstration des colons du KIVU — seule province où leur poids a quelque importance — lors du passage du ministre à Bukavu les 13 et 14 juin. La pression de toutes ces forces conjointes eut

pour résultat une sorte d'immobilisme teinté de quelques bonnes paroles du ministre jusqu'à son discours très réticent de Léopoldville le 25 juin. Pourtant, au cours de l'été, la situation continua à « se détériorer ». Après la répression dans le district des Cataractes, dans la province de Léo de janvier à avril, il y eut des manifestations nationalistes à travers tout le Congo et il devenait évident que les forces de police commençaient à être insuffisantes pour agir partout à la fois. Le ministre Van Hemerlijck, fidèle à son ambition d'être le Mendès-France belge, préféra quitter le gouvernement plutôt que d'appliquer une politique qu'on voulait lui imposer et qu'il jugeait en retard sur les événements. Son successeur, De Schrijver, social-chrétien comme lui, fut rapidement forcé d'aller plus loin qu'il ne l'avait prévu dans la voie des concessions.

Depuis le début de l'année l'attitude du mouvement nationaliste s'est précisée. La direction nationaliste congolaise représentée actuellement dans son ensemble, en l'absence totale d'une bourgeoisie nationale, un courant petit-bourgeois très radical envisageant des nationalisations, etc., comparable en cela à l'ancien M.T.L.D. algérien, ou au parti de Sekou Touré qui conduisit la Guinée à l'indépendance. Loin d'être des bourgeois, les dirigeants nationalistes congolais ne sont même pas généralement des représentants des professions libérales, mais le plus souvent des employés porteurs d'un certificat d'enseignement moyen. Les membres de leurs organisations sont avant tout des salariés habitant les agglomérations urbaines.

D'autre part, l'Action socialiste congolaise qui publie depuis le 18 avril 1959 un bimensuel intitulé « Emancipation, organe de combat socialiste, édité par des Congolais » s'est transformée depuis le 26 avril en un parti intitulé « Parti du Peuple ». Organisé sur une base de classe, ce parti ouvrier compte quelque 1.500 membres répartis dans plusieurs provinces. A l'heure actuelle, ses relations semblent fort bonnes avec l'ABAKO qui représente encore le principal courant politique congolais, bien que son audience soit limitée à deux provinces. Il est peu probable que la masse des travailleurs se regroupera autour du Parti du Peuple avant l'indépendance du Congo ; pourtant sa création avant le point culminant de la lutte pour l'indépendance lui donne des chances assez sérieuses de jouer un rôle décisif.

Malgré leur influence dans la constitution des premières tendances nationalistes congolaises (Conscience Africaine et même M.N.C. à ses débuts), les missions voient leur importance politique diminuer de jour en jour. L'action du clergé ne sera certainement pas déterminante dans le futur Congo indépendant. Presque partout en effet, les missionnaires apparaissent aujourd'hui comme de petits chefs d'entreprise, exploités hypocrites dont le paternalisme suscite une sourde hostilité chez les Congolais.

Pendant les derniers jours de novembre, un parti hétérogène, bien accueilli par l'administration, a vu le jour. Il s'intitule « Parti National du Progrès » et rassemble les modérés les plus divers. Signalons encore que divers hebdoma-

dares, publiés par les principales tendances nationalistes paraissent depuis quelques mois à Léo principalement ; c'est le cas pour « L'Indépendance », organe du M.N.C. et pour « Congo », journal de l'ABAKO.

LES DERNIERS EVENEMENTS : D'OCTOBRE A DECEMBRE

A la mi-octobre eut lieu à Luluabourg et dans les environs de cette ville, capitale de la province du Kasai, une soudaine explosion interraciales : Lulua et Baluba, les deux groupes ethniques de la région se mirent à s'entretuer. Le rôle provocateur de l'Administration et plus particulièrement du gouverneur de la province paraît indiscutable, surtout lorsqu'on sait qu'une étude faite le 8 juillet par le bureau du district de Luluabourg suggérait de prendre des mesures discriminatoires à l'égard des populations Baluba lors des élections communales de décembre. La grande presse belge en profita : la preuve est faite, disait-elle, que ces Congolais s'entretueront dès qu'ils seront indépendants. Ils ne sont pas mûrs pour l'indépendance, etc., etc.

Une autre provocation, plus manifeste encore, devait avoir lieu quelques semaines plus tard à Stanleyville, capitale de la province orientale. Le Mouvement National Congolais y tenait son congrès statutaire. Le 28 octobre, clôturant ce congrès, Patrice Lumumba critiquait vivement les nouvelles propositions du Ministre du Congo. Au cours de son meeting, un mandat d'arrêt fut lancé contre lui et la police intervint, à bord de voitures blindées, dans le but de l'arrêter. Capturé le lendemain, il est toujours en prison à l'heure actuelle. Au 3 novembre, le calme étant revenu, le nombre des victimes s'établissait officiellement à 70 tués et 200 blessés.

Un important incident est encore à signaler. Il eut lieu à Matadi le 13 octobre lorsque la police voulut disperser une assemblée de la secte Kimbanguiste. Il y eut officiellement 6 morts et 30 blessés.

L'opinion belge ne resta pas indifférente devant tant de sang versé. Le ministre De Schryver, en place depuis le début de septembre, fit une déclaration le 16 octobre dans laquelle il précisait que l'indépendance serait octroyée au Congo dans un délai de quatre ans et qu'un gouvernement congolais présidé par le gouverneur général pourrait être constitué à la fin de 1960. Au cours de cette année 1960, annonçait-il, les élus communaux de décembre éliraient au second degré les assemblées provinciales qui désigneraient, au 3^e degré, une sorte de Parlement dont une partie des membres serait nommée d'office par l'Administration. Cette déclaration allait plus loin que celle de janvier mais n'était déjà plus acceptable pour les partis congolais. Elle explique bien la réponse claire de Lumumba : « Le divorce est définitif entre la Belgique et le Congo ».

M. Kalonji, second leader du M.N.C.,

arrêté après la provocation de Luluabourg, fut relâché peu après et il associa son mouvement aux prises de position très fermes de l'ABAKO, du Parti du Peuple et d'autres partis nationalistes. Dès le début de novembre, il était manifeste qu'un désaccord complet existait entre le ministre du Congo et les partis congolais. Ceux-ci estimèrent à juste titre qu'ils ne disposaient pas des garanties nécessaires pour présenter des candidats aux élections communales du 15 décembre. La tension s'accrut. A la Chambre belge eut lieu, le 3 novembre, une séance capitale. Le Bureau des Syndicats socialistes F.G.T. venait de décider qu'« il s'opposera par tous les moyens, à l'envoi, sous quelque prétexte que ce soit, des miliciens au Congo belge ». L'après-midi, au Parlement, Léo Collard, président du parti socialiste, interpella le ministre et déclara, exigeant une Table Ronde de tous les partis belges et congolais : « Annoncez que le dialogue « est ouvert à tous et que c'est le peuple « belge tout entier qui vient s'asseoir à « la Table Ronde. Ce grand acte, posez-le « tout de suite, sinon vous irez à l'aven- « ture et ALORS VOUS IREZ SEULS ! ».

Depuis 1945, c'est la première fois que la direction d'un grand mouvement ouvrier, socialiste ou stalinien, parle aussi fermement en matière coloniale et refuse nettement au moment critique de s'associer aux préparatifs d'une guerre coloniale ou tout au moins d'une répression partielle du nationalisme d'un pays sous tutelle.

Cette fermeté, pour surprenante qu'elle soit, n'est pas étrangère à l'évolution à gauche qui s'est manifestée depuis décembre 1958 dans le parti socialiste belge. La pression constante de l'aile gauche syndicale, des Jeunes Gardes Socialistes, et de l'aile gauche du parti, qui s'exprime depuis trois ans dans l'hebdomadaire « La Gauche » et dans son équivalent flamand « Links » depuis un an, explique ce refus de s'associer au plan de répression du gouvernement bourgeois.

Cette fermeté d'un parti social-démocrate qui rassemble près de 40 % des voix du corps électoral belge, obligea le gouvernement bourgeois à effectuer un recul important. Le ministre de la Défense Nationale, Gilson, déclara qu'il n'était pas question d'envoyer des miliciens au Congo. Quant au ministre du Congo, De Schrijver, il accepta de rencontrer avant les élections les leaders des partis congolais qui avaient décidé le boycott électoral. Ces deux ministres étaient ainsi amenés à agir à l'opposé de leurs plus récentes déclarations. Le Premier ministre social-chrétien, Eyskens, jugea même nécessaire

de créer un second poste ministériel pour le Congo et de le confier à son collègue social-chrétien Scheyven, connu pour ses positions progressistes.

Ces événements méritent un intérêt particulier. Ils montrent à quel point la bourgeoisie a besoin de la social-démocratie pour entreprendre une guerre coloniale ou simplement pour en courir le risque en commençant une répression sur une large échelle. Si la direction du mouvement ouvrier décide, pour quelque raison que ce soit, de ne pas entreprendre elle-même l'indispensable propagande d'appoint pour la guerre coloniale, qui paralysera son avant-garde ou l'isolera et désorientera la masse des travailleurs en la poussant vers le nationalisme, la bourgeoisie, privée de cette caution indispensable et provisoirement coupée de son habituelle agence social-démocrate dans le mouvement ouvrier est virtuellement paralysée et n'ose agir seule.

LA GUERRE CIVILE AU RWANDA

Si le Congo est un pays industriel, premier ou second producteur d'uranium dans le monde, cinquième producteur de cuivre, etc., les petits territoires du Rwanda et de l'Urundi, sont avant tout des réserves de main-d'œuvre pour les mines du Katanga, distantes de 1.000 kms, et ne connaissent presque pas l'industrie.

Portion surpeuplée de l'ancienne colonie allemande du Tanganyika, ces deux royaumes féodaux avaient en 1958 quelque 4.700.000 habitants, soit 85 au km², dont moins d'un dixième de Batutsi, de race hamitique, les nobles, propriétaires de la terre et du bétail (un million de bovidés), et près de 90 % de Bahutu, de race bantoue, les serfs.

L'Administration belge s'est évidemment gardée de toucher à la structure féodale du pays et a couvert d'honneurs les deux roitelets et les quelques familles de grands féodaux qui se partagent les chefferies et le pouvoir. L'alimentation du pays, basée sur le maïs (150.000 tonnes en 1955) donne un état de santé déficient à la population. Pendant la deuxième guerre mondiale, une année de mauvaise récolte provoqua une famine atroce qui réduisit sensiblement la population... Le seul produit important exporté est le café : 18.600 tonnes en 1958, pour une valeur de 770 millions de francs belges. La production électrique ne s'élevait qu'à un million de kW/h avant 1954, 4 millions depuis lors, soit moins que n'en

VERS L'INDEPENDANCE

La divergence principale qui subsiste entre le gouvernement belge et les partis congolais vient de la volonté du gouvernement d'octroyer l'indépendance, plutôt que de la négocier. Ne trouvant pas en face d'elle d'« interlocuteurs valables », c'est-à-dire assez corrompus ou corruptibles, la bourgeoisie belge, qui ne peut négocier avec une bourgeoisie congolaise inexistante, feint de nier le caractère représentatif des partis congolais. Elle a battu en retraite au sujet des techniques électorales imposées dans la province de

Sans doute n'est-il pas possible d'éprouver une confiance sérieuse dans la social-démocratie belge après ce zig-zag à gauche qui peut être suivi d'un zig-zag à droite lors d'un reflux de son courant centriste actuel.

Il n'empêche que la bourgeoisie s'est engagée plus nettement encore qu'en janvier ou en octobre dans la voie des concessions et que les craintes majeures que l'on pouvait éprouver encore au début de novembre paraissent à présent dépassées. Le voyage au Congo de De Schrijver, l'habile jeu politique de la coalition des trois principaux partis congolais : ABAKO, M.N.C., P.S.A., dont les leaders arrivés à Bruxelles le 3 décembre demandèrent aussitôt une entrevue à la direction du P.S. belge et conditionnent leur participation aux élections du 15 décembre à des négociations sous forme d'une table ronde démocratique, montrent l'ampleur du recul gouvernemental.

consomment les 25.000 habitants du Groenland ! et, par tête d'habitant, 2.000 fois moins qu'en Belgique. Par ailleurs, en 1954, il n'y avait qu'un médecin pour 67.000 habitants (un pour 20.000 au Congo et un pour 950 en Belgique).

Dans ce pays sous tutelle belge, trois partis politiques aux programmes apparemment peu différenciés, font depuis un an une propagande qui a contribué, comme les événements du Congo, à préparer l'explosion de haine sociale et raciale des Bahutus à l'égard des Batutsis. Les informations en provenance du Rwanda et de l'Urundi, firent soudain état le 12 novembre, d'opérations militaires engagées par la police, la gendarmerie et, pour la première fois, par les troupes belges aéroportées des bases congolaises. Ces opérations militaires étaient engagées après le déclenchement d'une véritable guerre civile menée par les serfs révoltés contre les seigneurs. Dès le 13, le communiqué du « Q. G. des forces belges du Congo, opérant en Rwanda-Urundi » annonçait la mort de 50 « incendiaires » comme bilan des « patrouilles aériennes et terrestres ». Le lendemain le quotidien socialiste « Le Peuple » titrait « l'état d'exception est proclamé au Rwanda ! Des centaines de Batutsi fuient vers l'Ouganda ». Depuis lors les informations, soigneusement filtrées, laissent entendre que des opérations militaires se poursuivent : la « pacification » n'est pas encore terminée...

Léopoldville, mais elle hésite à confier le futur Etat congolais à des hommes susceptibles de penser à nationaliser les richesses minières du pays !

Animés par cette crainte, certains ont même envisagé ouvertement une sécession éventuelle de la province minière du Katanga et de celle voisine du Kivu, centre du colonat. Cette politique ne serait cependant qu'une solution de désespoir de la bourgeoisie, puisque des problèmes de transport annihileraient les bénéfices... Une autre tendance séparatiste larvée

existe dans l'ABAKO. En effet, certains de ses leaders, craignant de voir les provinces plus arriérées que celle de la capitale, Léo, noyer sous leur masse électorale les votes progressistes de la province pilote, ne se contentent pas d'une demande de structure fédérale, d'ailleurs rejetée par l'Administration, et rêvent de recréer, sans attendre, l'Etat unitaire de Bakongos, depuis les confins du Gabon, au nord, jusqu'au milieu de l'Angola portugais, au sud, qui fut un royaume organisé, avant la colonisation portugaise au XV^e siècle.

Le journal du Parti du Peuple « Emancipation » a répondu clairement à cette question, dans son numéro du 15 juin dernier : le problème des groupes nationaux divers enfermés dans les frontières du Congo « belge » ou morcelés par ces frontières devra être résolu APRES l'indépendance. A l'heure actuelle, il faut unir toutes les forces dans la lutte pour l'indépendance, contre l'oppression colonialiste, précise le Parti du Peuple.

Ce point de vue est juste. Les marxistes-révolutionnaires en Belgique devraient cependant manifester leur solidarité inconditionnelle avec le peuple Bakongo s'il était victime de la répression colonialiste dans une lutte menée par les masses pour l'indépendance nationale des Bakongos. Leur appartenance à la nation dont la bourgeoisie exerce l'oppression nationale et coloniale contre les Bakongos et les autres peuples congolais, leur interdirait dans ce cas de prendre position au sujet de la façon dont les victimes du colonialisme belge voudraient s'organiser, s'unir ou se séparer, conserver ou abolir les frontières imposées par l'impérialisme à la fin du XIX^e siècle, lorsque fut partagée la proie coloniale.

Au cours de l'été, la bourgeoisie prit des mesures d'un ordre particulier pour préserver ses possessions. Des capitaux furent dégagés et rapatriés en Belgique. Sans doute, l'essentiel des 160 à 180 milliards de francs belges investis au Congo ne fut pas touché par ces mesures, mais certaines sociétés, y compris de grosses sociétés, cessèrent de réinvestir une partie importante de leurs bénéfices sur place. Simultanément, le gouvernement préparait l'affaiblissement économique du futur Etat congolais en imposant dès maintenant d'étroits liens financiers entre le Congo et la Belgique dont les monnaies sont d'égale valeur. Enfin des marchandages avaient lieu au sujet de la construction éventuelle à Inga, sur le Bas-Congo, du plus puissant barrage du monde, en projet depuis deux ans.

Il est évident que les puissances financières hésitent à investir d'énormes capitaux pour construire ce barrage et les industries voisines appelées à utiliser son potentiel énergétique, notamment la fabrication d'aluminium. Depuis le début de 1959, les grèves se sont en effet multipliées à travers tout le Congo qui en a connu plus en un an que pendant tout le reste de son histoire ! Certaines ont revêtu une réelle ampleur, comme celle des 25.000 travailleurs des transports de l'OTRACO. Certaines autres ont donné lieu à une répression violente. Ce fut le cas notam-

ment aux « Huileries du Congo belge » à Elisabetha, petite ville de la province orientale, où plusieurs ouvriers furent blessés. La classe ouvrière congolaise n'est encore touchée que faiblement par le syndicalisme. Créées par les Belges, la F.G.T.-Congo et la C.E.C.-Congo (syndicat chrétien) auront surtout servi à former des cadres pour le futur syndicat noir de masse lié au mouvement nationaliste. Celui-ci est peut-être né avec l'« Union Générale des travailleurs congolais », mais ce syndicat de création récente, mal vu de l'Administration, n'a pas encore trouvé le chemin des larges masses de travailleurs.

L'expérience des 15 dernières années a montré que l'acquisition de l'indépendance politique et même une certaine lutte contre les positions économiques de l'impérialisme étaient possibles sous une direction nationaliste bourgeoise ou petite-bourgeoise, à condition que ces directions puissent contrôler et diriger le mouvement des masses. Disposant d'un parti ouvrier bien implanté dans diverses régions dès avant l'indépendance, privé de toute bourgeoisie nationale et doté par contre d'un prolétariat nombreux, le Congo connaîtra très probablement dans un délai relativement court un mouvement ouvrier organisé capable de prétendre à la direction de l'Etat et d'enlever le pouvoir réel des mains de l'impérialisme belge qui restera maître des mines, des usines et des plantations, au lendemain de l'indépendance.

La lutte pour l'indépendance s'accompagne aujourd'hui, à travers toute l'Afrique noire, d'une aspiration profonde à la réalisation d'une vaste fédération pan-africaine des « Etats-Unis d'Afrique » rassemblant des Etats ou des Fédérations nationales et couvrant tout le continent au sud du Sahara.

Mais pas plus que l'unification réelle de la nation arabe, du Maroc à l'Irak, ne peut se réaliser sous la direction bourgeoise des Nasser ou des Kassem, celle de l'Afrique noire ne pourra se réaliser sous la direction bourgeoise des Nkrumah, des Senghor ou des petits-bourgeois congolais. Seul un parti ouvrier de masse, seule une direction marxiste-révolutionnaire, pourront accomplir cette tâche historique d'envergure colossale. Seule une Fédération d'Etats ouvriers pourra de même exproprié les grandes sociétés coloniales et réaliser une industrialisation générale de l'Afrique noire qui impliquerait au Congo « belge » la création d'une large industrie de biens de consommation à peine esquissée à l'heure actuelle.

Un soutien actif du jeune mouvement aussi indispensable, après l'indépendance, un soutien actif du jeune mouvement ouvrier congolais par le prolétariat belge et européen, après l'indépendance s'avèrera aussi important que l'est à l'heure actuelle l'appui inconditionnel à la lutte pour l'indépendance et contre les visées colonialistes de l'impérialisme belge. Alors comme aujourd'hui les marxistes-révolutionnaires belges et l'avant-garde du mouvement ouvrier de ce pays devront s'efforcer d'entraîner tout le prolétariat de leur pays dans ce sens.

M. PABLO

L'INDE ET LA CHINE

« C'est une partie du fait historique que le centre de gravité du conflit se déplace de l'Europe vers l'Asie », a déclaré Nehru le jour même où il accueillait Eisenhower à New-Delhi.

Il ajoutait : « Pour la première fois, une puissance voulant être mondiale se trouve sur notre frontière. Deux pays puissants font face l'un vers l'autre sur 4.000 kilomètres des Himalayas, et aujourd'hui ils se regardent avec colère... Des changements puissants se concentrent sur les 600.000.000 de Chinois. Les 400.000.000 d'Indiens changent également, mais non de cette manière violente et abrupte. Si deux pays puissants s'affrontent d'une manière armée, c'est un événement mondial majeur » (1).

Durant neuf ans, il l'admet, Nehru a évité de soulever la question de la Chine, bien qu'il était au courant « que la Chine communiste émettait quelque sorte de revendication sur le territoire indien » (1) et qu'elle avait même administrativement et militairement établi son contrôle sur les territoires figurant dans les cartes chinoises. Pourquoi Nehru change-t-il actuellement d'attitude et va-t-il même si loin, jusqu'à laisser se profiler la menace d'une guerre possible entre la Chine et l'Inde ?

L'explication majeure de ce retournement significatif se trouve en réalité dans les conséquences que commencent à avoir les événements du Tibet de cette année.

L'« amitié » de l'Inde et de la Chine durant ces dernières neuf années était en grande partie basée sur l'existence d'une barrière à régime féodal englobant toute la région des Himalayas qui sépare les deux pays. Cette barrière endiguait en quelque sorte le dynamisme de la révolution chinoise et diminuait considérablement le danger de contamination dans l'Inde féodo-capitaliste. Les événements du Tibet, forçant le gouvernement de Pékin à procéder à une radicale transformation sociale de la zone des Himalayas, a fait sauter cette barrière. Désormais le torrent de la révolution chinoise en expansion s'engouffre à travers les montagnes et se répand en Inde même.

C'est la raison fondamentale qui fait balloter actuellement Nehru entre l'alarme et les menaces.

La question dépasse déjà de loin une dispute au sujet de quelques positions frontalières, à intérêt stratégique certes très considérable, dans une région désertique, historiquement jamais clairement définies. Il s'agit maintenant d'une affaire extrêmement plus grave, de la contamination révolutionnaire de tous les territoires-tampons s'étendant sur 4.000 kilomètres qui devaient endiguer l'influence

de la révolution chinoise : Bhutan, Sikkim, Nepal, Tibet, Kashmir.

Aussi longtemps que ce danger n'existait pas, Nehru évita de soulever la question du contrôle établi par les Chinois sur les territoires figurant dans leurs cartes. Nehru admet par exemple qu'il savait, il y a deux ans déjà, que les Chinois se trouvaient solidement installés dans le Ladakh et qu'ils avaient même construit une route. « Pour ne pas soulever les sentiments nationaux indiens », prétendit-il, il a caché cette information au Parlement. En réalité, il a longtemps évité de négocier la délimitation des frontières, comme les Chinois n'avaient cessé de le demander, sachant que sa cause, même du point de vue historique et juridique, n'était pas tellement solide.

« La querelle avec l'Inde concerne des frontières qui furent fixées par la puissance impériale britannique », admet franchement *The Observer* britannique (22-11-1959). Il ajoute : « La Grande-Bretagne, ayant conquis l'Inde, poussa ses frontières aussi loin qu'elle put le faire sans risquer une grande guerre. Ce faisant, la Grande-Bretagne occupa une zone frontière dont une grande partie était habitée par des peuples non indiens. La frontière avec la Chine là où elle fut tracée, fut fixée arbitrairement et subrepticement, ou par des traités dont Pékin aujourd'hui déclare qu'ils ne furent pas négociés correctement avec le gouvernement central chinois de l'époque ». (Souligné par nous).

Les incidents frontaliers de cette année n'ont pas eu lieu à la suite d'une soi-disant incursion récente des Chinois en territoire indien, mais au contraire à la suite de l'envoi de patrouilles indiennes dans des régions et des positions depuis longtemps contrôlées, administrativement et militairement, par les Chinois.

C'est là un point qui, en général, échappe aux critiques empressés de Pékin.

Mais pourquoi donc Nehru, si désintéressé pendant longtemps de la présence des Chinois dans ces régions et positions, se décida-t-il seulement dernièrement à les déloger manu militari ?

Voilà la question à laquelle il faut maintenant répondre.

Écoutons à ce propos l'opinion du *Times* anglais (28-12-59) que personne ne peut vraiment soupçonner de sentiments particulièrement amicaux envers Pékin. Dans une note éditorialiste retentissante, l'organe de la grande bourgeoisie anglaise passe à des aveux extrêmement significatifs et importants. Nous les citons presque en entier :

« Depuis que le pouvoir de la Chine a été affermi au Tibet, toute la région des Himalayas a acquis une nouvelle importance.

(1) « New Herald Tribune » (10-12-59).

« A certaines époques passées, cette zone peut avoir servi de **zone-tampon**. Mais elle a aussi été, pendant de longues périodes, sous l'influence soit de la Chine, soit de l'Inde... **Maintenant l'influence chinoise pourrait revenir à nouveau au Nepal, au Bhutan et au Sikkim.**

« Tous ces territoires ont, par moments, reconnu une sorte d'autorité de Pékin.

« **Dire que la puissance de la Chine menace de s'étendre dans la région ne signifie pas imputer des projets agressifs actuels aux Chinois.** A vrai dire, ils ont été expressément niés à Pékin. **Mais la continue transformation du Tibet ne peut se poursuivre dans un isolement total. Le changement filtrera toujours à travers ces hautes vallées et ces mornes plateaux dont la plupart des habitants sont de race tibétaine.** Ceci est vrai pour le Ladakh, des parties du Nepal et du Sikkim, presque tout le Bhutan et quelques poches le long de la ligne MacMahon. Pour le moment, les dirigeants et les prêtres de ces territoires ont réagi âprement contre Pékin et son œuvre. Mais le pouvoir absolu est mis en question même dans ces lieux éloignés et ceux qui le mettent en question ne sont peut-être pas prêts à détester les changements qui ont lieu de l'autre côté de la frontière.

« La perspective à long terme est par conséquent très simple. **Ou bien le progrès au Tibet, imposé rudement, soit, mais visible par le changement matériel, entraînera lentement les peuples de ces autres territoires dans son orbite, ou bien l'Inde doit agir pour préserver ses propres frontières septentrionales contre cette perspective et pour raffermir ses lignes sur les cartes. Un état tampon ne peut survivre qu'aussi longtemps que les puissances de chaque côté respectent et estiment sa position et que son propre développement interne s'effectue dans le même isolement relatif. Ceci ne peut plus être vrai pour ces territoires himalayens. Dans les termes de Mao Tse-Toung, ils doivent pencher d'un côté ou de l'autre. Le déplacement peut ne pas se produire immédiatement ; une certaine neutralité peut et doit survivre. Mais à la question : de quel côté êtes-vous neutres ? M. Nehru a maintenant exprimé la réponse indienne. » (Souligné par nous).**

On ne pouvait pas être plus clair sur les conséquences révolutionnaires des événements du Tibet et sur les raisons profondes de la nouvelle attitude de Nehru, représentant conscient de la bourgeoisie indienne menacée.

Des événements récents confirment parfaitement ces conclusions. Nehru est en train d'exercer une pression vraiment provocante sur le Nepal afin que cet Etat s'aligne avec New-Delhi contre Pékin. Il est allé si loin, jusqu'à déclarer au Parlement que « toute attaque contre le Nepal ou le Bhutan serait considérée comme une agression contre l'Inde » !

Mais les masses de ces régions sont loin de goûter « l'amitié » et la « protection » indiennes. Manifestement, le langage chi-

nois de la révolution antiféodale au Tibet leur convient beaucoup mieux.

« Le pays des guerriers Gurkhas, entouré de montagnes et coincé entre le Tibet de la Chine rouge et la plaine du Gange, est décidé à ne pas être entraîné dans les querelles de Delhi avec Pékin », écrit le correspondant du *News Chronicle* (30-11-59) à Katmandou.

Tellement décidé que ses habitants se révoltent ouvertement contre les officiers indiens qui s'efforcent d'utiliser les guerriers Gurkhas pour exterminer les partisans de l'unification du Népal avec le Tibet et la Chine !

« L'Inde a retiré presque toutes ses troupes d'élite Gurkhas, écrit le correspondant du *Daily Express* (2-12-59) à Calcutta, des deux régions stratégiques vitales du Sikkim et de l'Agence de la frontière du nord-est, les remplaçant par des régiments punjab de Sikhs. Ce mouvement suit des rapports confirmés de désaffection et d'activité politique intense parmi les Gurkhas, les durs combattants montagnards du Nepal et des districts environnants ».

« Une organisation appelée la **Gurkha League** a été active parmi les troupes Gurkhas ».

« Les membres de cette Ligue parlent d'une fraternité mongole dans laquelle le Nepal, le Tibet et la Chine seraient des « frères du même sang ». « Quand les troupes Gurkhas, commandées par des officiers indiens et destinées à la répression de tels membres de la Ligue, trouvèrent que les peuples sur lesquels ils devaient tirer étaient leurs semblables, quelques unités devinrent complètement démoralisées ».

Ainsi l'hypocrisie de Nehru accusant la Chine d'avoir écrasé la révolte « nationale » au Tibet se démasque complètement dans sa propre tentative d'écraser la révolte nationale et sociale au Nepal.

La contamination révolutionnaire en provenance de la Chine et du Tibet s'enfonce même plus profondément dans le territoire indien. Malgré l'attitude honteuse du Parti communiste indien sur les incidents frontaliers, et malgré l'agitation nationaliste que la bourgeoisie indienne a su alimenter parmi les masses, plus particulièrement petites bourgeoises du pays, les paysans indiens, affamés de terre et de justice, interpréteront à leur manière les « provocations chinoises » ; ils continuent à voter par endroits massivement pour le P.C. indien.

Le même correspondant du *Daily Express* (3-12-59) à Calcutta câble : « Le Parti communiste indien vient de remporter une élection partielle cruciale dans une circonscription de l'Assam, au bord de l'Agence de la frontière du nord-est. Antérieurement, le siège avait été gagné deux fois par le Parti du Congrès. Celui-ci avait escompté avec confiance le résultat, notamment parce qu'il avait délibérément soulevé la question de la frontière chinoise pendant la campagne ». (Souligné par nous).

Quand Nehru parle du nouveau fait « historique » que constituent à l'heure actuelle les relations Chine-Inde, qu'il veut présenter dans des termes de tension nationaliste, cela ne doit tromper personne.

C'est la révolution chinoise en expansion « violente » et « brusque » qui menace le régime féodo-capitaliste pourrissant de l'Inde. Paysans serfs ou métayers des Himalayas et, au-delà des Himalayas, en profondeur dans le territoire de l'Inde, commencent à dresser l'oreille à l'écho puissant qui parvient de la terre bouleversée du Tibet et des campagnes révolutionnaires chinoises. La bourgeoisie indienne et l'impérialisme ont compris le danger intantamment.

Le rapprochement en cours entre New-Delhi et Washington, que la visite d'Eisenhower, les propos échangés, les accords conclus, scellent actuellement, n'a pour but que d'essayer de consolider un bastion féodo-capitaliste réactionnaire « faisant contrepoids à la Chine ». (*Le Monde*, 11-12-59).

Insensiblement, le régime « neutraliste » de Nehru et de soi-disant « économie socialiste » assumée par la prépondérance du secteur public sur le secteur privé, glisse vers une alliance, y compris militaire, avec l'impérialisme, et l'élargissement effréné des entreprises et des capitaux privés, y compris étrangers. Le 3^e plan quinquennal en préparation est basé plus particulièrement sur l'apport escompté de ces derniers. Pour « se défendre » le cas échéant, « armes et beurre » sont également nécessaires, déclare Nehru, et il compte sur la compréhension déjà acquise d'Eisenhower.

Mais il ne se passera pas longtemps pour que la bourgeoisie indienne s'aperçoive qu'une telle « défense » contre la révolution ne fera en réalité qu'accélérer l'irrésistible avance de cette dernière.

Sur les Himalayas, le tonnerre annonciateur de la tempête à venir gronde déjà.

15 décembre 1959.

A propos des incidents frontaliers sino-indiens

A la défense de la révolution chinoise !

Depuis les événements du Tibet au printemps passé, on ne cesse pas d'attiser la campagne réactionnaire contre la Révolution chinoise, qui tend à miner son influence parmi les masses asiatiques et coloniales en général.

Dans cette campagne, la bourgeoisie asiatique est de connivence évidente avec l'impérialisme, trop heureux de justifier la prolongation scandaleuse du blocus international de la grande Révolution chinoise. La bourgeoisie indienne a trouvé d'abord dans l'exploitation démagogique des événements du Tibet, et ensuite dans ce qu'on appelle les « incidents frontaliers », l'occasion de détourner l'attention des masses indiennes de leur misère croissante vers un nationalisme exacerbé, et de les dresser contre la Chine, principal catalyseur du potentiel révolutionnaire qui s'accumule et menace d'exploser en Inde.

Car la Chine Populaire représente de toute évidence, objectivement, l'ennemi N° 1 de la bourgeoisie indienne, dans la mesure où ses progrès économiques et culturels contrastent de plus en plus avec la stagnation, sinon le recul de l'Inde, sous le régime bourgeois du Parti du Congrès et de Nehru.

L'« amitié » que ce dernier a, pendant toute une période, affichée envers la Chine n'était que nécessité faite vertu. Cette « amitié » était en réalité le prix à payer en échange de la politique extérieure ultra-opportuniste de la direction chinoise à l'égard de la bourgeoisie indienne, qui de connivence avec le Kremlin ordonnait au P.C. indien de garantir la « paix sociale » et d'appuyer Nehru.

Mais les réalités et exigences de classe sont en dernière analyse plus déterminan-

tes que les « amitiés » calculées. La nécessité de détourner l'attention des masses indiennes de l'expérience révolutionnaire de la Chine et de les dresser même contre elle, devenait d'autant plus urgente que la situation ne cesse en réalité de se détériorer en Inde.

Une partie de plus en plus importante de la bourgeoisie indienne ne voit de solution que dans un rapprochement avec l'impérialisme américain, rapprochement allant ensemble avec un reclassement dans les alliances et les amitiés extérieures, et un durcissement à l'intérieur. Le rapprochement en cours avec le Pakistan et le voyage d'Eisenhower à Delhi sont des opérations entrant dans cet ordre d'idées.

Nehru, représentant plus souple, plus conscient également de sa classe, est en réalité l'artisan du renversement en cours de la politique extérieure indienne et du climat intérieur. Lâcher la Chine Populaire et dresser l'opinion publique contre elle est une précondition pour cette opération. Faisant semblant de céder à contre-cœur à la pression de l'opinion publique, Nehru n'a pas cessé en réalité de miner hypocritement l'amitié et la popularité de la Chine révolutionnaire, qu'il a mise en accusation aussi bien sur les événements du Tibet qu'ensuite sur ceux des frontières.

Expliquons-nous clairement sur cette dernière question. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'aussi bien le Parti communiste indien que Khrouchtchev lui-même n'ont pas hésité à se désolidariser en fait de la Chine, et à l'incriminer indirectement comme principale responsable des « incidents frontaliers ».

Le Parti communiste indien, élevé dans

la ferveur patriotique pour ne pas dire chauvine, et dans l'embellissement de la bourgeoisie indienne et de son « héros » Nehru, subit manifestement à l'heure actuelle la pression de l'opinion publique et capitule honteusement devant cette pression. C'est là la rançon inévitable de sa politique ultra-opportuniste à laquelle Peking aussi bien que Moscou ont pour beaucoup contribué. Quant à Khrouchtchev, qui affiche généreusement une « neutralité » égale envers la Chine, Etat ouvrier en plein développement révolutionnaire, et l'Inde, Etat bourgeois luttant désespérément contre la révolution qui mûrit et menace d'exploser, il obéit manifestement aux impératifs de sa politique de « coexistence pacifique » et de compromis avec l'impérialisme. Ce qui compte maintenant pour lui, c'est de donner des preuves qu'il reste fidèle à l'esprit de ses pourparlers avec Eisenhower.

C'est cette fidélité qui l'amène à découvrir par exemple les « liens historiques » qui ont enchaîné l'Algérie colonisée à l'impérialisme français, mais à ignorer des droits que la Chine révolutionnaire a des raisons autrement valables de considérer comme historiques concernant la délimitation de ses frontières avec l'Inde et le Pakistan. Dans le cas de l'Algérie, il s'agit pour Khrouchtchev de se rapprocher de de Gaulle au détriment de la Révolution algérienne. Dans le cas des « incidents frontaliers » il s'agit pour lui de sauvegarder l'« amitié » indienne au détriment de la Révolution chinoise. Naturellement, chacun peut à juste titre déduire qu'une telle attitude envers cette dernière trahit un état des relations entre Peking et Moscou actuellement assez tendu, pour des raisons qui dépassent la dispute sino-indienne. L'avenir proche nous éclairera mieux sur cette question.

Revenons à l'essence de la dispute frontalière sino-indienne. C'est un fait admis par tous que la Chine révolutionnaire n'a jamais accepté jusqu'ici la ligne frontalière avec l'Inde et le Pakistan tracée dans le passé par l'impérialisme britannique (ligne Mac-Mahon) ou réclamée par New-Delhi et Karachi. Elle a déclaré au contraire que cette question devrait être réglée à l'amiable « par des négociations amicales conduites d'une manière bien préparée et pas à pas » (1).

Les points et régions frontaliers actuellement en dispute figuraient dans les cartes chinoises comme faisant partie de la Chine, et furent soumis depuis la Libération déjà au contrôle administratif et militaire effectif de la Chine.

C'est dans une telle région, contrôlée par la Chine depuis la Libération qu'a eu lieu, par exemple, le tout dernier incident du 20 octobre mettant aux prises une patrouille indienne et les forces chinoises depuis longtemps sur place.

Les marxistes révolutionnaires n'ont aucune raison spéciale pour accorder plus de crédit aux assertions du gouvernement bourgeois de Nehru qu'à celles du gouvernement ouvrier de Peking. Ce dernier déclare que tous les incidents de ces derniers mois sont provoqués par des incur-

sions des forces indiennes dans des territoires contrôlés depuis la Libération par la Chine, et que « bien que le gouvernement chinois ne puisse reconnaître la ligne Mac-Mahon, illégale, les gardes frontières chinois n'ont jamais franchi cette ligne » (2).

Mieux encore : Si des points et des régions de la zone frontalière entre la Chine, l'Inde et le Pakistan sont encore en réalité indéterminés et exigent une fixation, les marxistes révolutionnaires ne peuvent que favoriser clairement et sans complexe le point de vue chinois, c'est-à-dire le plus conforme aux intérêts stratégiques de l'Etat chinois et de la Révolution chinoise.

Toute la dispute frontalière porte sur une région montagneuse, désertique des Hymalayas, mais d'un intérêt stratégique très considérable. Il s'agit en réalité de la ligne charnière entre les trois pays qui commande l'accès aussi bien de la Chine à l'Inde et au Pakistan que vice-versa — (l'accès de ces pays en Chine). Il n'y a absolument aucune raison pour que l'Etat ouvrier chinois se montre « généreux » et accorde gratuitement des positions stratégiques très importantes aux Etats bourgeois de l'Inde et du Pakistan, alliés de l'impérialisme.

Les marxistes révolutionnaires, y compris indiens et pakistanais, placés dans des cas pareils, commencent tout d'abord par accorder plus de crédit, et même un préjugé favorable, au point de vue de l'Etat ouvrier et non à leur propre bourgeoisie et par résister au courant chauvin que la bourgeoisie ne manquera pas de soulever pour miner le prestige et l'influence de la révolution voisine.

Les marxistes révolutionnaires ne peuvent pas bien sûr oublier que l'Etat ouvrier chinois est gouverné actuellement par une direction bureaucratique élevée à l'école stalinienne. Mais cette direction, dans des questions de disputes frontalières, défend fondamentalement — indépendamment des formes éventuellement critiquables de certaines de ses actions — les intérêts de l'Etat ouvrier et de la révolution. Entre elle et la bourgeoisie nationale, les marxistes révolutionnaires ne sont ni « neutres », ni à plus forte raison enclins à céder à n'importe quelle forme insidieuse du nationalisme.

Résolument, ils s'opposent au courant chauvin dans leur propre pays, démasquent la campagne hypocrite et réactionnaire de leur propre bourgeoisie, et subordonnent la critique éventuelle nécessaire de la direction bureaucratique de l'Etat ouvrier à la défense de ce dernier.

Il appartient actuellement tout naturellement à la IV^e Internationale de tenir haut le drapeau de la défense de la grande Révolution chinoise qui gêne maintenant tellement le Kremlin et les staliens indiens.

10 novembre 1959.

M. PABLO.

(1) Déclaration du ministre des Affaires Etrangères, en date du 26-10-1959.

(2) Ibid.

RADO

Les rapports de l'Eglise catholique avec l'Etat italien

L'Eglise catholique cherche à regagner au sein de l'Etat bourgeois des positions perdues lorsque celui-ci se laïcisait — en France et ailleurs. Aussi croyons-nous utile de publier un extrait du rapport présenté au Congrès de la section italienne de la IV^e Internationale à propos des discussions sur la question du Concordat.

Le Concordat de 1929 a été présenté d'un commun accord par la propagande fasciste et par les publications du Vatican et catholiques comme la solution définitive de la « question romaine ». Cette question avait été posée lorsque l'Etat italien, pour compléter l'unité nationale réalisée au cours de la révolution démocratique bourgeoise du *Risorgimento*, occupa Rome et les Etats de l'Eglise avec ses troupes le 20 septembre 1870. Jusqu'alors, le Pape avait été en même temps chef de l'Eglise catholique et souverain temporel d'un Etat particulier formé par des territoires de l'Italie centrale. Les origines de cet Etat remontaient fort loin, jusqu'au VIII^e siècle, aux derniers temps de la domination longobarde en Italie et aux invasions des Francs. Au XIX^e siècle on avait créé en France une théorie selon laquelle la souveraineté territoriale du Pape lui était absolument nécessaire pour garantir, en tant que chef de l'Eglise, son indépendance absolue des intérêts du monde. Il n'est même pas nécessaire d'insister sur la fausseté absolue de cette théorie du point de vue fait et du point de vue droit. Quoi qu'il en soit, le Pape, au moment du rattachement de Rome à l'Italie, protesta en termes véhéments contre ce qu'il appelait « l'usurpation piémontaise » et s'enferma dans ses palais du Vatican, se déclarant prisonnier du gouvernement italien et invitant les puissances catholiques à lui venir en aide. Personne ne bougea, malgré les grands efforts de la diplomatie vaticane, et la « question romaine » se prolongea pendant plus d'un demi-siècle.

En réalité, la question romaine ne fut que l'aboutissement d'une question plus vaste concernant la façon de réaliser l'unité nationale, malgré la présence — parmi les princes italiens — du Pape,

qui se présentait aussi comme le souverain spirituel d'une puissance supranationale. Il est bien connu que l'un des courants idéologiques du *Risorgimento* — celui de Gioberti ou néo-guelfiste — posait le problème de façon à faire de la papauté non un obstacle, mais une force de propulsion en faveur de l'unification nationale qui devait se réaliser sous la forme d'une Confédération de princes italiens sous la présidence du Pape lui-même. Ce programme, dont le caractère conservateur est évident, était plus ou moins commun à toutes les tendances — alors plus ou moins répandues — que l'on appelait catholico-libérales. Le programme de Gioberti trouva un début d'application dans les premières années du pontificat de Pie IX, mais il fit rapidement faillite par suite de la contradiction irrémédiable entre les principes libéraux et démocratiques et les principes légitimistes et catholiques. Pie IX passa alors sur des positions absolument réactionnaires, nettement hostiles à toute forme d'unification nationale, et le divorce entre la papauté et le mouvement du *Risorgimento* fut alors consommé.

La présence de la papauté parmi les divers potentats italiens, et l'influence de masse qu'elle exerçait par l'intermédiaire de l'organisation ecclésiastique, posèrent pourtant rapidement, devant les hommes du *Risorgimento*, le grave problème de la façon de combattre les positions privilégiées de type féodal détenues par l'Eglise. En conséquence, le *Risorgimento* dut se réaliser, non seulement contre l'Eglise catholique — ses principes et ses positions de force —, mais aussi contre la papauté en tant que puissance temporelle.

Parmi les différents courants du *Risorgimento*, ainsi qu'on le sait, les plus importants furent le courant libéral mo-

déré, qui trouva son expression la plus complète grâce aux libéraux piémontais réunis autour de Cavour, et le courant démocratique de Mazzini. Le *Risorgimento* ne put se réaliser qu'au travers d'une discordante collaboration entre ces deux courants, collaboration qui put se faire pendant une certaine période grâce à l'habileté politique de Cavour. Etant donné que cette collaboration « discordante » fut réalisée sous l'égide de Cavour, et non seulement grâce à la capacité politique de ce dernier, mais aussi grâce au fait que sa politique exprimait les nécessités permanentes de la classe bourgeoise italienne, l'orientation de Cavour en ce qui concerne la question vaticane et l'Eglise fut décisive. Elle l'est d'ailleurs restée longtemps, formant la base de la politique religieuse de l'Etat italien. D'autant plus que, dans ce domaine, la vague et inconsistante idéologie de Mazzini pour « l'Eglise démocratique » ne put absolument pas constituer pour elle une alternative sérieuse.

Le principe politique de Cavour et du libéralisme piémontais est, de ce point de vue, rigoureusement cohérent : il s'agit de créer un Etat libéral et laïque complètement dégagé de l'influence de la hiérarchie catholique, éliminant tous les privilèges de l'Eglise dans les domaines politique et civil. La liberté de conscience doit être pleinement assurée, ainsi d'ailleurs que l'entière égalité de toutes les confessions religieuses. L'Eglise doit être donc ramenée à une association particulière de fidèles disposés à accepter un dogme particulier et à se soumettre à une hiérarchie particulière. L'Eglise et l'Etat doivent donc être séparés. A travers toute l'activité politique de Cavour, on voit apparaître le principe qu'il énoncera au cours de la fameuse séance du Parlement italien du 27 mars 1861, séance dédiée justement à l'examen de la question romaine : « Une Eglise libre dans un Etat libre ».

Ce principe fut appliqué progressivement dans la législation piémontaise, législation qui fut, par la suite, étendue à l'Italie entière. Cette application se fit contre toutes les résistances de la hiérarchie catholique et du Vatican, résistances qui ne manquèrent pas de trouver des appuis dans la droite du Parlement et même parfois dans la personne de Victor-Emmanuel II.

C'est au travers de l'œuvre législative des libéraux piémontais, œuvre qui — c'est significatif — reçut, pour sa politique ecclésiastique, l'appui total de la gauche républicaine de Mazzini, fortement opposée au gouvernement sur

d'autres problèmes —, c'est donc au travers de cette œuvre que furent jetées les bases de l'Etat bourgeois libéral italien. Les lois fondamentales de ce point de vue sont au nombre de trois :

— celle proposée par le ministre Siccardi, qui abolissait le forum ecclésiastique ;

— la loi de 1851, qui supprimait les décimes ;

— enfin, la loi de 1855, qui supprimait de nombreuses corporations ecclésiastiques et couvents, dont les propriétés revenaient à l'Etat, en même temps que ce dernier n'était plus obligé de subvenir aux besoins des ecclésiastiques. L'esprit laïque cohérent des libéraux piémontais fit aussi adopter par la Chambre une loi en faveur du mariage civil, mais cette loi fut repoussée par le Sénat par suite de l'opposition décidée du Roi. Par contre, toute la législation qui éliminait les privilèges de l'Eglise — législation largement inspirée par ce qui s'était fait en France pendant la Révolution, fut courageusement appliquée contre toutes les résistances. Il est intéressant de rappeler qu'à cause de son opposition l'archevêque de Turin lui-même fut arrêté et exilé du Piémont, alors que celui de Cagliari dut se réfugier dans les Etats de l'Eglise. Enfin, en 1859-60, Cavour n'hésita pas à faire envahir les Etats du Pape par l'armée et à provoquer l'annexion au nouveau royaume d'Italie, de l'Emilie-Romagne, des Marches et d'une partie des Abruzzes, territoires qui jusqu'alors appartenaient au Pape. Après ces événements, Cavour tenta de parvenir à un accord avec le Pape en vue d'une cession pacifique de ce qui restait de ses Etats, mais l'intransigeance de Rome fit échouer les tractations secrètes. Par son discours du 27 mars 1861, Cavour « couplait » la question romaine et celle des rapports entre l'Eglise et l'Etat, offrant au Pape son accord sur la formule séparatiste rappelée plus haut, à condition que ce dernier reconnaisse les droits de l'Italie sur Rome. Mais la réponse romaine consista en un renforcement de l'alliance avec la France, provoquant — avec le concours des cléricaux français — une violente campagne pour que Napoléon III confirme sans aucune équivoque son engagement de défendre les prétendus droits du Pape. On sait que la France s'engagea alors avec décision dans cette politique, qui retarda l'entrée des Italiens à Rome jusqu'après l'effondrement de l'Empire et l'avènement de la III^e République.

L'hostilité ferme du Pape contre le nouvel Etat italien, qu'il refusait de re-

connaître, obligea les gouvernements de la droite classique qui se succédèrent après la mort de Cavour, à suivre une politique fermement laïque, que les hommes au gouvernement auraient voulu éviter. Il y eut des répressions contre les évêques et les prêtres qui tentaient, par leur activité, de discréditer le nouvel Etat ou de provoquer de l'agitation. Le Code civil de 1866 introduisit le mariage civil, éliminant toute ingérence ecclésiastique dans cette très importante institution. La propriété ecclésiastique fut éliminée par la loi Ferraris de 1867. La petite et faible Italie d'alors, « l'Ita-

LA QUESTION ROMAINE JUSQU'EN 1929

On sait que le Parlement italien voulut réaliser une solution complète de la question romaine, même sans le consentement du Pape, même contre ce dernier. Et ce fut la loi de 1871, appelée loi des « garanties ». Par elle, le gouvernement déclarait que la personne du Pape était « sacrée et inviolable » et attribuait à ce dernier les mêmes honneurs souverains que ceux dus au Roi. Il était concédé au Pape l'usage complet des Palais de Latran et de la résidence de Castel Gandolfo. La juridiction italienne cessait là où résidait le Pape ; ce dernier était absolument libre dans ses activités en tant que chef de l'Eglise. On lui reconnaissait le droit d'accréditer auprès de lui un corps diplomatique qui jouirait des mêmes droits que celui accrédité auprès de l'Etat italien. Enfin, la loi prévoyait une rente annuelle de 3.225.000 livres (de cette époque). Pie IX n'accepta pas cette loi et se déclara prisonnier. Pour donner un sens à cette affirmation, il ne sortit plus des Palais du Vatican, alors que personne ne l'empêchait de le faire. Ses successeurs restèrent fidèles à cette politique et ne manquèrent jamais de se plaindre fortement contre cette « situation intolérable » créée par « l'usurpation piémontaise ». Pendant de longues années, la papauté refusa de reconnaître l'existence d'une nation et d'un Etat italiens. Le Pape interdit aux souverains des pays catholiques de venir à Rome en visite auprès de la maison de Savoie. Aux catholiques italiens il fut interdit de participer à la vie publique, d'élire ou de se faire élire.

Mais, avec les années, la situation — extrêmement tendue après 1870 — s'améliora progressivement. Il devint évident que le gouvernement italien entendait vraiment respecter la liberté de la papauté et ne pas mettre obstacle aux rapports internationaux de la Curie. D'un autre côté, il apparut à un nombre

lietta » que fascistes et partisans de d'Annunzio devaient tellement mépriser plus tard, démontra en ces heures difficiles — avec, toujours présente, la menace d'une invasion étrangère et avec une Curie qui essayait par tous les moyens de provoquer cette invasion — un courage qui manqua toujours par la suite aux classes dirigeantes italiennes, qui eurent constamment peur des prêtres ou un grand besoin de leur appui. Dans la bourgeoisie italienne d'alors, l'esprit du *Risorgimento* était encore vivant.

toujours croissant de défenseurs de la papauté, que celle-ci avait plutôt gagné que perdu en cette affaire. Elle avait gagné une plus grande liberté de mouvement, en plus d'une auréole imméritée de martyr. Et elle avait perdu un Etat dont les sujets lui étaient — pour la plupart — fortement hostiles et dont l'extraordinaire absence d'administration et le fantastique retard dû à l'incapacité et aux vols du gouvernement des prêtres, étaient parmi les arguments les plus forts contre ce gouvernement. Déjà au XVI^e siècle, Machiavel et d'autres Italiens avaient ouvert le feu et, pendant des siècles, l'on devait assister à une atroce série de sarcasmes et de critiques, tous et toutes parfaitement mérités.

Après la mort de Pie IX, au cours du long pontificat de Léon XIII, qui modifia sur quelques points la politique réactionnaire de son prédécesseur (dépassée par les événements) et favorisa en France un rapprochement entre les catholiques et la République (aidant les premiers courants démochrétiens), il se créa un *modus vivendi* entre l'Etat libéral-bourgeois et le Vatican. Avec les années, la question romaine perdit quelque peu de sa virulence primitive. L'Etat italien faisait montre d'une vitalité suffisante et le temps consacrait ses droits sur Rome-capitale. Et c'est seulement au Secrétariat d'Etat que l'on faisait semblant de ne pas comprendre cette vérité et qu'à intervalles réguliers on rédigeait des communiqués dirigés contre la « situation intolérable ».

En attendant, la position réelle du Vatican envers le nouvel Etat changeait, comme changeait l'attitude de la bourgeoisie italienne envers l'Eglise et sa hiérarchie. Après la faillite complète des tentatives réactionnaires des dernières années du XIX^e siècle, une politique plus large et plus souple devint nécessaire, politique capable de maintenir l'équili-

bre social en acceptant certaines revendications des classes populaires et du prolétariat des zones les plus évoluées, tout en maintenant en même temps dans un état d'infériorité sociale et politique les classes pauvres de l'Italie méridionale. On réalisait ainsi l'alliance gouvernementale entre la bourgeoisie plus évoluée et « éclairée » du Nord et les vieilles aristocraties foncières du Sud. Cette politique fut réalisée par Giolitti. Etant donné qu'elle ne pouvait plus s'appuyer sur la répression brutale, mais devait rechercher un certain consentement des masses populaires, Giolitti dut tenter de s'assurer ce consentement de deux façons : d'abord par une alliance parlementaire avec les socialistes, ensuite en recherchant la collaboration de la seule force ayant conservé une influence de masse parmi les classes populaires, en particulier dans les campagnes : l'Eglise catholique. Ainsi, lorsqu'en 1904, Giolitti voulut organiser des élections qui lui donneraient un Parlement plus « à droite », le Pape Pie X sur l'initiative de quelques cléricaux de Bergame, annula l'interdiction faite aux catholiques de participer aux élections : nous eûmes alors les premiers « députés catholiques ». Quand, par la suite, le suffrage universel modifia de façon décisive la composition du corps électoral, on en arriva au fameux Pacte Giolitti de 1913, qui peut être considéré comme la première grande abdication par la bourgeoisie italienne de ses prin-

cipes libéraux et laïques, comme la première capitulation face à la hiérarchie ecclésiastique, qui seule, pouvait fournir le soutien populaire nécessaire pour résister à la progression du mouvement prolétarien. Les accords Giolitti-Giolitti ouvrirent la voie à la symbiose actuelle entre les intérêts cléricaux et la défense du régime capitaliste.

La question romaine devenait désormais une question de forme. Benoit XV, en 1914, au moment de son élection, ne parla plus de « situation intolérable », mais seulement « anormale ». La défaite de l'Autriche dans la première guerre mondiale fit sombrer, au Vatican, les dernières illusions en ce qui concernait la modification du *statu quo*, l'Autriche étant la seule puissance qui portait encore quelque intérêt à la question romaine. Le très habile diplomate que fut alors le secrétaire d'Etat cardinal Gasparri, commença alors une politique de rapprochement avec l'Etat italien, d'alliance avec les classes dirigeantes contre la menace de révolution sociale. La crise révolutionnaire de l'après-guerre, la propagation en Italie des idées de la Révolution d'Octobre, fournissaient une base objective à cette politique. La bourgeoisie italienne, devenue conservatrice et réactionnaire, se retrouvait pleinement d'accord avec le conservatisme traditionnel de l'Eglise. Le nouveau Pape Pie XI fut un partisan décidé de cette nouvelle politique : il fut élu peu de temps avant la marche sur Rome.

COMMENT L'ON ARRIVA AU CONCORDAT

Ce n'est pas la place ici d'exposer de façon complète les rapports entre le Vatican et le fascisme. C'est une longue histoire pleine de contradictions, de pas en avant et en arrière. Il est toutefois utile de souligner le fait de l'existence stable d'une justification historique objective pour la collaboration entre l'Eglise et la contre-révolution fasciste, au delà de toute incompréhension entre les hommes. Pie XI et son secrétaire, le cardinal Gasparri, optèrent pour une politique entièrement nouvelle, séparant l'Eglise de toute revendication légitimiste maintenant dépassée et la plaçant dans le cadre du capitalisme en tant que force de stabilité et de conservation sociale. Il était donc normal que la hiérarchie ecclésiastique prenne une attitude d'attente favorable envers le nouveau régime réactionnaire dans lequel elle voyait autant une vengeance contre le libéralisme qu'elle haïssait qu'une garantie contre le socialisme qu'elle craignait. D'un autre côté, depuis ses premières mesures gouvernementales, et

même depuis ses discours parlementaires, Mussolini tenta constamment de s'attirer la sympathie de la hiérarchie catholique ; ceci correspondait à sa politique de regroupement de toutes les forces conservatrices de la société italienne sous le drapeau du fascisme (1).

Les pourparlers pour ce que l'on appelle la conciliation s'ouvrirent donc dans ce contexte. Le feu vert fut donné par une entrevue ultra-secrète entre Mussolini et Gasparri en 1923. Au cours de cette entrevue fut discutée et acceptée une intervention de l'Etat en vue de sauver de la faillite la Banca di Roma, dont les capitaux appartenaient

(1) Rappelons, en passant, l'orientation anticléricale du fascisme à son origine, exprimée dans sa charte constitutive de 1919 et rapidement écartée. Elle se prolongea cependant dans la mentalité de quelques dirigeants et de Mussolini lui-même, de sorte que quelques incartades anticléricales provoquèrent parfois des tensions passagères avec le Vatican. Mussolini ne fut d'ailleurs jamais vraiment religieux, mais seulement superstitieux.

en majorité au Vatican. Le Saint-Siège connaissait en cet instant de sérieuses difficultés financières... Après ce début prometteur, les rapports entre fascisme et Vatican ne pouvaient que s'orienter dans le sens le plus favorable. Peu de mois après, le Saint-Siège intervenait auprès du Parti Populaire afin que soit éliminé du secrétariat Don Sturzo, considéré comme trop opposé au nouveau régime. Par la suite, l'Eglise élimina progressivement tout appui au Parti Populaire, dont une aile donna son adhésion au fascisme, alors que les autres furent repoussés dans l'illégalité. Le Pape lui-même intervint par des discours toujours plus élogieux pour le nouveau régime. Un discours particulièrement répugnant fut celui prononcé à l'occasion de l'attentat contre Mussolini le 31 octobre 1926. A la suite de cet attentat, un garçon de 16 ans — Anteo Zamboni — qui aujourd'hui semble presque certainement innocent, fut horriblement lynché par les « squadristi ». Le Pape ne trouva aucune parole pour condamner ce fait inhumain, mais se félicita, par contre, du fait que le Duce ait été sain et sauf (« attentat stupide contre la vie de l'homme qui dirige avec tant d'énergie le sort du pays... que le pays est en danger chaque fois que sa personne est en danger. »), et attribua ce résultat à l'intervention de la Providence. Il se plaint seulement, en dernier lieu, du fait que dans les jours qui suivirent l'attentat, les violences fascistes provoquèrent la destruction de quelques cercles catholiques. Déjà en 1925, du reste, trois prélats avaient eu la permission de participer aux travaux d'une commission gouvernementale chargée d'étudier la réforme de la législation ecclésiastique.

Les pourparlers pour le Concordat durent, d'ailleurs, pendant trois ans et furent assez laborieux. Il n'est pas nécessaire ici de les suivre, bien que l'on puisse penser que le Vatican ait obtenu en définitive beaucoup plus que ce qu'il espérait au début, grâce à sa diplomatie, beaucoup plus habile et avisée, qui se joua facilement de celle du Duce et de ses acolytes. Il est, au contraire, utile de rappeler que le meilleur historien italien du Concordat, Lo Jemolo, a mis en évidence le fait que le Concordat de 1929 est, en substance, copié sur le Concordat autrichien de 1856, Concordat voulu et réalisé après la révolution de 1848, dans la période la plus réactionnaire des premières années de gouvernement de François-Joseph. Ce Concordat représenta alors l'exacte antithèse de la politique de séparation entre l'Eglise et l'Etat voulue par Cavour. En 1929, jus-

te au moment où cette politique commençait à porter ses fruits, juste au moment où la question romaine ne comptait plus politiquement, juste au moment où se rétablissait en Italie un accord de fait entre l'Etat et l'Eglise, juste à ce moment, l'esprit réactionnaire et la stupidité fasciste détruisirent l'œuvre des hommes du *Risorgimento*.

Les accords de Latran de 1929 comportent trois documents : un traité, une convention financière et, enfin, le Concordat proprement dit. Par le traité, le gouvernement italien reconnaissait le Pape en tant que souverain indépendant et non seulement en tant que propriétaire des territoires qui lui étaient déjà attribués par la loi des Garanties ; ainsi naissait l'Etat du Vatican. En échange, le Pape reconnaissait l'Etat italien. La convention financière concédait au Pape une indemnité de 1.800.000.000 liras ; les finances du Vatican reçurent ainsi les moyens pour permettre son expansion future. Enfin, ce fut le Concordat, la partie la plus grave des accords de Latran. Il commence par assurer à l'Eglise le libre exercice du pouvoir spirituel, du culte et de la juridiction en matière ecclésiastique (art. 1). Il faut y ajouter le fameux passage : « En considération du caractère sacré de la Cité éternelle, le gouvernement italien s'engage à empêcher tout ce qui peut être en contraste avec ce caractère sacré ». De cette façon, Rome échappait au contrôle de la législation italienne et était soumise à un statut spécial résultant d'un accord international. L'article 2 assure au Saint-Siège la libre communication avec le monde catholique et avec les fidèles (y compris la publication de bulletins, diocésains, paroissiaux, etc...) L'article 24 abolissait l'exequatur (autorisation préalable de l'Etat) pour la nomination des évêques : une communication préalable au gouvernement était suffisante. Dans le cas de graves reproches du gouvernement contre le titulaire d'une fonction ecclésiastique, la procédure aurait été établie après accord entre les deux autorités : en fait, cet article ne fut appliqué qu'une fois, contre l'évêque de Trieste, Fogar, qui avait défendu les droits des fidèles de langue slovène. Les diocèses devaient, petit à petit, être adaptés aux limites des provinces et leur nombre devait être graduellement réduit (art. 16 et 17). Ces articles restèrent lettre morte. La gestion des biens religieux était laissée à la compétence absolue de l'autorité ecclésiastique (art. 30), et de nouvelles sociétés religieuses pouvaient être créées selon son bon plaisir (art. 31). Tous les religieux sans exception étaient exemp-

tés du service militaire ; leurs honoraires jouissaient des mêmes privilèges que ceux des employés de l'Etat (art. 6). En cas de procès contre des prêtres, l'évêque devait en être informé, en cas de condamnation, des égards spéciaux étaient prévus. Les édifices du culte ne pouvaient être réquisitionnés ni démolis sauf consentement des autorités ecclésiastiques. Les prêtres apostats ou frappés de censure ecclésiastique ne pouvaient être admis à des emplois où ils seraient en contact avec le public (art. 5) : énormité juridique qui violait le principe fondamental de la législation italienne, qui assurait l'égalité des citoyens devant la loi. L'usage de l'habit ecclésiastique était interdit à ceux auxquels l'autorité religieuse l'interdisait. L'Etat s'engageait à faire respecter ces interdictions.

Au sujet du mariage, disposition extrêmement grave, car l'Etat « reconnaît au sacrement du mariage effectué selon le droit Canon, des effets civils ». L'ensemble de l'œuvre des Etats modernes pour ramener à eux la juridiction de l'institution du mariage, était ainsi annulé. Les tribunaux ecclésiastiques devenaient seuls compétents pour la dissolution du mariage (art. 34). L'article 35 garantissait l'égalité entre l'école publique et l'école privée, avec comme unique contrôle l'examen d'Etat. L'article 36 proclame « fondement et couronnement de l'institution publique l'enseignement de la doctrine chrétienne selon la forme reçue de la tradition catholique ». L'enseignement religieux était ainsi introduit aussi dans les écoles secondaires par des programmes et des tests choisis par l'autorité ecclésiastique. L'article 42, enfin, reconnaissait l'Action Catholique « dans la mesure ... où elle développait son activité en dehors de tout parti politique ». Cet article aussi a été respecté, comme chacun a pu le constater.

Si l'on pense, enfin, que le traité commence par affirmer que la religion catholique est religion d'Etat et que le caractère confessionnel de l'Etat lui est donné non par un choix autonome, mais par un accord international, on pourra évaluer le caractère ouvertement confessionnel et ultra-réactionnaire des accords de Latran, qui font que l'Italie tournait le dos à l'évolution des Etats modernes vers laquelle l'avaient conduite les hommes du *Risorgimento* et s'orientait vers un régime clérical d'un type nouveau qui devait fournir le complément spirituel et la consécration théologique à la dictature fasciste. Tous les abus du cléricalisme auxquels nous

A l'occasion de la discussion pour l'approbation des accords de Latran à avons assisté et nous assistons encore ne proviennent pas d'une application arbitraire et mauvaise du Concordat, mais sont contenus ouvertement dans sa nature même.

L'accord entre Vatican et fascisme avait donc un caractère d'alliance pour des buts ouvertement réactionnaires et fonctionna en tant que tel jusqu'en 1943. La bonne harmonie entre Pape et Duce fut troublée de nombreuses fois : en 1931 déjà un grave conflit éclata à propos de l'autonomie des organisations catholiques de jeunes, de l'œuvre *Balilla*. Le Pape intervint vigoureusement par l'encyclique « Nous n'avons pas besoin ». Le régime fasciste répondit par toute une série de violences « squadristes », mais un accord fut rapidement réalisé. Le dirigeant fasciste qui s'était le plus exposé dans cette polémique contre le Vatican fut rélégué dans une position de second plan. Au contraire, la collaboration entre le régime et l'Eglise fut complète à l'occasion des fêtes « littéraires » et surtout à l'occasion de l'agression contre l'Ethiopie et de l'intervention en Espagne. Il faut même dire qu'en cette dernière occasion le zèle des évêques et des prêtres pour la propagande en faveur de Franco ou pour le recrutement des « volontaires » dépassa même celui des autorités fascistes. En 1938, il y eut un autre moment de tension lors de l'introduction en Italie des lois raciales, mais la mort de Pie XI, qui semblait décidé à une sérieuse opposition, évita un conflit ouvert, le Pape Pacelli se montrant plus conciliant.

Des circonstances exceptionnelles et l'habileté diplomatique de la Curie romaine firent que, pendant et après la guerre, l'Eglise ne fut pas englobée dans la haine populaire qui fit s'écrouler le régime fasciste. Au contraire, l'attitude du Pape — aussitôt après la libération de Rome — attitude toujours plus favorable aux alliés au fur et à mesure que le sort de la guerre se dessinait, créa un mouvement de sympathie populaire en faveur du « Pape démocratique » même dans le Nord de l'Italie, mouvement favorisé par la participation de nombreux prêtres et de nombreux catholiques à la lutte des partisans. Le fascisme de la « Petite République » réagit par des polémiques acides et tenta de créer — avec l'aide de quelques prêtres fanatiques semi-fous, ou clients de maisons closes — un « catholicisme national ». Cette tentative ne donna aucun résultat, mais contribua à créer une auréole antifasciste à l'Eglise catholique.

LA QUESTION DU CONCORDAT APRES LA GUERRE

la Chambre et au Sénat en 1929, les clauses du Concordat avaient été aggravées par une loi sur le mariage que Jemolo juge comme « un colossal amalgame juridique », et par une loi sur les cultes non catholiques (« tolérés ») qui plaçait en fait ces cultes et ceux qui les pratiquaient dans une situation d'infériorité. Il n'est même pas intéressant de parler de la discussion qui s'est déroulée à ce propos, car les hommes qui y participèrent étaient, en général, méprisables et se limitèrent à tresser des couronnes pour la sagesse de leur Duce. C'est au Sénat que l'on entendit l'unique voix de l'opposition, celle de Benedetto Croce. Cependant, après la guerre, au cours des gouvernements « démocratiques » qui se sont succédé de 1944 à 1947 — gouvernements auxquels participèrent pourtant des ministres socialistes et communistes aux côtés d'autres ministres de différentes tendances politiques que leurs traditions auraient dû pourtant rendre particulièrement sensibles aux problèmes posés par la laïcité de l'Etat, aucun de ces gouvernements n'osa faire un seul pas vers l'abolition de la réglementation fasciste en cette matière. On peut, au contraire, citer l'épisode scandaleux concernant l'éminent historien du christianisme — Ernesto Buonaiuti — qui fut éloigné de sa chaire à Rome par suite du Concordat (c'était un ancien prêtre); par la suite, il fut l'un des onze professeurs universitaires qui refusèrent de prêter serment de fidélité au régime. Après 1944, il ne fut pas réintégré — dans son livre, Jemolo fait allusion à des pressions fort nettes du Nonce — et vécut misérablement les dernières années de sa vie. L'épisode Buonaiuti est intéressant dans la mesure où il montre avec quelle incertitude et quelle timidité la nouvelle démocratie italienne s'engageait dans sa voie. Incertitude qui, en d'autres domaines encore plus importants que le domaine religieux, conduisit à des épisodes incroyables et à des compromis catastrophiques. D'une part, c'était l'équivoque de la politique du Vatican, dont beaucoup pensaient qu'elle serait, à l'avenir, démocratique (dans son message de Noël en 1944, le Pape avait — après douze ans de silence — condamné le nazisme et exalté les valeurs démocratiques), d'autre part, c'était la présence dans le gouvernement du parti démo-chrétien, qui jouissait de l'appui de l'Eglise et que personne n'en-

tendait avoir comme ennemi. La grande peur de l'influence de masse et de l'autorité de l'Eglise paralysèrent les libéraux et les « actionnistes » de formation anti-cléricale et franc-maçonique. D'un autre côté, les tendances droitières, même si elles étaient anticléricales, se dépêchèrent en ces années de tout oublier, car elles voyaient avec évidence que seule l'alliance avec l'Eglise et les catholiques pouvait éviter la révolution. Pour leur part, socialistes et communistes craignaient les réactions provoquées par des mesures anti-cléricales et reculaient devant la peur de se trouver isolés, d'autant plus que les théories de Togliatti concernant l'Unité nationale dominaient alors dans le P.C. italien, théories qui excluaient toute hostilité envers les catholiques. C'est ainsi que l'on arriva aux élections de 1946, sans que rien ne soit fait. Ces élections permirent pour la première fois à la D.C. de s'affirmer comme le « bloc de l'ordre », groupant des hommes d'origines et de tendances les plus diverses, unis seulement par leur volonté d'éviter des « sauts dans l'inconnu », comme l'on disait à l'époque. La D.C. se transformait ainsi en quelque chose très différent de ce qu'avaient prévu bon nombre de ses fondateurs. En assumant la représentation du gros des forces de conservation sociale, elle renonçait à sa cohésion antifasciste (en prenant la défense des hommes et des institutions du régime), à sa pureté chrétienne (elle acceptait le soutien de tous ces réactionnaires qui ne voyaient dans la religion que l'instrument pour leur domination, pour tenir tranquilles les masses); enfin, elle renonçait aussi à son orientation réformiste initiale qui l'avait poussée vers l'alliance avec les partis ouvriers. Cette transformation du caractère et de la fonction de la D.C. avait commencé graduellement à se vérifier déjà au lendemain de la libération et elle s'acheva le 2 juin : si l'on compare les résultats du referendum avec ceux du vote pour la Constituante, on remarque que la majorité des électeurs de la D.C. a voté pour la monarchie. Dans toutes les phases de cette évolution, elle fut aidée et poussée par les pressions de la hiérarchie ecclésiastique, qui désirait justement un parti politique de ce type.

(à suivre)

Rosa LUXEMBURG

Les tâches de la démocratie socialiste internationale

Nous publions ci-dessous les thèses écrites par Rosa Luxemburg, adoptées par le groupe de l'Internationale (le futur Spartakusbund) le 1er janvier 1916, en vue de la Conférence de Kienthal.

On y remarquera que Rosa y reprend sa position, opposée à celle de Lénine, et niant la possibilité de guerres nationales dans l'ère impérialiste.

Mais on remarquera surtout, en contraste avec la position que l'on a souvent attribuée à Rosa pour combattre le léninisme, qu'elle s'y prononce pour une Internationale dont la discipline passe avant celle des sections nationales, celles « qui ne s'y conforment guère se placent hors de l'Internationale ».

Un grand nombre de camarades, des différentes régions de l'Allemagne, ont adopté les thèses suivantes, qui constituent une application du programme d'Erfurt aux problèmes actuels du socialisme international.

1. La guerre mondiale a anéanti l'œuvre de quarante années de socialisme européen. En détruisant le prolétariat révolutionnaire comme force politique. En détruisant le prestige moral du socialisme. En dispersant l'Internationale ouvrière. En conduisant ses sections les unes contre les autres à un massacre fratricide. Et en liant les aspirations et les espérances des masses du peuple des principaux pays où s'est développé le capitalisme aux destinées de l'impérialisme.

2. Par le vote des crédits de guerre et par la proclamation de l'union sacrée, les dirigeants officiels des partis socialistes, en Allemagne, en France, en Angleterre (à l'exception de l'Independent Labour Party) ont renforcé l'impérialisme, induit les masses du peuple à supporter patiemment la misère et les horreurs de la guerre, contribué au déchaînement sans frein de la rage impérialiste, à la prolongation du massacre et à l'accroissement du nombre de ses victimes, et endossé leur part de responsabilité pour la guerre même et pour ses suites.

3. Cette tactique des instances officielles des partis dans les pays belligérants, en tout premier lieu en Allemagne, qui fut jusqu'à présent en tête de l'Internationale, signifie une trahison des principes élémentaires du socialisme international, des intérêts vitaux de la classe ouvrière, de tous les intérêts démocratiques des peuples. Par cela seul la politique socialiste est condamnée à l'impuissance, même dans les pays où les dirigeants sont demeurés fidèles à leurs principes : en Russie, en Serbie, en Italie et — à une exception près — en Bulgarie.

4. Par cela même que la démocratie socialiste officielle des principaux pays a répudié la lutte des classes en temps de guerre et qu'elle l'a ajournée pour l'après-guerre, elle a garanti aux classes dirigeantes de tous pays un délai pour renforcer, aux dépens du prolétariat, de monstrueuse façon, ses positions dans le domaine économique, politique et moral.

5. La guerre mondiale ne sert ni la défense nationale, ni les intérêts économiques ou politiques des masses du peuple, quelles qu'elles puissent être ; elle n'est que le produit de rivalités impérialistes entre les classes capitalistes de différents pays pour l'hégémonie mondiale et pour le monopole dans l'exploitation et l'oppression des contrées non encore soumises au capital. Dans l'ère de déchaînement de cet impérialisme, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne servent que de prétexte pour mettre les masses laborieuses du peuple au service de leur ennemi mortel, l'impérialisme.

6. La politique des Etats impérialistes et la guerre impérialiste ne peut donner à aucune nation opprimée la liberté et l'indépendance. Les petites nations dont les classes dirigeantes sont les complices de leurs partenaires des grands Etats, ne constituent que des pions sur l'échiquier du jeu impérialiste des grandes puissances, et sont utilisées, tout comme les masses ouvrières de celles-ci en temps de guerre, comme instruments, pour être sacrifiées après la guerre aux intérêts capitalistes.

7. La guerre mondiale actuelle signifie, dans ces conditions, en cas de défaite comme de victoire, une défaite du socialisme et de la démocratie. Elle pousse, quelle qu'en soit l'issue — sauf l'intervention révolutionnaire du prolétariat international — au renforcement du militarisme, des antagonismes nationaux, des rivalités économiques sur le marché mondial. Elle accentue l'exploitation capitaliste et la réaction dans le domaine de la politique intérieure, rend le contrôle de l'opinion publique précaire et dérisoire, et réduit les Parlements à n'être plus que les instruments de plus en plus obéissants à l'impérialisme. La guerre mondiale actuelle porte ainsi les causes de nouvelles guerres en elle.

8. La paix du monde ne peut pas être assurée par des projets utopiques, ou, dans le fond, réactionnaires, comme des tribunaux d'arbitrage de diplomates capitalistes, des conventions diplomatiques sur le « désarmement », la « liberté des mers », l'abolition du droit de prise maritime, « des fédérations d'Etats d'Europe », des « unions douanières pour l'Europe centrale », des Etats-tampons, et d'autres semblables. L'impérialisme, le militarisme et la guerre ne peuvent être abolis, ni atténués, tant que les classes capitalistes exercent sans contestation leur hégémonie de classe. Le seul moyen de leur opposer une résistance pleine de succès, et la seule garantie de la paix du monde, c'est la capacité d'action et la volonté révolutionnaire du prolétariat international de se jeter de tout son poids dans la balance.

9. L'impérialisme, comme dernière phase de vie et comme le plus haut point d'épanouissement de l'hégémonie politique mondiale du capital, est l'ennemi mortel du prolétariat de tous pays. Mais sous son règne, de même que lors des précédentes étapes du capitalisme, les forces de son ennemi mortel s'accroissent à mesure même qu'il se développe. Il accélère la concentration du capital, la paupérisation des classes moyennes, le renforcement numérique du prolétariat, suscite de plus en plus la résistance des masses, et mène ainsi à l'acuité intense des antagonismes des classes. En temps de paix comme en temps de guerre, la lutte du prolétariat comme classe doit être concentrée en premier lieu contre l'impérialisme. La lutte contre celui-ci est en même temps pour le prolétariat international la lutte pour le pouvoir, le règlement de comptes décisif entre le socialisme et le capitalisme. Le but final du socialisme ne sera réalisé par le prolétariat international que s'il fait front sur toute la ligne contre l'impérialisme et s'il fait de la solution : « guerre à la guerre », à condition qu'il y déploie toutes ses forces et qu'il s'y montre prêt, par son courage, aux sacrifices extrêmes, la ligne de conduite de sa politique pratique.

10. Dans ce dessein, la principale mission du socialisme est aujourd'hui de rassembler le prolétariat de tous les pays en une puissance révolutionnaire vivante, d'en faire, par une puissante organisation internationale, qui n'a qu'une conception de ses intérêts et de ses tâches, et qui n'a qu'une tactique d'ensemble, qui soit apte à l'action politique en temps de paix comme en temps de guerre, le facteur décisif de la vie politique — comme il y est appelé par l'histoire.

11. La 2^e Internationale est brisée par la guerre. Son insuffisance s'est démontrée par son incapacité à dresser une digue efficace contre l'éparpille-

ment des forces dans les limites de chaque nation en temps de guerre et à exécuter une tactique et une action communes du prolétariat de tous pays.

12. Considérant la trahison, par les représentations officielles des partis socialistes dans les principaux pays, des fins et des intérêts de la classe ouvrière, considérant leur passage du terrain de l'Internationale ouvrière sur le terrain de la politique bourgeoise impérialiste, il est une nécessité vitale pour le socialisme de créer une nouvelle Internationale ouvrière qui reprenne à son compte la direction et la coordination de la lutte de classes révolutionnaire contre l'impérialisme de tous pays.

Elle doit, pour accomplir sa mission historique, s'inspirer des principes suivants :

1. La lutte, en tant que classe, dans les limites des Etats bourgeois, contre les classes dirigeantes, et la solidarité internationale des prolétaires de tous pays, sont les deux règles de vie inséparables de la classe ouvrière dans le combat, d'une importance historique mondiale, qu'elle mène pour son émancipation. Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale du prolétariat, et il n'y a pas de socialisme en dehors de la lutte de classes. La renonciation, par le prolétariat socialiste, en temps de paix comme en temps de guerre, à la lutte de classes et à la solidarité internationale, équivaldrait, à son suicide.

2. L'action du prolétariat de tous pays, en tant que classe, en temps de paix comme en temps de guerre, doit se fixer sur le combat contre l'impérialisme et contre la guerre, comme sur sa fin suprême. L'action parlementaire, l'action syndicale comme toute l'activité du mouvement ouvrier doivent être subordonnées à une telle fin, de sorte que le prolétariat, dans chaque pays, soit opposé de la façon la plus aiguë à sa bourgeoisie nationale, que l'antagonisme politique et spirituel soit mis à l'avant-plan à chaque moment, tout comme soit en même temps mise en relief et pratiquée la solidarité internationale des prolétaires de tous pays.

3. Le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat est dans l'Internationale. L'Internationale décide en temps de paix de la tactique à adopter par les sections nationales dans les questions du militarisme, de la politique coloniale, de la politique commerciale, de la célébration du Premier Mai, ensuite de la tactique d'ensemble à suivre en cas de guerre.

4. L'obligation d'exécuter les décisions de l'Internationale passe avant tout. Des sections nationales, qui ne s'y conforment guère, se placent hors de l'Internationale.

5. La mise en branle des masses compactes du prolétariat de tous pays est seule décisive au cours des luttes contre l'impérialisme et contre la guerre.

Le principal de la tactique des sections nationales vise de la sorte à rendre les masses capables d'action politique et d'une initiative résolue, à assurer la cohésion internationale de l'action des masses, à édifier les organisations politiques et syndicales de telle façon que, par leur intermédiaire, la collaboration prompte et efficace de toutes les sections puisse en tout temps être garantie et que la volonté de l'Internationale devienne ainsi l'action des plus larges masses ouvrières de tous pays.

6. La mission immédiate du socialisme est la libération spirituelle du prolétariat de la tutelle de la bourgeoisie, qui s'extériorise par l'influence de l'idéologie nationaliste. Les sections nationales ont à mener leur agitation dans les Parlements comme dans la presse, en dénonçant la phraséologie transmise par le nationalisme comme un instrument de la domination bourgeoise. La seule défense de toute liberté nationale réelle est à présent la lutte de classe révolutionnaire contre l'impérialisme. La patrie des prolétaires, à la défense de laquelle toute autre chose doit être subordonnée, est l'Internationale socialiste.

E. GERMAIN

LE MARXISME vu par des économistes bourgeois

Depuis quelques années, la théorie marxiste — et avant tout la théorie économique marxiste — jouit d'un regain d'intérêt dans les milieux académiques (1). Ce n'est pas que cette théorie soit aujourd'hui enseignée (ou défendue) de manière objective dans les Universités d'Occident. Il s'agit plutôt d'un sous-produit curieux des succès économiques réalisés par les Etats ouvriers, et plus particulièrement des exploits techniques spectaculaires de l'U.R.S.S. Les esprits les plus ouverts du monde bourgeois se demandent chaque fois à nouveau si ces résultats ne sont pas dus, en définitive, à la supériorité de la théorie marxiste. Pour reprendre une boutade de Marx, ils seraient prêts à reconnaître l'exactitude de 38 thèses marxistes sur 39, plutôt que d'admettre la supériorité d'une *entreprise* nationalisée et planifiée sur une entreprise capitaliste...

Pourtant, chaque fois à nouveau, les économistes bourgeois retournent, déçus,

DES OBJECTIONS A LA THEORIE DE LA VALEUR-TRAVAIL

Malgré toute leur bonne volonté, ces deux professeurs ne réussissent pas à saisir certaines nuances, certaines notions, pourtant des plus simples. Leur véritable obsession à présenter la doctrine marxiste comme un *système logique, abstrait et fermé*, y est pour beaucoup. Les catégories du « système » marxiste ne peuvent, en effet, pas être comprises comme de simples abstractions. Il s'agit toujours d'abstractions qui résultent d'une analyse historique *REELLE* que la pensée a, par après, « reconstruite » de manière plus ou moins simplifiée.

Prenons l'exemple de la notion fondamentale de la théorie économique marxiste : celle de la valeur (ou de la valeur d'échange). On sait que cette théorie poursuit et complète la conception de la valeur originellement développée par l'école classique d'économie politique (Petty, Adam Smith, Ricardo),

de leurs brèves escapades dans la terre inconnue du marxisme. Cette déception a deux origines : les modèles (pratiques et théoriques !) stalinien auxquels ils s'adressent pour la plupart, sinon exclusivement ; leurs propres préjugés idéologiques (qui sont, bien entendu, en dernière analyse des préjugés de classe), qui les empêchent de saisir à la fois les particularités, les complexités et la souplesse remarquable de la méthode d'interprétation et d'analyse des phénomènes économiques, développée par Marx et mise au point par ses disciples.

Jean Marchal et Jacques Lecaillon, deux professeurs français d'économie politique, viennent de consacrer un long ouvrage à l'économie marxiste (2). Ils ont fait un incontestable effort d'analyse, de clarté, de synthèse. Néanmoins, le résultat est en grande partie décevant, pour les lecteurs avertis autant que pour les auteurs, qui ne l'étaient pourtant pas moins. Les sources de cette déception sont précisément celles que nous venons d'indiquer.

Elle affirme que la valeur (valeur d'échange) d'une marchandise est déterminée par le *travail humain* nécessaire pour la produire. Marx y ajoute : le travail humain *socialement nécessaire* ; nous aurons l'occasion de revenir sur cette précision.

Selon nos deux professeurs français, cette théorie ne serait correcte que si on se place sur une très longue période. Effectivement, même si l'on décompose le « prix de revient » d'une marchandise en « apport du travail » et « apport du capital », les machines qui re-

(1) Des économistes célèbres, comme Joan Robinson, Samuelson et Fr. Perroux se sont récemment occupés du marxisme.

(2) « La Répartition du Revenu National », tome 3 : « Modèles Classiques et Marxistes » — Editions Génin, Paris 1958, pp. 393. Sur ces 393 pages, seules une cinquantaine sont consacrées aux « modèles classiques » ; le reste concerne le marxisme.

présentent ce capital ont été à leur tour fabriquées par d'autres machines et du travail. En remontant à la source, on aboutit à des matières premières, pour lesquelles le travail entre déjà pour 60 ou 70 % dans le prix de revient. Le reste représente divers matériaux et instruments du travail, qui résultent à leur tour du travail humain. Au bout d'une longue addition, toute valeur se réduit effectivement purement et simplement en travail.

Mais nos auteurs poursuivent : cette analyse cesse d'être juste si l'on passe d'une très longue période à une période intermédiaire (un an par exemple) ou même très brève (quelques mois, quelques semaines). Car, disent-ils :

« la confection des outillages a exigé également que le constructeur (?) ne reçoive pas immédiatement (?) rémunération de son effort, qu'il consente, outre du travail, un report de consommation, qu'il accorde du temps. Marx pose implicitement que ce temps ne vaut rien. » (p. 88)

Nous avouons ne pas saisir du tout la distinction que MM. Marchal et Lecaillon introduisent entre la production normale, capitaliste, d'outillage, et la production de n'importe quelle autre marchandise capitaliste, des autos jusqu'aux boîtes de conserves, en passant par les meubles et les textiles. Entre le début de la production et le moment de la réalisation des marchandises, s'écoule toujours une certaine période. Contrairement à ce qu'on suppose souvent, celle-ci est parfois même *moins longue* pour l'outillage que pour les biens de consommation.

L'outillage est souvent produit *sur commande* ; les biens de consommation le sont beaucoup plus rarement. Il faut naturellement plus de temps pour construire une machine-transfert que pour fabriquer une table et deux chaises. Mais pour que le capitaliste soit « rémunéré », il doit tenir compte de la période de fabrication *plus celle de la vente*. Rien ne dit que cette période dite de « rotation du capital » soit nécessairement plus longue dans la fabrication des moyens de production que dans celle des moyens de consommation, surtout des moyens de consommation mi-durables et durables.

Ce que nos auteurs semblent en fait suggérer (p. 90), c'est le cas d'un producteur d'outillage qui n'est pas un fabricant capitaliste travaillant avec des ouvriers salariés (qui, eux aussi, sont payés à la semaine, à la quinzaine ou au mois, et ne reçoivent donc pas immédiatement leur rémunération), mais

un petit artisan qui construit lui-même la machine. Il est vrai que cet artisan consent un véritable « report de consommation » pendant la période qu'il construit sa machine — contrairement au capitaliste (3). Mais, encore une fois, cela n'est pas caractéristique du seul artisan constructeur d'outillage, mais de *tout* artisan (de tout petit producteur marchand) qui ne travaille pas sur commande. Il n'y a, à ce sujet, aucune différence entre le constructeur artisanal d'une machine, le tailleur, la modiste, ou le chimiste qui — sans posséder un réel capital — lance un nouveau produit de beauté.

Chacun de ces petits producteurs court, en effet, un risque terrible : c'est que son produit ne trouve pas d'acheteur, que son sacrifice ait été — commercialement — en vain. C'est le risque implicite dans toute économie fondée sur la production de marchandises pour un marché anonyme. Mais, loin de constituer un argument contre la loi de la valeur-travail, ce risque en est une confirmation éclatante.

Pour Marx, en effet, la loi de la valeur n'est pas simplement une explication « logique » des « mystères de la jungle capitaliste ». Elle est aussi la force qui coordonne et « rationalise » des activités économiques apparemment purement désordonnées et individualistes. Ce n'est pas la chimère, la malice ou l'adresse relative de milliers d'individus qui déterminent la valeur de « leur » marchandise ; c'est le fait de savoir *s'ils satisfont un besoin social solvable*.

Ce n'est pas le temps de travail *individuellement* dépensé par chaque producteur (indépendant ou salarié) qui détermine la valeur de la marchandise, mais seulement le temps de travail *socialement nécessaire*. Et c'est en définitive l'acte de vente — ou plus exactement : l'acte de paiement, car gare aux acheteurs à crédit qui s'avèrent insolubles ! — qui, seul, décide de la portion de travail *socialement nécessaire* contenue dans chaque marchandise.

Pour revenir à notre artisan-constructeur de machines, ou tailleur, ou « inventeur » d'une nouvelle lotion capillaire miraculeuse, dans la mesure où il ne travaille pas sur commande, plus il doit « attendre » pour vendre sa marchandise, moins il est certain qu'il ait effectué du travail socialement nécessaire. Et si, en définitive, il reste avec son

(3) Peut-on, en effet, supposer que M. Boussac, qui ne vit pas précisément de manière modeste, « reporte de la consommation » lorsqu'il investit ses milliards ? Que pourrait-il en faire d'autre ?

produit sur les bras, c'est qu'aux yeux de la société impitoyable il est un « raté », il a *gaspillé* du travail humain, il l'a consacré à la fabrication d'un produit qui ne satisfait aucun besoin social solvable. Et la loi de la valeur-travail implique que le temps de travail socialement *gaspillé* n'est pas rémunéré.

S'ils avaient abordé le problème avec un esprit historique, nos auteurs auraient évité beaucoup de questions compliquées qu'ils se posent inutilement. En examinant la « répartition des revenus » dans un domaine féodal du X^e siècle, ils auraient trouvé que le paysan-serf travaille trois jours par semaine sur la terre du seigneur, et trois jours par semaine sur son champ à lui. L'origine du revenu du seigneur ne comporte donc aucun mystère : c'est du travail non payé, fourni par les serfs.

On peut alléguer « qu'en échange » de ce travail non payé, le seigneur fournit au serf protection et (lorsqu'il s'agit de l'Eglise) réconfort moral. Mais il est évident qu'il s'agit là d'un jeu de mots ; personne de sensé n'affirmera qu'un échange *au sens économique du terme* se soit opéré. Il s'agit simple-

VALEUR ET PRIX DE PRODUCTION

On sait que, selon Marx, la loi de la valeur fonctionne d'une manière particulière dans le mode de production capitaliste. Ce fonctionnement est, encore une fois, intimement relié au rôle social de l'échange. La masse totale de la plus-value est répartie entre les différentes entreprises capitalistes, non pas d'après la plus-value créée dans chacune d'elles — le nombre d'ouvriers qu'elles emploient et le taux de leur exploitation —, mais d'après le capital total commandé par chaque capitaliste. C'est le problème que les théoriciens appellent celui « de la transformation de la valeur en prix de production », le prix de production de chaque marchandise étant égal aux dépenses de capital nécessaires à sa production augmentées du *profit moyen*.

Disons plus simplement qu'il s'agit du problème de la *péréquation du taux de profit*.

Nos professeurs soulèvent une masse de difficultés à ce propos ; ils découvrent mille « contradictions » et recherchent leur « solution » suivant les chemins les plus tortueux. Et, cependant, il s'agit d'un problème relativement simple et facile à comprendre.

Première objection qu'ils soulèvent :

ment d'une explication sociologique des motifs — sans doute fort aléatoires et « objectifs » — qui font que le serf ne se révolte pas en permanence.

La même situation est celle du salarier capitaliste. Dire que le profit n'est pas seulement le produit du travail non payé de l'ouvrier, mais aussi « l'échange », « l'équivalent », « le prix » de « l'attente » du capitaliste, c'est simplement jouer sur les mots. « L'attente » n'a pas plus de prix que la « sécurité » offerte par le seigneur. L'ouvrier « n'achète » pas cette « attente » avec une partie du produit de son travail. Il est simplement *obligé* d'abandonner celle-ci à son patron.

Le serf subissait cette obligation parce que le seigneur féodal s'était établi comme propriétaire de la terre et qu'il réclamait sa taille ou sa dime avant de permettre au paysan d'accéder à ses moyens de subsistance (4). Le prolétaire subit la même obligation parce qu'il ne possède pas d'instruments de travail avec lesquels il pourrait subvenir à ses besoins, et parce qu'il est donc *forcé* de vendre sa force de travail dans le cadre des « règles du jeu » fixées par le capital.

selon Marx, seul le capital variable est « productif », c'est-à-dire produit une valeur nouvelle. Or, la répartition de la plus-value, la péréquation du taux de profit, opère de telle manière que les entreprises qui travaillent avec le capital constant le plus élevé s'approprient la partie la plus importante de la plus-value totale. N'y a-t-il pas là une contradiction ? C'est un des thèmes qui revient constamment dans l'ouvrage, aux pages 115-16, 119, 122-123, 125, 190-191, etc.

Nos auteurs oublient ici que l'accumulation du capital n'est nullement l'expression de la « volonté d'enrichissement » ou même de la « soif de puis-

(4) Des sophistes peuvent affirmer que le serf « paye » le seigneur « parce que celui-ci lui accorde la terre dont il a besoin ». Ce n'est qu'un travestissement de la réalité, historique autant qu'économique. En général, les serfs n'avaient rien à « demander » aux seigneurs féodaux, pour la bonne raison qu'ils étaient établis sur leurs terres bien longtemps avant l'arrivée des seigneurs. Ceux-ci ont cherché à s'approprier le surproduit du travail des paysans ; les paysans ne sont guère partis à la recherche de seigneurs qui auraient pu leur concéder des terres...

sance » des capitalistes — ils le laissent supposer à plusieurs endroits de leur ouvrage —, mais que cette accumulation résulte nécessairement de la *concurrence capitaliste* (ce que Marx appelle « la concurrence entre divers capitaux »).

Pour réussir dans cette concurrence, il faut abaisser le prix de revient. Pour abaisser le prix de revient, il faut accroître la quantité de marchandises produites en un même laps de temps, donc la productivité du travail. Pour ce faire, il faut augmenter le capital constant. Loin d'avoir jamais contesté qu'il n'y a pas de rapports entre cette productivité du travail et le capital constant, Marx a souligné en de très nombreux endroits de ses œuvres que l'accroissement du capital constant est le moyen par excellence du capitalisme pour augmenter la productivité du travail.

La répartition de la plus-value opère par l'intermédiaire de la concurrence entre les capitaux. A travers cette concurrence, les entreprises qui — grâce à leur capital constant supérieur — travaillent au-dessus de la productivité moyenne du travail, réalisent inévitablement une « marge bénéficiaire » plus grande que les capitaux qui travaillent en-dessous de cette productivité moyenne. Il y a, par conséquent, *transfert de plus-value* aux dépens de ces dernières, au profit des premières. Ce transfert n'a rien de mystérieux ; il s'opère par le jeu des prix de ventes, sur le marché.

Mais cela ne signifie-t-il pas que, contrairement à la loi de la valeur-travail, le travail non payé des ouvriers n'est pas la seule source de la plus-value, mais qu'il y a encore l'échange ? Sinon sur le plan macro-économique (c'est-à-dire dans l'économie prise comme un tout), du moins sur le plan micro-économique (c'est-à-dire dans chaque entreprise considérée séparément) ? Voilà leur deuxième objection, posée notamment à la page 124.

Nos auteurs se trompent. Le transfert de plus-value d'une entreprise vers une autre, « par l'intermédiaire de l'échange », n'est nullement en contradiction avec la loi de la valeur-travail ; il en est, au contraire, une application significative.

Seul le travail *socialement nécessaire* détermine, en effet, la valeur d'une marchandise. Or, dans une économie capitaliste (toujours abstraction faite des travaux sur commande), aucun capitaliste ne sait *par avance* si la production de son usine incorpore du travail socialement nécessaire, et dans quelles proportions elle en incorpore effectivement. C'est seulement *après coup*, après la vente, que le bilan peut être dressé.

Or, les entreprises qui travaillent *en dessous de la productivité moyenne du travail* gaspillent précisément du temps de travail, que la société ne leur rembourse pas plus qu'elle ne rembourse — dans la petite production marchande — le travail gaspillé par un artisan maladroît ou fainéant. Par contre, les entreprises qui travaillent avec une productivité au-dessus de la moyenne économisent du temps de travail social, et aussi longtemps que ce niveau supérieur ne devient pas, à son tour, la nouvelle moyenne, elles, touchent de la société la différence entre la dépense effective de travail et la quantité de travail qui aurait été socialement nécessaire pour fabriquer leur production.

Troisième objection : les taux de profit ne peuvent pas effectivement s'égaliser si la composition organique du capital est différente dans les différentes branches, alors que le taux de la plus-value est partout le même. Nos auteurs arrivent à cette conclusion « pénétrante » après une longue et compliquée série de dix équations. Ils auraient pu découvrir ce truisme d'une manière beaucoup plus facile.

Le taux de profit est le rapport entre la plus-value et le capital total (capital constant plus capital variable). Or, la plus-value n'est que le produit du capital variable et du taux de la plus-value. On peut donc définir le taux de profit de la manière suivante :

taux de profit = $\frac{\text{taux de la plus-value} \times \text{capital variable}}{\text{capital constant} + \text{capital variable}}$

En d'autres termes : si le taux de la plus-value est égal dans deux branches, le taux de profit ne peut être égal qu'à condition que le capital variable représente une fraction identique du capital total, ou, ce qui est la même chose, que la composition organique du capital soit la même.

Mentionnons en passant que l'ouvrage a été rédigé de manière très hâtive (et peut-être en deux parties, chacune séparément par l'un des auteurs ?). Dans certains passages, on applique la définition correcte, marxiste, du terme « composition organique du capital », savoir le rapport entre le capital constant et le capital variable. Dans d'autres passages, par contre (notamment aux pages 124 et 173), on définit la composition organique du capital comme le rapport entre le capital variable et la masse totale du capital, ce qui entraîne l'auteur à parler d'une « baisse de la composition organique du capital » lorsque le capital constant augmente...

Y a-t-il une contradiction dans la

thèse de la péréquation du taux de profit, du fait des différences de composition organique du capital dans diverses branches d'une part, et d'une égalité du taux de la plus-value dans ces branches, d'autre part ?

Une fois de plus, nos auteurs recherchent des complications inutiles. Contrairement à ce qu'ils affirment (à la page 118), Marx n'a jamais prétendu que le taux de la plus-value soit identique dans toutes les branches ; ce serait une constatation monstrueuse, absolument contraire à toute la logique de son système, et contraire à la réalité capitaliste à toute époque. Marx a simplement précisé que, pour élaborer certains schémas — notamment les schémas de la reproduction —, on pouvait valablement faire abstraction des différences très réelles entre le taux de la plus-value dans les différentes branches. Soit dit en passant : ces schémas de la reproduction n'ont jamais servi chez Marx à dévoiler les lois de développement du capitalisme, mais, au contraire, à en faire abstraction. Ceux qui les sollicitent pour y découvrir ces lois de développement, commettent une erreur méthodologique capitale.

Dès lors, la solution de la « contradiction » est très simple. Dans les différentes branches de la production capitaliste existent des différences de composition organique du capital, et également des différences de taux de plus-value. En général, ce taux est plus élevé dans les branches où la composition organique du capital est plus élevée, mais les deux augmentations ne sont pas proportionnelles, et ne peuvent pas l'être. C'est la raison dernière de la baisse tendancielle du taux moyen de profit, comme nos auteurs le rappellent correctement en un autre endroit du livre (pa-

TRAVAIL PRODUCTIF ET TRAVAIL IMPRODUCTIF

Autre source d'inquiétude et de « contradiction » constante pour nos auteurs : le manque d'homogénéité de la classe ouvrière comme telle, les différences de rémunération au sein de cette classe ouvrière, les différences entre le travailleur productif et le travailleur improductif, etc. C'est un thème qui revient, lui aussi, tout au long de l'ouvrage.

Épinglons au passage cette énormité, qui indique bien la naïveté de ces deux professeurs — ou de l'un d'eux, car d'autres pages du livre sont en contradiction formelle avec cette affirmation

ge 195), montrant encore une fois qu'ils n'ont pas accordé leurs violons.

Or, lorsque le taux de profit est plus élevé — dans les branches qui travaillent à un niveau supérieur à la productivité moyenne, les capitaux y affluent. L'afflux de capitaux provoque une concurrence accrue, une augmentation de la composition organique du capital, une augmentation de la productivité moyenne, donc une baisse du taux de profit. Par contre, dans les secteurs que les capitaux abandonnent, la concurrence se réduit, la production tombe (au sens relatif ou absolu du terme), le temps de travail socialement nécessaire pour fabriquer cette catégorie de produit n'est plus dépassé (peut-être y a-t-il même sous-production temporaire). Il y a donc hausse des prix et hausse du taux de profit.

En d'autres termes : Marx n'a jamais affirmé qu'il y aurait une égalisation effective et simultanée du taux de profit dans toutes les branches de la production. Il a simplement décrit une tendance d'afflux et de reflux des capitaux, attirés ou repoussés par certains secteurs, selon que le taux de profit y est supérieur ou inférieur au profit moyen. La loi de la péréquation du taux de profit implique donc des différences constantes et du taux de profit et de la composition organique du capital et du taux de la plus-value entre la plupart des branches de la production. Ce sont précisément ces différences qui déterminent les investissements.

Mais ces différences varient avec la « concurrence entre les capitaux ». Seule l'ère des monopoles congèle en quelque sorte la différence entre le taux moyen de profit dans les secteurs qui sont monopolisés et le taux moyen de profit dans les secteurs qui ne le sont pas.

absurde —, leur manière d'être hypnotisés par les seuls exégètes staliniens d'un « marxisme » quelque peu particulier :

« Mao Tsé-Toung est probablement [...] le premier parmi les auteurs marxistes importants qui ait insisté sur les contradictions qui peuvent exister dans les rangs de la classe ouvrière. » (p. 87)

Sans doute, l'auteur de cette phrase, remarquable par son érudition, n'a-t-il jamais entendu parler ni de la brochure de Marx sur la Commune de Paris (qui traite du problème de la bureaucratie),

ni des « Origines du christianisme » de Kautsky, qui développe en détail le problème de l'opposition « ouvriers-bureaucrates », ni des articles de Rosa Luxembourgeois qui replacent cette même contradiction dans le cadre du mouvement ouvrier 1900-1914, ni de « L'impérialisme » de Lénine, qui traite de la contradiction entre la masse ouvrière et l'aristocratie ouvrière (s'appuyant sur des écrits d'Engels des années 1880-1890 du siècle passé !), ni de l'énorme travail d'analyse auquel s'est livré Trotsky sur le problème de la bureaucratie soviétique et réformiste, ni de toutes les analyses fournies à ce propos par les communistes yougoslaves. A moins que notre auteur considère Engels, Kautsky, Rosa Luxembourgeois, Lénine, Trotsky et... Marx, comme des penseurs marxistes moins « importants » que Mao Tsé-Toung !

Dans un long passage (pp. 70-81) de l'ouvrage, MM. Marchal et Lecaillon se penchent sur la définition marxiste du « travail productif », qu'ils compliquent inutilement, non sans la compliquer de quelques auteurs staliniens et staliniens qu'ils citent abondamment et qui se spécialisent dans un genre d'exercices dogmatiques et byzantins qui n'est plus guère apprécié jusque dans les Partis Communistes eux-mêmes.

Il y a en réalité confusion dès le départ. En bon marxiste, Marx distingue, en effet, trois notions, que nos auteurs confondent ou opposent l'une à l'autre, alors qu'il s'agit manifestement de notions complémentaires :

- 1) Est travail productif de plus-value, tout travail qui produit des marchandises propriété d'un capitaliste. Dans cette catégorie ne se place donc pas seulement le travail des ouvriers d'usine (ainsi que du secteur des transports), mais encore le travail d'ouvriers à domicile, d'ouvriers à façon, de petits métayers, etc., à la double condition que leurs produits soient des marchandises (vendues sur le marché) et qu'elles soient (en tout ou en partie, ceci s'applique aux petits métayers !) propriété d'un capitaliste.
- 2) Est travail productif de valeur, mais pas de plus-value, tout travail qui est effectué par des petits propriétaires de leurs moyens de production, à condition qu'il s'agisse d'une production de marchandises. On peut, à la rigueur, ajouter une clause de précision qui tient compte du niveau de productivité moyenne du secteur en question, et considérer donc que certains petits producteurs, qui réussissent à tra-

vailler à un niveau de productivité supérieur au niveau moyen, s'approprient un peu de plus-value produite dans le secteur capitaliste. Sauf à des moments exceptionnels de pénurie, cette précision est plus théorique que pratique.

- 3) Est travail productif d'une valeur d'usage, mais non productif ni de plus-value, ni de valeur, tout travail effectué au service personnel d'un capitaliste, d'un propriétaire foncier, d'un bourgeois moyen ou même d'un ménage de salariés, à condition qu'il s'agisse de la création d'un bien matériel.

Un tailleur attaché à la personne de M. le Prince, et salarié comme tel, ne produit pas de marchandises. Les produits de son travail ne sont pas vendus sur le marché. Il ne produit donc ni valeur, ni *a fortiori* plus-value. Il n'en reste pas moins vrai qu'il produit des valeurs d'usage.

La distinction n'est pas sans importance pratique. La suppression d'une série de domestiques ou de travaux domestiques effectués au sein du ménage par la femme crée automatiquement un marché supplémentaire de marchandises qui doivent satisfaire des besoins préalablement satisfaits au sein même du ménage. Mais parce que ces valeurs d'échange ne font que remplacer des valeurs d'usage préalablement produites, il faut faire attention avant de conclure trop rapidement à une augmentation du niveau de vie, de la richesse nationale, etc.

Si la ménagère qui cousait auparavant les vêtements de son ménage va travailler à l'usine, il y a, bien entendu, augmentation de la richesse globalement produite. Cependant, si elle ne trouve pas d'emploi, reste à la maison comme avant, mais achète ses robes au lieu de les produire elle-même, il n'y a — toute chose restant égale ailleurs — aucun accroissement de la masse des biens dont dispose la population (bien qu'il y ait accroissement de valeur, de revenus, parce qu'une production de marchandises s'est substituée à une production de valeurs d'usage).

Nos auteurs rappellent à juste titre que, pour Marx, il y a une distinction fondamentale entre travail non productif (de valeur) et travail inutile du point de vue social. Actuellement, beaucoup d'activités productrices (de valeur) sont socialement nuisibles : pour

ne prendre que les exemples les plus frappants : vivres dangereux de par leurs ingrédients chimiques, alcool frelaté, littérature pornographique, armements, etc. Par ailleurs, beaucoup d'activités non productives de valeur, parce que ne donnant pas lieu à la fabrication de marchandises, sont hautement utiles du point de vue social : le travail des médecins, du personnel enseignant, des savants s'adonnant à la recherche pure, de nombreux artistes qui ne travaillent pas pour le marché, etc. En fait, le but du socialisme, c'est notamment de réduire progressivement les activités productrices de valeur et d'accroître constamment les activités « improductives » mais hautement nécessaires pour la civilisation humaine croissante.

Une grande partie de l'ouvrage est consacrée au problème de la « paupérisation absolue », et surtout à la polémique avec des auteurs staliniens, qui s'évertuent à s'accrocher à cette théorie anti-marxiste, en contradiction flagrante avec les faits. Nous ne traiterons pas ici ce problème, et renvoyons les lecteurs intéressés à un article que

QUI PAYE TOUS LES SERVICES ?

Une des questions intéressantes posées par nos auteurs, c'est celle qui concerne la place des services dans le système économique marxiste. On sait que Marx avait amplement traité de ce problème, notamment dans ses polémiques avec Malthus. Il n'avait pourtant entrevu les « services » qu'en tant qu'activités parasitaires au strict profit de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. Peut-on défendre aujourd'hui encore le même point de vue ?

La réponse juste est donnée par les auteurs eux-mêmes à la page 172, mais dans un paragraphe très confus, où il est question de « bourgeoisie salariée » (?) et de salariés qui travaillent dans les secteurs des services. Personne ne peut contester que les besoins des travailleurs se sont fortement diversifiés depuis un siècle, du moins dans les pays occidentaux. Dans le « budget type » d'une famille ouvrière d'Europe occidentale entre déjà l'achat de « services » comme ceux du coiffeur, du cinéma, de la blanchisserie, du stoppage, sans parler de ceux du médecin, de l'instituteur, et les services publics (eau, gaz, électricité, transports en commun, etc.). Aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, il faudrait y ajouter les services des stations service et des garages, dans la

nous avons précédemment consacré à cette question (5).

Disons simplement que les efforts — fort limités — entrepris par MM. Marchal et Lecaillon pour nier la « paupérisation relative » ne sont guère convaincants. Ils s'appuient simplement sur des statistiques de l'O.N.U., qui donnent la part globale de tous les salariés et appointés dans le revenu national (pp. 302-316). Pareille méthode est manifestement abusive. Elle jette dans le même sac, pêle-mêle, les ouvriers industriels et les directeurs rémunérés de sociétés, les garçons coiffeurs et les soldats touchant une solde, les ingénieurs et les fonctionnaires, petits, moyens et supérieurs. Nos auteurs ne disposent que d'une petite statistique concernant l'Italie, la France et la Norvège pour examiner la validité de la thèse de la paupérisation relative des ouvriers industriels au cours des vingt dernières années. Nous pouvons les assurer que des statistiques à plus long terme sont faciles à établir, et qu'elles confirment pleinement la validité de cette thèse.

mesure où l'auto y est généralement employée par les travailleurs.

En d'autres termes, les services sont achetés actuellement par tous les revenus créés dans la production ; ils s'échangent contre les salaires autant que contre les profits ou contre la rente foncière. Pour certains services dits « populaires », l'échange contre salaires est même plus important que l'échange contre plus-value. Cela n'est point le cas des services de luxe.

Faut-il considérer que les revenus des personnes occupées dans le secteur des services se réalisent « aux dépens des salariés », et qu'il en résulte donc une baisse du revenu réel des salariés ? MM. Marchal et Lecaillon examinent cette question à la lumière de la scolastique stalinienne, et sèment, pour cette raison, beaucoup de confusion.

« La redistribution du revenu national par... les prix élevés [?] des services... aboutit à la baisse du salaire réel des ouvriers. »

écrit le « Manuel d'Economie politique » publié par l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. Et nos auteurs citent égale-

(5) Voir « Quatrième Internationale », juin-juillet 1957.

ment (à la page 144) une phrase de Maurice Thorez sur la « paupérisation » :

« Si la classe ouvrière connaît la difficulté grandissante, c'est aussi parce que sur son dos devient de plus en plus lourde la pyramide des non-producteurs qui va du forban de presse aux super-préfets, de l'inspecteur des finances à l'ecclésiastique. »

Ces affirmations ne résistent pas à une étude objective. Lorsqu'une ouvrière achète les services d'un « centre de beauté » plutôt que d'acheter une robe, elle ne « s'appauvrit » guère. Elle remplace simplement une forme de consommation par une autre. Des travailleurs qui roulent en voiture mais mangent moins bien qu'avant, sont-ils devenus plus « riches » ou sont-ils devenus « plus pauvres » ? La question est oiseuse. S'il n'y a pas de baisse du salaire réel par suite de la hausse des prix des marchandises autant que des services, il est impossible de parler de paupérisation au sens absolu du terme ; on ne peut parler que de diversification des besoins des travailleurs, donc de changement de structure de leurs dépenses, c'est-à-dire de modification de la façon dont ils dépensent le salaire réel, stationnaire ou en augmentation.

On ne comprend pas très bien ce que les « prix élevés des services » viennent faire ici. Si ces prix montent, sans que bouge le salaire nominal, il y a évidemment baisse de salaire réel, non parce qu'il s'agit de services, mais parce qu'il s'agit d'une hausse des prix. Une hausse de 10 % du prix des pommes de terre a exactement le même effet qu'une hausse de 10 % des transports, du moment que l'une et l'autre entrent pour la même proportion dans le budget du ménage ouvrier moyen.

Encore plus confuse est la notion de « redistribution du revenu national » qui est liée à la notion des services. Lorsqu'un ouvrier achète les services d'une blanchisserie, il ne « redistribue » pas plus son revenu que lorsqu'il achète un kilo de bifteck. Il y a échange et non redistribution de revenu. Une hausse des prix non suivie d'adaptation des salaires « redistribue le revenu national », mais cela indifféremment qu'il s'agisse d'une hausse des prix des marchandises ou d'une hausse des prix des services.

En réalité, la confusion provient de deux sources. Tout d'abord, les auteurs staliniens confondent services payés par les consommateurs et services publics payés par l'Etat. En fait, lorsque l'Etat subventionne — ou accorde gratuitement, comme c'est le cas de l'enseigne-

ment — des services publics, il y a redistribution du revenu national. Mais, pour déterminer en faveur de qui opère cette redistribution, il faut examiner la structure de classe des rentrées fiscales et la comparer à la structure de classe des bénéficiaires de ces services. On peut contester qu'il y ait une redistribution du revenu national, par l'Etat, en faveur des classes laborieuses, ainsi que l'affirment les réformistes et les apologistes du « capitalisme populaire ». On peut difficilement affirmer qu'il y a redistribution du revenu national en faveur de la bourgeoisie ; et affirmer qu'il y a redistribution du revenu PAR L'ETAT en faveur des... entrepreneurs privés des services, c'est tout bonnement ridicule.

L'autre source de la confusion est plus sérieuse, mais non moins fautive. Il s'agit de la notion, héritée de certaines écoles de l'économie politique classique, selon laquelle il existerait un « fonds de salaire » plus au moins immuable pour chaque cycle du capital ou pour chaque année, etc. Dans ce cas, bien sûr, toute embauche de salariés par le secteur des services réduirait automatiquement les salaires des ouvriers productifs. La rémunération des premiers serait prélevée sur la rémunération des seconds (p. 145).

Seulement voilà : cette théorie du « fonds de salaires », depuis longtemps discréditée, doit être considérée comme absolument fautive. Elle n'a jamais fait partie de la théorie marxiste ; Marx l'a même fortement combattue. Il est clair que pareille théorie introduirait non seulement une opposition d'intérêts entre les ouvriers productifs et les ouvriers employés dans le secteur des services, mais encore entre les ouvriers occupés et les chômeurs. Les premiers devraient même souhaiter que leur nombre soit aussi réduit que possible, pour que leurs salaires individuels puissent être proportionnellement plus élevés.

La réalité est tout à fait différente. Le « fonds de salaires » préétabli est totalement inexistant. La seule chose qui est « préétablie », c'est la capacité de production maxima de la société, ainsi que le capital dont elle dispose (en régime capitaliste). La manière dont ce capital sera réparti, entre les secteurs productifs et non productifs, entre capital constant et capital variable ; la manière dont la plus-value produite sera à son tour répartie entre nouvelles machines et nouveaux salaires, dépendent d'un grand nombre de facteurs, dont les rapports de forces entre les classes en présence ne sont pas le moins important. La classe capitaliste a certes

intérêt à réduire l'emploi (en lui substituant du capital constant) dans la mesure où elle peut ainsi exercer une pression sur les salaires. Mais, en même temps, la classe bourgeoise désire aussi exploiter les conditions de bonne conjoncture qui impliquent un emploi maximum des machines et des hommes, ce qui à son tour permet aux salaires de se relever.

C'est de la répartition du capital entre différentes branches qu'il faut partir pour saisir l'influence des « services » sur l'ensemble du mécanisme économique (6). Dans la mesure où l'industrie, largement monopolisée, ne crée plus un champ d'investissement suffisant pour les capitaux disponibles, le développement des « services » a joué le rôle d'un « secteur nouveau », et a donc partiellement limité ou résorbé le chômage. Dans la mesure où la composition organique du capital est plus faible dans le secteur des « services » que dans l'industrie, le développement de ce secteur a en même temps freiné la baisse tendancielle du taux de profit. Dans la mesure où les salaires qui y sont distribués sont en général inférieurs (et non supérieurs, comme l'affirment à

LE JUGEMENT D'ENSEMBLE SUR LA THEORIE ECONOMIQUE MARXISTE

Comment nos auteurs jugent-ils en définitive l'œuvre économique de Marx, présentée avec toutes les imperfections que nous avons signalées ? Marx a réussi à intégrer l'économie politique et l'analyse sociologique et juridique. Au lieu de réduire les activités économiques à un comportement humain unique pour tous les hommes (comme le font les partisans de l'école néo-classique, qui ont développé la théorie marginaliste de la valeur), il réduit ces activités aux rapports entre deux groupes d'hommes — deux classes — ayant un comportement particulier, déterminé par leur place particulière dans la société.

En outre, au lieu de considérer les structures sociales de l'économie comme stables et éternelles — ainsi que le faisaient implicitement les partisans de l'école classique, ou même de faire volontairement abstraction de toute évolution sociale — ainsi que le fait l'école néo-classique, Marx s'est efforcé d'intégrer le mécanisme de l'économie capitaliste et l'évolution de cette économie.

En d'autres termes, nos deux auteurs reconnaissent au marxisme le mérite

tort nos auteurs) aux salaires de la grande industrie, une certaine pression a en même temps été exercée sur le niveau de vie de la classe ouvrière. Mais cette pression est bien inférieure à celle que cette classe aurait subie si les salariés du secteur des services étaient condamnés au chômage !

Car enfin, affirmer que la plus-value investie dans le secteur des services est « soutirée » du secteur productif, et qu'ainsi se trouve « limitée » la possibilité d'expansion de l'industrie, c'est raisonner dans le vide. Abstraitement, c'est sans doute exact. Mais qui pourrait soutenir que le capitalisme à l'époque des monopoles souffre d'une pénurie de capitaux et non d'une pénurie de champs d'investissements ? Les usines voudraient-elles bien accroître leur capacité de production, mais en sont-elles incapables faute de moyens ? Ou bien pourraient-elles produire bien davantage, mais ne le désirent-elles pas, pour des raisons de restrictions monopolistes ? Poser la question, c'est y répondre, et répondre en même temps aux problèmes posés par le développement des « services ».

d'avoir réintégré l'économie, la sociologie et l'histoire, qui avaient été arbitrairement séparées par l'idéologie bourgeoise, à partir d'un certain moment d'évolution de la lutte de classe au sein de la société bourgeoise. Le mérite reconnu n'est pas mince.

Mais à ces mérites s'opposeraient, selon MM. Marchal et Lecaillon, de solides reproches. L'approche sociologique

(6) Il est d'ailleurs absurde de poser la question ainsi : les investissements dans le secteur des services proviennent-ils de la plus-value ou sont-ils des soustractions aux salaires ? Tout d'abord, la plus-value est, par définition, une « soustraction au salaire », plus exactement : à la valeur nouvelle créée par les travailleurs. En second lieu, des capitaux investis sont, par définition, des capitalisations de la plus-value ; tout capital provient toujours de la plus-value. Et finalement, les sommes investies dans le secteur des services ne proviennent directement ni de la plus-value ni, bien sûr, des salaires, mais des capitaux. Le problème posé par leur apparition n'est pas celui de la répartition des revenus, mais celui de la répartition des capitaux. Ce n'est que le paiement des services qui relève de la répartition des revenus.

du marxisme serait « trop schématique » (p. 377). L'exploitation pourrait opérer non seulement de manière verticale entre prolétaires et capitalistes, mais encore horizontalement, « de secteur en secteur » (nous avons répondu à ce reproche plus haut). L'analyse marxiste s'éloignerait de plus en plus de la réalité, au fur et à mesure que l'économie capitaliste deviendrait de plus en plus complexe (ce qui la rendrait de moins en moins capitaliste, s'il faut en croire nos auteurs).

Quant à l'apport historique du marxisme, s'il est considéré comme fort valable par nos deux professeurs, ceux-ci lui reprochent de ne pas tenir compte des transformations des structures réalisées en dehors de la « révolution prolétarienne » et de ne pas intégrer dans son schéma d'évolution de la société les « réactions autres que globales » (p. 382) : l'action syndicale, la redistribution du revenu national par l'Etat, la nationalisation de certaines entreprises, etc.

Ces deux reproches se laissent finalement réduire à un seul, qui est d'ailleurs un lieu commun universellement répandu de nos jours dans les milieux bourgeois et petits-bourgeois. Par souci d'efficacité politique, ou simplement parce qu'il était prisonnier de son époque, Marx n'aurait fourni qu'une analyse du « capitalisme du XIX^e siècle », et cette analyse ne permettrait plus de comprendre la réalité d'aujourd'hui, « infiniment plus complexe ».

Prise en gros, cette objection est sans fondement, et elle exprime des préjugés idéologiques qui sont des préjugés de classe. Même si l'on supposait que Marx avait « oublié » la petite bourgeoisie, il

serait difficile de contester que l'économie américaine d'aujourd'hui n'est pas basée essentiellement sur les rapports — et les antagonismes — entre ouvriers et capitalistes. Même si l'on supposait que Marx avait « oublié » l'action des syndicats, il serait tout aussi difficile de contester que ces rapports concourent à la fois la répartition du produit nouveau créé dans la production et le contrôle sur les moyens de production. Les chefs de l'industrie sidérurgique américaine viennent d'ailleurs de le proclamer à la face du monde. Ils sont, à leur façon, beaucoup plus « marxistes » que MM. Marchal et Lecaillon.

Inutile d'ajouter que Marx n'a nullement « oublié » le jeu de tous les facteurs secondaires que nos professeurs énumèrent, et que son système est infiniment plus souple et plus complexe que ne le laissent supposer les manuels somnolents inspirés par le stalinisme, et dont nos auteurs se sont malheureusement laissés par trop influencer.

Ce qui est vrai — et ce reproche formulé par les auteurs est pleinement justifié ! —, c'est que les disciples de Marx se sont beaucoup trop occupés de répéter les formules élaborées par leur maître et beaucoup trop peu d'analyser la réalité contemporaine — surtout depuis trente ans — à la lumière du marxisme. Le stalinisme et la dégénérescence pragmatique et apologétique de la théorie qu'il a déterminée portent à ce sujet une responsabilité écrasante. Il faut donc démontrer en pratique la supériorité de la méthode marxiste, en raisonnant avec les matériaux de la réalité contemporaine l'imposante et majestueuse construction théorique marxiste. Mais ceci est une autre histoire.

15 décembre 1959.

LES LIVRES

THE PROPHET UNARMED

(Trotsky 1921-1929)

d'Isaac DEUTSCHER (1)

Nous recommandons très chaleureusement à nos lecteurs le deuxième tome de la biographie de Léon Trotsky par Isaac Deutscher, qui vient de sortir en librairie en Angleterre. Comme pour le premier tome — qui portait sur les années antérieures — on trouve la même richesse dans les faits qui témoigne d'un travail très méticuleux de recherches aux sources les plus nombreuses. Mais il y a plus. Ce que l'on est en droit d'attendre d'un historien, c'est qu'il comprenne et expose l'enchaînement des événements, leur logique interne et — quand il s'agit de la biographie d'un homme comme Trotsky, placé au centre de gigantesques luttes politiques — qu'il mette en lumière la place, le rôle, les déterminations de la personne étudiée. A ce point de vue, Deutscher, sans se livrer le moins du monde à l'apologétisme, a écrit un livre très sérieux. Ce que l'on n'y approuve pas est toujours digne d'être discuté.

Il est vrai que les cinq années qui se sont écoulées entre la parution du premier et celle du deuxième tome de la biographie de Trotsky ont été remplies d'événements qui ont puissamment aidé à une meilleure compréhension des années qui furent celles des déchirements les plus grands et les plus fatals du Parti bolchevik. La déstalinisation — si limitée qu'elle soit encore aujourd'hui — ne pouvait pas ne pas éclairer d'une lumière très vive les années de la stalinisation de l'Union soviétique. Dans sa préface, Deutscher l'explique amplement et, en même temps, il explique pourquoi les épigones de Staline, après avoir fait deux pas en avant font un pas en arrière et pourquoi ils s'efforcent eux aussi de conjurer le spectre de Trotsky. Il dit aussi la vanité de ces efforts dans les lignes suivantes de sa préface :

« Ce que l'Union soviétique et le communisme reprennent du stalinisme, ce sont surtout ses réalisations pratiques ; d'autre part, en ce qui concerne les méthodes de gouvernement et d'action politique, d'idées et de « climat moral », l'héritage de l'ère stalinienne est pire que vide : plus vite on s'en débarrassera, mieux cela vaudra. Mais c'est précisément

en ces matières que Trotsky a encore beaucoup à offrir. Et le développement politique ne peut le dépasser autrement qu'en absorbant tout ce qu'il y a de vital dans sa pensée et en l'appliquant à une réalité qui est plus avancée, plus variée et plus complexe que celle qu'il a connue. »

Ces lignes relient un passé, pourtant pas si lointain, au présent et à l'avenir. Mais, le livre de Deutscher n'est pas plus œuvre politique qu'il n'est apologétique : c'est un livre d'historien, mais d'un historien qui traite de questions du passé qui sont d'une actualité brûlante. Et l'un des aspects les plus valeureux du livre est que l'histoire y est exposée et démontrée avec tant de cohésion qu'elle ne peut pas ne pas conduire le lecteur à tirer les conclusions pour les événements actuels.

Le récit historique sera une révélation pour la plus grande partie des lecteurs ; car depuis 1930 il y a eu une telle accumulation de mensonges sur ce passé — et la « vérité » khrouchtchévienne sur ces questions, c'est une autre forme de mensonge, le mensonge par omission en feignant d'ignorer les crimes staliens — qu'à l'exception d'une infime minorité qui a pu connaître la vérité dans des brochures à très faible tirage, même ceux qui étaient loin de croire aux mensonges staliens ne pouvaient avoir une vue tant soit peu correcte de ce qui s'était produit. Et même pour ceux qui ont connu la vérité et qui ont pour ainsi dire vécu ces années — je veux parler des militants communistes hors de l'U.R.S.S. qui ont, dès cette période, été proches des bolcheviks-léninistes de l'Union soviétique — ce livre fera plus que rappeler une histoire qu'ils connaissent. Il leur permettra de la revoir d'une part de façon plus complète (car à l'époque ne parvenaient que des informations fragmentaires) et d'autre part avec un recul qui permet de mieux voir l'enchaînement des événements.

Le premier chapitre du livre intitulé « The power and the dream » (le pouvoir et le rêve) donne un tableau de l'Union

(1) Oxford University Press.

soviétique au lendemain de la fin de la guerre civile, de la dislocation de l'économie et de l'affaiblissement extraordinaire du prolétariat. Ce chapitre donne aussi une vue des problèmes qui se posèrent alors aux dirigeants soviétiques, et comment en particulier Lénine et Trotsky réagirent. Personne ne peut plus douter aujourd'hui que Lénine et Trotsky s'approprièrent à mener ensemble le combat contre la bureaucratie montante. Deutscher rappelle toutes les preuves à l'appui, celles qui furent fournies par Trotsky et celles qui ont été données depuis le XX^e Congrès par Khrouchtchev et Cie et qui corroborent en tous points les documents que Trotsky avait publiés il y a environ trente ans. Mais Deutscher pousse sa recherche plus loin. Il montre que Trotsky avait le premier été sensible à la détérioration qui se produisait dans les sommets du Parti et de l'Etat, et que Lénine, pendant une période, pris par les tâches quotidiennes et soucieux de maintenir la cohésion de la direction, n'ayant pas mesuré le phénomène en cours à sa juste valeur, résista au B.P. à plusieurs propositions de Trotsky. Puis il montre Lénine, devenu conscient de la gravité du danger bureaucratique, opérant un tournant et décidé à mener une lutte résolue, implacable :

« ...il employa ses ultimes forces pour porter un coup à la machine hyper-centralisée du pouvoir. Il invoqua l'objet de la révolution dans un sens de dévouement pour celui-ci, profond, désintéressé et angoussé. Et, quand finalement, agonisant, le cerveau bouillonnant, il tenta de libérer la révolution de sa lourde hypothèque, c'est vers Trotsky qu'il se tourna pour qu'il soit son allié. »

Un autre chapitre du plus grand intérêt est celui intitulé « Not by politics alone... » (L'homme ne vit pas seulement de politique), consacré à la position de Trotsky sur les problèmes culturels. On y mesure à quel point la bureaucratie a défiguré le marxisme dans ces questions et combien tant d'intellectuels, obnubilés par la puissance matérielle dont disposait la bureaucratie, ont avalé une mouture grossière et indigeste qui, en soi, ne tenait pas sur le plan des idées. On voudrait espérer qu'à ces nombreux intellectuels qui se sont détachés tardivement du stalinisme, ces pages serviront à leur faire retrouver la voie véritable du marxisme.

Nous ne voulons pas mentionner tous les chapitres d'un livre qui instruira et fera réfléchir ses lecteurs. Disons quelques mots sur certaines questions traitées par ce livre et sur lesquelles, à notre avis, il reste encore beaucoup à dire.

Deutscher mentionne à diverses reprises des hésitations de Trotsky à engager la lutte ou à la poursuivre. Il souligne le silence de Trotsky au 12^e Congrès sur les problèmes de la démocratie et du régime du parti, son silence au 14^e Congrès lors de la rupture de la troïka et du conflit entre Staline d'une part et Zinoviev d'autre part. Et il en cherche l'explication,

d'autant plus que, dans le tome I, il avait mis très en lumière l'audace de Trotsky au cours de l'année 1917, la situant au-dessus même de celle de Lénine. Il soulève un point, celui des rapports entre Trotsky et la vieille garde du Parti bolchevik : il était, dit-il, « in it but not of it ». (Il s'y trouvait, mais n'en était pas partie intégrante). C'est en partie vrai ; et que cela ait joué, surtout au début, il n'y a pas de doute ; mais, dans les années 1926-27, la majorité de la vieille garde — comme le remarque Deutscher — se trouvait en opposition à la direction Staline-Boukharine et était rassemblée derrière Trotsky et Zinoviev, parce que les questions politiques furent déterminantes. Si un grand nombre capitula par la suite, ce fut soit pour des raisons de divergences politiques soit par épuisement.

Deutscher donne comme raison principale de l'attitude de Trotsky le fait qu'il se plaçait dans le cadre du rapport des forces qui existait à l'époque :

« Il plaça sa propre personne et sa propre action dans le cadre des forces sociales qui déterminaient le cours des événements ; il vit son propre rôle subordonné à ces forces ; et son but, la renaissance de la démocratie prolétarienne, lui dicta le choix de ses moyens. »

Trotsky s'en est lui-même expliqué plus d'une fois en exil, quand des jeunes, venant à lui, lui demandaient précisément pourquoi il avait perdu le pouvoir. Il ne s'agit pas d'un porte-monnaie qu'on garde dans sa poche ou qu'on perd. Pour parvenir au pouvoir, en tant que révolutionnaire, il faut pouvoir prendre appui sur le flux révolutionnaire. Mais, si les masses refluent, on ne peut opérer de miracle ; il faut poursuivre la lutte révolutionnaire en vue de préparer l'avenir. Trotsky montra entre autre, sur l'exemple même de la Révolution française, la succession des directions de celle-ci et, à ce propos, rappela l'audace et « l'irrésolution » successives d'hommes tels que Danton et Robespierre, selon qu'ils avaient ou non derrière eux les masses, selon que celles-ci se lançaient dans la bataille ou se trouvaient épuisées. En ce qui concerne la lutte de Trotsky et de l'Opposition, on peut discuter telle ou telle démarche, telle ou telle décision, non pas du point de vue du résultat final mais de sa justesse théorique ou de sa portée politique.

Cet aspect de la question ne peut faire le moindre doute pour qui est tant soit peu convaincu qu'il y a des lois profondes de l'Histoire et que celle-ci n'est pas avant tout le fruit d'hasards heureux ou malheureux et des qualités ou défauts de tel ou tel individu. Mais il y a dans la lutte de l'Opposition contre le stalinisme un aspect qu'il convient de relever, parce que certains y voient une erreur importante de Trotsky et qu'avec le temps, pour les générations les plus jeunes, les données en sont moins aisément saisissables. En outre, cela nous mènera à une question théorique des plus importantes.

De tous les bolcheviks soviétiques qui vécurent ces années et cette lutte, Trotsky fut incontestablement celui qui serra la réalité de plus près et qui vit le plus loin. Or, pendant longtemps ce ne fut pas contre le danger de l'établissement d'un pouvoir bureaucratique étouffant, mais contre celui d'une restauration du capitalisme qu'il mena la lutte. Il y a quelques mois, dans une conversation avec un jeune cadre d'une « démocratie populaire », celui-ci mentionna cette « erreur » de Trotsky, le danger de la restauration du capitalisme s'étant avéré inexistant. Nous ne pensons pas qu'il y avait là une erreur. Tout d'abord, le marxisme n'a pas les prétentions de l'astrologie ; ce qu'on peut lui demander c'est, en premier lieu, une analyse correcte des forces sociales en présence dans une société ; quant aux rapports de force entre elles, il est plus difficile de les mesurer avant l'épreuve entre elles. Et surtout, en l'occurrence, rien n'est plus faux que de déduire le rapport des forces en U.R.S.S. et dans le monde il y a près de quarante ans... de celui qu'indiquent les sputniks et luniks d'aujourd'hui. Le phénomène bureaucratique se présentait certes pour la première fois dans un Etat ouvrier, et la possibilité d'un régime de type stalinien était a priori difficile à imaginer ; mais, avant tout, les possibilités d'une restauration capitaliste n'étaient pas du tout dans ces années un produit de l'imagination de Trotsky. En cas de déclenchement d'une guerre civile, ou au cours d'une guerre, les forces pro-capitalistes à cette époque encore nombreuses se seraient rapidement manifestées et avec vigueur.

Cette soi-disant « erreur » se trouve encore exprimée dans « la Révolution trahie », en 1936, après que Staline ait remporté la victoire totale de la bureaucratie en U.R.S.S. Mais Trotsky, dans cet ouvrage aussi, ne pose pas cette question dans le cadre « d'un seul pays ». Il la pose en relation avec celle de la guerre et de la révolution mondiale. « La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international ». Si on voit ce qui s'est passé depuis 1939, on peut dire que c'est par suite d'un extraordinaire concours de circonstances que l'U.R.S.S. a pu profiter d'une division des forces impérialistes, de cette date à 1945, que lorsque l'union de celles-ci s'est faite vers 1947, le monde capitaliste n'avait pas immédiatement la force de s'engager dans une nouvelle guerre ; et qu'il fallut la victoire de la révolution chinoise en 1949 pour que le rapport des forces à l'échelle mondiale soit tel que, pour la première fois, se trouve éliminé quasi totalement le danger d'une restauration du capitalisme en U.R.S.S.

C'est parce que Trotsky avait, plus que quiconque, une appréciation aiguë des dangers de la situation dans les années 1920 qu'il eut, dans la lutte contre la bureaucratie, une attitude d'extrême prudence qui paraît tant en contraste avec l'audace qu'il déploya pendant la Révolution et la guerre civile. Audace et prudence n'étaient que deux manifestations

du même génie stratégique en face de situations diamétralement opposées.

Il y avait aussi, dans les éléments qui pesèrent dans ses déterminations, une question des plus complexes, sur laquelle trébucha une grande partie des cadres bolcheviks qui participèrent à l'Opposition de gauche des années 1926-27. Sur ce point, à notre avis, la pensée de Deutscher, quoique en progrès par rapport au tome premier n'est pas parvenue à une clarification satisfaisante. On sait que Deutscher a insisté sur le « substitutisme », une idée émise par Trotsky en 1903 quand il combattit Lénine, mais qu'il ne reprit plus jamais après 1917. Le « substitutisme », ce serait le Parti se substituant à la classe, pensant et décidant pour elle et même agissant ou la forçant à agir malgré elle pourrait-on dire. Après la guerre civile, la classe ouvrière soviétique était épuisée à un point jamais connu auparavant ; alors le Parti se serait substitué à elle ; le stalinisme, ce serait cela, le bolchevisme isolé de la classe nationale et internationalement. Accordons à Deutscher que sa pensée est plus nuancée, plus nuancée dans le tome II que dans les dernières pages du tome I et dans d'autres ouvrages de lui. Mais cette idée est assez répandue, sans aucune nuance, et il convient d'en traiter.

Pour beaucoup de membres de la vieille garde, le Parti resta bolchevik, et cela les mena à la capitulation faute de perspectives d'un renouveau du mouvement ouvrier soviétique et international. Dans les années 1920, il était difficile de déterminer dans quelle mesure le Parti était encore le Parti bolchevik et dans quelle mesure il était corrompu par la bureaucratie soviétique.

Trotsky et notre mouvement avons combattu la conception que la bureaucratie était une classe, c'est-à-dire un produit de l'histoire, organiquement lié à des rapports de production et de propriété donnés. Nous expliquons la place exorbitante prise par la bureaucratie avant tout par les conditions spécifiques de l'U.R.S.S. à l'époque et le retard culturel des grandes masses, c'est-à-dire par des facteurs contingents. Mais nous trouvons, d'autre part, parmi ceux qui partagent ce même point de vue, une conception selon laquelle, ce qui caractérise la bureaucratie, ce sont des méthodes, le commandement, l'arbitraire, des habitudes, et que, ne constituant pas une classe, elle n'a pas une figure sociale propre. Il est bien difficile de dénier ses privilèges, mais on voit tout de même en elle un morceau de la classe ouvrière, des combattants fourvoyés du socialisme.

La bureaucratie fait tout ce qu'elle peut pour ne pas se trouver caractérisée comme catégorie sociale, ses dirigeants — de Staline à Khrouchtchev — n'hésitent pas à condamner les « méthodes bureaucratiques ». Dans les ouvrages antérieurs de Deutscher la bureaucratie était vue essentiellement comme une catégorie fonctionnelle, le stalinisme était le « bolche-

visme isolé ». Le deuxième tome de la biographie de Trotsky est, répétons-le, plus nuancé, et la façon dont l'aile « libérale » a agi en 1956 y est certainement pour quelque chose, mais on trouve encore dans ce livre des expressions comme « la bureaucratie bolchevique », montrant que sur ce point essentiel le sociologue n'est pas au niveau de l'historien. C'est pour cette même raison que l'auteur est dans la confusion sur la notion du « Thermidor » de la Révolution russe.

En quelques phrases de « la Révolution trahie », Trotsky avait montré que la politique dans un pays ne se nourrissait pas de considérations purement sociologiques :

« Le prolétariat est la classe la moins hétérogène de la société capitaliste. L'existence de couches sociales telles que l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie suffit cependant à nous expliquer celle des partis opportunistes qui deviennent, par le cours naturel des choses, l'un des moyens de la domination bourgeoise. Que la différence entre l'aristocratie ouvrière et la masse prolétarienne soit, du point de vue de la sociologie stalinienne, « radicale » ou « superficielle », cela nous importe peu ; c'est de cette différence, en tout cas, que naquit en son temps la nécessité de rompre avec la social-démocratie et de fonder la Troisième Internationale. S'il n'y a « pas de classes » dans la société soviétique, elle n'en est pas moins de beaucoup plus hétérogène et complexe que le prolétariat des pays capitalistes... »

Aujourd'hui, à la différence de ce qui se produisit chez nombre de membres du Parti bolchevik pendant la grande lutte qui finit par le triomphe du stalinisme, on ne peut pas se tromper sur la nature sociale de cette lutte. Il ne s'agissait pas d'une lutte de deux conceptions ou de deux analyses sur la seule et unique base de la révolution socialiste dans le Parti bolchevik, mais d'une lutte entre ceux qui restaient sur le plan des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et ceux qui étaient les exponents politiques d'une couche sociale autre que le prolétariat.

Le Parti d'instrument du prolétariat tendait à devenir l'instrument de couches issues du prolétariat et de sa révolution, de couches dont les intérêts spécifiques étaient distincts et opposés à ceux du prolétariat du point de vue historique. Le Parti bolchevik ne s'est pas « substitué » à la classe ouvrière sous le stalinisme. Un parti dirigeant, une coterie dirigeante même ne peuvent prendre la place d'une couche sociale ; ils en sont toujours l'expression, même si dans certains cas cela n'apparaît pas aussi nettement que ce fut le cas en Union soviétique. Le Parti bolchevik est devenu l'instrument d'une couche sociale autre que le prolétariat. La forme (le Parti communiste) resta la même, mais le contenu de celui-ci changea profondément : non seulement sur le plan de l'idéologie, mais aussi sur celui des hommes ; ce ne fut pas seulement l'Opposition de gauche qui fut physiquement écrasée, pas seulement l'Opposition de

droite, mais aussi — comme l'a mentionné Khrouchtchev au 20^e Congrès — la majorité des « vainqueurs », c'est-à-dire des membres de second plan qui assurèrent la victoire de la direction de Staline.

On nous objectera peut-être que c'est dans le P.C. de l'U.R.S.S. qu'a commencé la déstalinisation. Mais, dans les conditions actuelles, ce parti étant le seul forum politique, c'est inévitablement là que devaient se manifester les premiers signes de renouveau politique. Mais si les bureaucrates et les thermidoriens avaient tout intérêt à utiliser à leurs fins la forme du Parti bolchevik, exploitant à l'époque son autorité pour mieux faire passer une politique antibolchevique, nous sommes profondément convaincus que la nouvelle avant-garde de la société soviétique, à un moment donné de son développement, s'opposera de manière distincte, jusque dans la forme d'organisation, à ce qui, depuis de longues années, n'a plus été qu'un instrument d'oppression des travailleurs soviétiques.

**

Le livre de Deutscher se termine avec le départ de Trotsky exilé hors de l'Union soviétique. Un nouveau chapitre de la vie de Trotsky s'ouvre, le dernier, lui aussi plein de grands événements. Souhaitons pouvoir lire avec autant de plaisir la fin de la biographie annoncée par Deutscher.

Et terminons cette hâtive revue du tome II en citant les lignes par lesquelles l'auteur exprime son appréciation de Trotsky :

« Très peu d'hommes dans l'histoire se sont trouvés dans une harmonie aussi triomphante avec leur temps, comme Trotsky le fut en 1917 et après ; aussi n'était-ce pas en raison de quelque aliénation intime des réalités de sa génération qu'il entra ensuite en conflit avec son temps. Il y fut conduit par son tempérament et son caractère de précurseur. Il avait été, en 1905, le héraut de 1917 et des soviets ; il ne le cèda à personne comme dirigeant des soviets en 1917 ; il fut l'inspirateur de l'économie planifiée et de l'industrialisation dès le début des années 1920 ; et il devait rester le grand mais non infaillible précurseur d'un certain futur réveil des peuples révolutionnaires (de ce réveil politique, le besoin de dépasser le stalinisme qui s'empara de l'Union soviétique dans les années 1953-56 en est un indice important, encore faible mais sûr). Il lutta « contre l'histoire » au nom de l'histoire elle-même et, contre ses faits accomplis qui furent trop souvent des faits d'oppression, il défendit les réalisations meilleures et émancipatrices dont elle serait un jour capable. »

Octobre 1959.

PIERRE FRANK.

La révolution permanente algérienne

L'AN V DE LA RÉVOLUTION

de F. FANON (1)

LE FRONT, de Robert DAVEZIES (2)

La littérature qu'a fait éclore la révolution algérienne est déjà riche. Documents et témoignages divers, études sociologiques, romans d'écrivains algériens et autres, sont venus en abondance depuis novembre 1954 pour illustrer le sens, les perspectives, la grandeur de la révolution algérienne.

Voici maintenant deux livres complémentaires qui témoignent à la fois de la profondeur acquise par la révolution après plus de cinq années de lutte tenace, héroïque, en réalité sans précédent dans l'histoire des peuples coloniaux, contre les forces essentielles du troisième « Grand » des pays capitalistes, et de l'épopée déjà écrite par cette révolution.

Il ne s'agit plus simplement d'une lutte pour l'indépendance nationale. Le peuple algérien, tenu expressément par l'impérialisme oppresseur dans l'état économique, social et culturel le plus anachronique, fait éclater dans la lutte libératrice, de toute part, les structures surannées entravant son progrès. En quelques années, dans le feu, le sang, les sacrifices, les souffrances les plus atroces, ces paysans des montagnes, aussi pauvres que fiers, ces ouvriers des villes algériennes et de la métropole, franchissent par bonds les stades de la barbarie colonialiste pour se planter, avides de savoir et de progrès, en plein cœur des problèmes et des aspirations les plus progressives de notre siècle.

C'est la révolution permanente vivante qui, de la lutte nationale unie anti-impérialiste, transcroit irrésistiblement en révolution sociale profonde à la recherche de sa véritable nature et réalisation, en tant que révolution prolétarienne et socialiste.

Le livre de Frantz Fanon illustre parfaitement le bouleversement fondamental intervenu dans la famille algérienne et le mode de vie général de ce peuple sous le joug colonial. Promotion irrésistible extraordinaire des femmes et des jeunes, familiarisation avec la technique et la science au service de la révolution, dépouillement accentué de « la sédimentation mentale et de l'arrêt affectif et intellectuel » du peuple algérien « organisés par 130 ans d'oppression ».

Livre d'un médecin érudit, il respire la connaissance presque technique du terrain social psychologique qu'il fouille minutieusement.

Le livre de Robert Davezies est composé d'une série de récits bruts d'hommes, de

femmes, d'enfants même de la révolution qui, dans leur simplicité poignante, brosent le plus sobre tableau de l'épopée algérienne et de l'organisation qui la dirige : le F.L.N.

Robert Davezies a eu l'heureuse idée de laisser parler militants syndicalistes, réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc, filles et garçons algériens, *djounoud* et *djoundia* (3) de l'intérieur, cadres politiques du F.L.N. Le résultat en est d'une singulière intensité dramatique, d'un haut intérêt politique et social. D'admirables figures héroïques de femmes, de jeunes filles, de garçons, d'hommes s'en détachent.

Mais l'intérêt principal du livre se trouve dans l'explication qu'il donne des motifs profonds de l'action des combattants algériens et de leurs aspirations.

Voici le cadre syndical, travaillant à Alger, à Paris, préparant la révolution, s'intégrant à elle corps et âme dès qu'elle éclate.

« C'est une révolution paysanne — affirme-t-il — essentiellement paysanne ». « On parle beaucoup, parmi les *djounoud*, de « l'avenir de l'Algérie », affirme un autre. Ils en parlent beaucoup et d'abord de la réforme agraire : « La terre nous a été volée ; il faut qu'elle nous revienne. Nous ne déposerons pas les armes avant d'avoir la terre ».

Les *djounoud* veulent « construire une République pour le peuple, une République authentique : il faut s'attaquer aux problèmes de base, poursuivre la lutte pour l'indépendance jusqu'au bout. Et pour cela, combattre pour que le peuple soit le maître des mines, du pétrole, des usines et des banques ».

Un autre déclare : « Le sentiment de tous, c'est que le vrai combat commencera à l'indépendance, et tous s'y préparent ».

La réforme agraire, « la redistribution des terres » accaparées « par les grosses sociétés, les gros colons », sera « le fondement peut-être de l'Algérie de demain ».

Plus que les *djounoud*, c'est le peuple tout entier qui réclame sa terre. « Il n'y a pas d'idée de revanche dans ce peuple, mais simplement un souci de justice : sa terre, on la lui a volée, il la reprend par les armes ».

(1) Editions Maspéro, Paris.

(2) Editions de Minuit, Paris.

(3) Partisan et Partisane.

Le thème du caractère paysan de la révolution et de la réforme agraire hardie « premier objectif de la révolution », revient dans la plupart des récits. Les préoccupations sociales et politiques, au fur et à mesure que la lutte se prolonge et que l'expérience mûrit, deviennent pressantes.

De manière évidente, la révolution se politise, s'approfondit, suivant sa propre logique de révolution permanente qui va inexorablement du national au social.

Tous les témoignages actuellement recueillis, que ce soit parmi les *djounoud* et paysans d'Algérie, ou les milliers de

militants du F.L.N. organisés dans les prisons de France, concordent quant à l'extraordinaire mûrissement social et politique de la base de la Révolution algérienne.

C'est au mouvement ouvrier français et européen de secouer sa torpeur actuelle afin de venir effectivement en aide à ses frères de classe qui combattent l'impérialisme, et de précipiter ainsi l'évolution victorieuse au socialisme des uns et des autres.

M. P.

Décembre 1959.

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

(Tome II)

d'Alfred ROSMER

Le mouvement ouvrier a une histoire relativement courte ; mais l'intensité prise par celle des récentes années à laquelle est venue s'ajouter l'action de déformation des directions ouvrières a eu pour résultat que des événements qui sont connus de générations encore vivantes sont littéralement ignorés de la plupart des militants. Ainsi, les années de la première guerre mondiale et les premières années de la Révolution russe sont ignorées non seulement des générations les plus jeunes, mais même de la plupart des militants qui ont de trente à quarante ans. On ne peut espérer de la part des directions actuelles — qu'il s'agisse des socialistes ou des stalinien — et des historiens à leurs dispositions qu'ils donnent une histoire vraie de cette période. Aussi le 2^e tome du livre d'Alfred Rosmer : « Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale » viendra-t-il contribuer à combler une lacune et à former de nouvelles générations de militants de la classe ouvrière.

Ce deuxième tome s'étend essentiellement sur l'année 1916, et traite principalement des répercussions de la Conférence de Zimmerwald sur le mouvement ouvrier, lequel, sous la pression des misères grandissantes provoquées par la guerre, commençait à sortir de la torpeur dans laquelle l'avaient plongé la déclaration de la guerre et le passage à l'Union sacrée des formations — partis et syndicats — d'avant 1914. Il se clôt à la veille du déclenchement de la Révolution russe, laquelle inaugurerait une nouvelle période pour laquelle Rosmer promet un troisième tome.

On trouvera, dans le livre qui vient de

paraître, une information extrêmement riche, surtout sur cette partie du mouvement ouvrier qui était contrainte d'agir clandestinement ou semi-clandestinement, et qui commença à mener une lutte contre les dirigeants du Parti socialiste et de la C.G.T., les Renaudel et les Jouhaux. On y trouvera non seulement les événements, leur enchaînement, mais aussi l'essentiel des idées et des arguments qui s'affrontaient — tant dans la lutte contre les directions corrompues qu'au sein des minoritaires qui, au lendemain du 2 août 1914, se trouvaient dans une confusion idéologique extrême.

Ce n'est pas notre intention de résumer ici ce livre d'études et de référence, auquel tout militant aura l'occasion de se reporter, soit au cours de discussions, soit au cours d'exposés historiques. Ce livre donnera aussi lieu à de nombreuses réflexions sur le chemin parcouru par le mouvement ouvrier depuis cette époque.

Tout d'abord, le mouvement ouvrier était alors principalement européen, avec quelques prolongements aux Etats-Unis. Tous les débats tournent autour de l'Europe, des peuples européens. A l'époque, personne n'imaginait que, quarante années plus tard, les peuples des pays colonisés dépasseraient dans la lutte révolutionnaire les ouvriers des pays capitalistes avancés.

D'autre part, la résistance au social-patriotisme, bien qu'assez faible encore en 1916, était cependant bien plus affirmée qu'elle ne l'est à présent. Qui aurait pu penser que ceux qui allaient fonder la III^e Internationale se verraient ultérieurement exploiter par des usurpateurs qui feraient assaut de patriotisme ?

Un des plus grands intérêts de ce livre est de montrer la faiblesse idéologique de l'opposition à la guerre, dans le mouvement ouvrier français plus particulièrement. Il suffit de voir comment la direction du Parti socialiste parvint, pendant pas mal de temps, à manœuvrer les opposants, grâce à l'intervention d'une aile qui s'interposera entre la direction et les opposants. Il faut aussi noter l'écart qui existait entre la vigueur des interventions des députés kienthaliens au Parlement et leur pauvreté théorique. Sans préjuger de ce qu'apportera le troisième tome de l'ouvrage de Rosmer, on peut aisément comprendre, à la lumière de ce tome II, ce que sera effectivement le P.C. qui sortira moins de quatre années plus tard, du Congrès de Tours, et combien il était loin d'être un parti vraiment communiste.

La question qui, dès Zimmerwald, se profile sur tout le mouvement ouvrier de l'époque, c'est celle de la nouvelle Internationale, de la III^e Internationale à créer. Les vieux chefs socialistes les plus patriotes, à commencer par ceux de France, ne veulent même pas entendre parler d'une rencontre de l'ex-Deuxième Internationale.

LA GUERRE D'ESPAGNE

de Pietro NENNI (1)

Une véritable version « nenniste » de la révolution espagnole manquait dans les rayons des bibliothèques. Nous l'avons désormais, hélas !

Certes, cet ouvrage étale les platitudes, contre-vérités, faux-fuyants, silences et arrogances qu'on trouve chez la plupart des auteurs du genre, mais il a ceci de particulier que l'omniprésence de Staline en la guerre d'Espagne est prudemment ramenée à quelques conseils donnés par celui-ci au sujet des voies de la victoire (dont la voie parlementaire !...) et à l'aide en armes de l'U.R.S.S. au peuple espagnol.

Aide, bien sûr, « insuffisante » et qui eut encore son « côté négatif », constitué par l'envoi en Espagne « d'agents politiques et de dirigeants des services de sécurité qui travaillaient mal, étaient facilement factieux, et ne comprenaient rien au pays qui les accueillait ». (Pages 53, 105, 106).

Un historien tant soit peu honnête qui, ne disposant de sources directes sur le développement de la révolution espagnole, voudrait approcher la vérité sur la politique de Moscou dans cet événement, n'aurait qu'à se rappeler que la politique extérieure d'un régime ne peut pas être différente ou en opposition avec la politique menée à l'intérieur. Or, les procès de Moscou, c'est-à-dire l'apothéose de la trahison d'Octobre et l'extermination phy-

Les plus conscients d'entre eux sur les tendances nouvelles qui traversaient les larges masses s'efforcent — comme C. Huysmans — par de savantes manœuvres, d'isoler les avant-gardes révolutionnaires.

A Kienthal comme à Zimmerwald, ce sont les Russes qui sont les plus résolus pour la III^e Internationale, parce que les plus clairvoyants sur les causes de la débacle de 1914 et sur les possibilités que la guerre offrirait en fin de compte. Dans son livre, Rosmer montre que Lénine, sur cette question aussi, combinait la fermeté de principe la plus implacable avec une souplesse tactique, envisageant de ne pas laisser passer une réunion de l'ancienne Internationale sans que s'y fit représenter et entendre la minorité révolutionnaire. Cette supériorité théorique et politique qui se manifeste dès le début de la guerre, sur une situation au sujet de laquelle on avait beaucoup discuté dans les années précédentes dans le mouvement ouvrier, mais sans vraiment montrer beaucoup de conséquence et de clairvoyance, va trouver peu après son expression dans la capacité de diriger la Révolution russe sous une forme qui reste un modèle inégalé dans l'histoire.

sique de la vieille garde bolchevique, se sont déroulés pendant que le prolétariat espagnol s'acheminait vers son Octobre. Comment Staline pouvait-il favoriser en Espagne ce qu'il écrasait en U.R.S.S. ?

Rien de cela n'est, ni ne pouvait être mentionné par l'ancien commissaire des brigades internationales et « compagnon de route » du stalinisme, Nenni. Cependant, comme « l'aide » du Kremlin au gouvernement républicain espagnol offre toujours l'occasion de controverses passionnées, Nenni consent à nous dire que cette aide eut « encore » son « côté négatif », car il y avait des gens qui travaillaient mal et étaient facilement factieux... Soulignons en passant que le brevet de « factieux » était décerné par Moscou à ceux de ses agents qui, arrivés en Espagne, respiration à pleins poumons l'air frais de la Révolution qui s'était raréfié en U.R.S.S. Soulignons aussi la chance que Nenni a eue de n'avoir pas été accusé d'être un « factieux » ces jours-là.

La partie du livre consacrée plus particulièrement à ce qu'on pourrait appeler une analyse de la guerre civile espagnole, est digne d'un leader social-démocrate susceptible de devenir à tout moment « homme d'Etat ». C'est en effet plutôt à travers ses implications diplomatiques

(1) Editions François Maspero, Paris.

et le sort de la démocratie bourgeoise que la révolution espagnole y est traitée. À l'instar de tant d'autres, Nenni est convaincu que la défaite du peuple espagnol est la faute des gouvernements démocratiques qui, semble-t-il, n'avaient pas une claire conscience de l'enjeu de la lutte. Comme ils ont dû en rire, en écoutant les réflexions de ce sage ! La bourgeoisie ne sachant pas où se trouve le salut de ses intérêts ! Voilà la découverte d'un de ses commis loyaux.

La défaite républicaine aurait été — pourquoi pas ? — un peu aussi la faute des masses, et surtout de cette « lie de la société » qui s'abritait « derrière le drapeau rouge ou, de préférence, derrière le drapeau noir et rouge des anarchistes » (page 72). La haine de la révolution plebéienne sue par tous les pores dans le livre de Nenni. Sans aucune pudeur, notre ancien commissaire politique essaie de faire un amalgame entre les inévitables bavures d'une révolution prolétarienne à ses commencements et l'action des comités révolutionnaires, accusés d'être « indisciplinés », mais dont l'indiscipline n'était, dans la plupart des cas, que la révolte contre leurs dirigeants embourgeoisés ou pourris par la gangrène stalinienne.

Les journées de Mai 1937, à Barcelone (qui, somme toute, ont été la préfiguration de l'insurrection hongroise de 1956 ; autrement dit, une révolution politique contre le cours stalinien) sont présentées par Nenni comme un acte criminel dû à la provocation des anarcho-syndicalistes. Mais citons ce qu'il dit au sujet de ces journées-là :

« L'alternative était la suivante : soit renforcer le caractère prolétarien de la lutte, au risque de jeter dans les bras de la contre-révolution la bourgeoisie républicaine et les paysans, soit faire du combat contre le fascisme un combat national pour l'indépendance et pour la démocratie. En 1937, Caballero et son groupe inclinaient vers la première solution... La majorité des socialistes, les communistes,

les républicains étaient, de leur côté, fermement résolus à renforcer l'autorité du Front Populaire et du gouvernement qui en était l'expression. Tel a été le fondement historique de la crise de mai 1937. Elle fut résolue par la victoire de la tendance Front Populaire et la formation du gouvernement Negrin ».

Il serait difficile de trouver une caractérisation plus juste du rôle foncièrement réactionnaire de ce Front populaire, à la gloire (?) duquel Nenni se consacra tout entier.

D'ailleurs, la conquête du pouvoir pour le prolétariat espagnol ne se posait point pour Nenni. Car « il faut concevoir la conquête socialiste du pouvoir comme l'aboutissement d'une lutte résolue et conséquente pour la démocratie » (page 20). Or, l'Espagne étant un pays arriéré économiquement et avec des survivances féodales, il s'ensuivait — selon la thèse des nennistes — que la tâche était de restaurer la démocratie, de l'élargir jusqu'à... ce qu'elle accouche du socialisme.

Cependant, nous posons la question :

Que faire si les masses, luttant conséquemment et résolument, non pour la démocratie en général, mais pour leurs droits démocratiques à elles, approchent ou même dépassent le point d' « aboutissement » et se voient de facto placées à la tête du pays ?

La réponse des croisés de la Démocratie a été donnée après la Libération par Maurice Thorez : il faut rendre les armes à la bourgeoisie pour qu'il n'y ait qu'un Etat, une armée, une police.

En France, cette « reconversion » a pu être opérée à froid en raison de conditions multiples. Par contre, en Espagne, il a fallu employer les grands moyens de la duperie, du chantage, de la terreur, avec l'aide de commissaires politiques dont le mouvement ouvrier international n'a pas pu se délivrer encore en nos jours.

E. M.

Nous disposons encore de quelques exemplaires du tome II du livre d'A. ROSMER

« LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE »

au prix de souscription de 15 N.F.

NOTES DE LECTURE

Togliatti condamne la politique du "social-fascisme" avec 30 ans de retard!

par Henri VALLIN

La revue théorique du Parti Communiste Italien, « Rinascità », publia dans son N° 7-8 (année 1959, juillet-août) un article de Palmiro Togliatti intitulé « Quelques problèmes de l'histoire de l'Internationale ». La revue stalinienne internationale « La Nouvelle Revue Internationale », en reproduisit un résumé assez long dans son N° 15 (novembre 1959). Cet article exigerait bien des rectifications. Mais nous ne voulons traiter ici qu'un des problèmes qu'il soulève, un problème vital non seulement pour la classe ouvrière d'Allemagne et d'Autriche, mais encore pour celle de toute l'Europe et de l'Union soviétique : l'attitude de l'Internationale Communiste et des partis communistes envers le nazisme avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler, le 30 janvier 1933.

Il s'agit d'une auto-critique de Togliatti en tant que membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, et d'une critique de tous les partis communistes de l'époque. Voici les passages principaux qui ont trait à cette question :

« L'erreur la plus grave fut de traiter la social-démocratie de social-fasciste ; non moins erronées furent les conclusions politiques que l'on en tira. Il est parfaitement exact que les chefs sociaux-démocrates avaient été jusqu'à combattre le mouvement révolutionnaire de masse et à l'écraser par les armes, comme le faisaient les fascistes. Il est exact aussi que l'on pouvait trouver des points de contact entre l'idéologie des réformistes, partisans de la collaboration des classes, et certains aspects de l'idéologie professée par les fascistes. Mais la nature sociale des

deux mouvements était très différente. Les fascistes avaient derrière eux les milieux les plus réactionnaires du capital, alors que les chefs réformistes étaient liés à des groupements d'une toute autre nature, qui n'avaient encore rompu ni avec une certaine tradition de démocratie ni avec le pacifisme bourgeois. La base de masse des deux mouvements était elle aussi différente : dans de nombreux pays, les organisations dirigées par les réformistes comprenaient la majeure partie des ouvriers et des travailleurs ; et la violence fasciste s'attaquait à ces organisations qu'elle cherchait à détruire.

Mais l'essentiel était de comprendre à temps la perspective qu'ouvrait l'avance du fascisme : celle de la destruction de toutes les institutions et de toutes les libertés démocratiques. Parler de social-fascisme, c'était en somme admettre que tel était aussi l'objectif des chefs réformistes et de la social-démocratie comme telle, ce qui constituait une contre-vérité, car il devait arriver, et il arriva en effet, qu'une partie (nullement négligeable) de la social-démocratie se dressa pour défendre les institutions démocratiques...

...L'unité d'action avec les masses social-démocrates et leurs organisations devenait, sur cette base, naturellement beaucoup plus difficile ; elle n'avait qu'un caractère sporadique et n'influa pas sur la situation... » (pp. 157-158).

Un peu plus loin, à la page 159, Togliatti admet même que « la profonde

scission du mouvement ouvrier » avait contribué de manière décisive à l'arrivée au pouvoir du fascisme hitlérien.

Nous ne voulons pas analyser ici les déviations opportunistes de cette auto-critique. Au lieu de concevoir l'unité d'action ouvrière anti-fasciste comme une forme de lutte de classe prolétarienne qui aurait permis (ainsi que l'ont démontré les exemples français et espagnol de 1934-1936) de passer de la défensive contre le fascisme à l'offensive générale contre l'économie capitaliste et l'Etat bourgeois jusqu'au seuil d'une situation révolutionnaire, qui rendait possible la prise du pouvoir, Togliatti se limite à la défense de la démocratie bourgeoise en alliance avec des couches de la « bourgeoisie libérale », et ne comprend pas que c'est justement la crise de la démocratie bourgeoise et de l'économie capitaliste qui poussait des centaines de milliers de petits bourgeois désespérés et de chômeurs sans issue dans les bras du fascisme. Un front unique antifasciste qui se limite à la défensive et qui n'ouvre pas devant les travailleurs une perspective socialiste, conduit par un détour au même triomphe du fascisme, ainsi que l'ont démontré les exemples tragiques de la France 1937-40 et de l'Espagne 1937-39.

Mais nous voulons mettre l'accent de notre analyse non sur les erreurs présentes de Togliatti mais sur son auto-critique, c'est-à-dire sur ses erreurs des années 1930-33, pour lesquelles il porte une grave responsabilité en tant que membre du Comité Exécutif de l'I.C. A ce propos, il faut tout d'abord éliminer un malentendu possible. On pourrait supposer que Togliatti s'est trompé de bonne foi, lorsqu'il a approuvé la politique du « social-fascisme » au cours des années 1930-33. Peut-être n'est-ce qu'au lendemain de la victoire nazie que la lumière lui est apparue et qu'il se frappe maintenant la poitrine en signe de pénitence ?

Pareille hypothèse ne tient cependant pas debout, et ce pour deux raisons. D'abord, parce que Togliatti avait déjà publié une analyse en ligne générale correcte du phénomène fasciste avant 1930, dans la revue « L'Internationale Communiste ». Cette analyse disait en gros la même chose que ce qu'il écrit aujourd'hui. Mais il s'était tu, entre 1930 et 1933, quand ces questions étaient d'une actualité brûlante et qu'une réponse bonne ou mauvaise de la part du mouvement communiste pouvait déterminer le destin de tout le prolétariat européen, dans un sens ou dans l'autre.

En deuxième lieu, au cours de ces années fatales, Léon Trotsky et l'Opposition Internationale de Gauche (précurseur de la IV^e Internationale) avaient souligné dans des dizaines d'articles, de brochures, de discours, la nature exacte du fascisme, la folie de la théorie et de la pratique du « social-fascisme », et la nécessité d'une réorientation immédiate de la politique communiste en faveur du front unique ouvrier. Or, Togliatti n'avait jamais pris la peine de répondre à ce grand effort po-

litique. Il s'était tu dédaigneusement. N'en comprenait-il pas toute l'importance, à l'époque ? Aujourd'hui, il admet que la théorie et la pratique du « social-fascisme », combattues par les trotskystes, ont frayé la voie d'Hitler vers le pouvoir.

Faudrait-il donc interpréter la version togliattienne du marxisme-léninisme de la manière suivante ? Il est d'importance vitale de définir correctement la nature de la menace fasciste, avant que celle-ci ne devienne d'actualité. Il est encore d'importance vitale de la définir correctement, après que les fascistes aient malheureusement pris le pouvoir. Mais pendant que cette menace monte et peut encore être refoulée, il faut avoir le courage de se taire « afin de ne pas menacer l'unité du mouvement communiste mondial » et de ne pas troubler la « solidarité pleine et entière avec l'Union soviétique » (lisez : avec la bureaucratie au pouvoir en U.R.S.S.).

A la lumière de cette auto-critique de Togliatti, qui vient avec quelque trente années de retard, il faut poser trois questions à Palmiro Togliatti et à tout militant communiste qui prend au sérieux les problèmes de la politique communiste.

La première concerne le culte de Thaelmann qui est actuellement en pleine vogue en Allemagne de l'Est, dans la plupart des Etats ouvriers et dans presque tous les partis communistes. Nous respectons Thaelmann en tant que victime de la terreur fasciste, victime tombée ensemble avec des milliers de communistes, de socialistes et d'anti-fascistes de diverses opinions. N'empêche que c'est une contre-vérité flagrante que de présenter Thaelmann, le principal dirigeant du K.P.D. entre 1930-1933, comme un « disciple de Lénine » qui a en général suivi une politique correcte. C'est lui qui a pris la responsabilité principale de la politique du « social-fascisme » dans le P.C. allemand. C'est lui qui a combattu avec une brutalité bureaucratique typique les multiples voix critiques qui se sont élevées dans l'avant-garde ouvrière allemande contre la folie de cette politique criminelle.

C'est Thaelmann qui a écrit, aussi tard qu'en juillet 1932 — six mois avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler ! :

« Nous devons... plus que jamais appliquer la stratégie des coups principaux (!) à porter contre la social-démocratie dans la classe ouvrière... Aussi longtemps qu'ils n'ont pas été libérés de l'influence des dirigeants sociaux-fascistes, les millions d'ouvriers (du S.P.D. et de l'A.D.G.B.) sont perdus (!) pour la lutte antifasciste. »

(Thaelmann, « Die Internationale », juillet 1932, p. 281).

C'est Thaelmann qui a attaqué de manière hystérique les critiques trotskystes à l'égard de sa politique fautive :

« M. Trotsky et autres « conseillers » du prolétariat de ce genre, veulent proposer à la classe ouvrière une politique qui sépare et oppose l'une à l'autre la lutte du parti révolutionnaire contre le fascisme et sa lutte contre le social-fascisme, sa lutte contre le parti nazi

et contre la social-démocratie. Le K.P.D. devrait, d'après leur recette, abandonner aujourd'hui la lutte contre la social-démocratie, constituer un bloc avec le parti du socialisme à la Hindenburg, avec les Noske et Grzesinski, afin de « combattre » Hitler de cette manière ».

(Thaelmann, « Die Internationale », juillet 1932, p. 283).

Inutile de rappeler que Trotsky n'avait jamais proposé d'« abandonner » la lutte contre la social-démocratie ; il avait simplement proposé de la **subordonner** temporairement à la lutte commune contre le nazisme. Cela devait créer, soit dit en passant, les conditions nécessaires pour que les ouvriers sociaux-démocrates écoutent avec attention les critiques communistes à l'égard de leurs dirigeants. Thaelmann n'ayant pas compris ces vérités premières, a été obligé de poursuivre sa « lutte contre le social-fascisme » dans un camp de concentration (1).

Mais si Thaelmann porte la responsabilité principale de la théorie et de la pratique du social-fascisme en Allemagne même, la responsabilité principale en incombe sur le plan du communisme international à Staline. C'est Staline qui a en quelque sorte « légitimé » la notion du « social-fascisme ». Nous n'en citerons qu'une preuve, extraite de la revue théorique officielle du K.P.D., « Die Internationale », N° de février 1932, p. 68 (citation de Staline) :

« Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie, qui se fonde sur l'appui actif de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée (!) du fascisme. Il n'y a pas de raisons de supposer que, sans l'appui actif de la social-démocratie, l'organisation de combat de la bourgeoisie puisse obtenir des succès décisifs dans les luttes ou dans le gouvernement (!) du pays... Il y a tout aussi peu de raisons de supposer que la social-démocratie puisse obtenir des succès décisifs dans les luttes ou dans le gouvernement du pays, sans l'appui actif de l'organisation de combat de la bourgeoisie. Ces organisations ne s'excluent pas l'une l'autre mais se complètent mutuellement. Elles ne sont pas des antipodes mais des jumeaux. Le fascisme est un bloc informe (! formloser Block...) de ces deux organisations ».

Pour poursuivre dans le style de Staline : Il n'y a pas de raison de supposer que, sans la pression de l'appareil de l'I.C., le P.C. allemand se serait accroché pendant trois ans de manière obstinée à cette folle politique du social-fascisme. Il y a tout aussi peu de raisons de supposer, que sans cette pression le front unique socialiste-communiste aurait pu être empêché (il ne l'a en tout cas pas été en France, dès 1934 !). Voilà pourquoi il n'y a pas de raisons de supposer qu'Hitler

aurait pu prendre le pouvoir sans « l'activité idéologique » de Staline.

Et nous posons maintenant notre deuxième question. Dans la version courante de l'histoire du P.C. de l'U.R.S.S., Staline avait « fondamentalement raison » dans sa lutte contre les « trotskystes et déviationnistes de droite ». Ses « erreurs » n'apparaissent qu'au cours des années 1930, plus exactement à partir des purges de 1934-37, lorsque le « culte de la personnalité » commence à se manifester. Mais Palmiro Togliatti, peut-il maintenir ce point de vue aujourd'hui ? Qu'en pensent les communistes qui sont convaincus que la critique de Togliatti à l'égard du « social-fascisme » est correcte ? Staline a-t-il eu raison envers Trotsky dans la question allemande, lorsqu'il défendit la théorie et la pratique du « social-fascisme » et qualifia de « contre-révolutionnaire » les appels de Trotsky en faveur du front unique ?

Troisième question : la conquête du pouvoir par Hitler a fait reculer en Europe centrale et orientale la cause du socialisme de 10 à 15 ans au moins, sinon d'une période plus longue encore, par ses conséquences indirectes. Elle a coûté à la classe ouvrière allemande et internationale des milliers parmi ses meilleurs fils. Elle a causé d'immenses destructions dans les régions occidentales de l'Union soviétique, causé la mort de 20 millions de citoyens soviétiques et retardé d'au moins dix ans la construction économique en U.R.S.S. Aucun homme en possession de ses moyens ne pourrait argumenter aujourd'hui que l'arrivée au pouvoir d'Hitler était « nécessaire » du point de vue de la défense de l'U.R.S.S.

Il faut donc poser la question : Togliatti et tous les autres communistes qui pensaient comme lui avaient-ils raison de se taire **contrairement à leur conviction**, lorsque les « trotskystes et déviationnistes de droite » ont attaqué la politique du social-fascisme ? Était-ce dans l'intérêt de l'U.R.S.S., du mouvement communiste mondial, de se taire pour des raisons de discipline **bureaucratique** — car la discipline léniniste est toujours basée sur une lutte pour les positions politiques correctes — lorsqu'une question vitale pour le prolétariat européen était en cause ?

Togliatti pourra-t-il pousser un peu plus loin son auto-critique, au moins à ce propos ? Togliatti aura-t-il le courage de critiquer, ne fût-ce que sur ce point, la dernière version de « L'Histoire du P.C. de l'U.R.S.S. » lorsqu'elle passe sous silence la responsabilité de Staline pour la politique du social-fascisme et les mérites de Trotsky d'avoir dénoncé à temps cette politique tout en proposant une solution de rechange ?

Togliatti répondra-t-il à ces trois questions ? S'il ne le fait pas, il faudrait conclure que la force de caractère et la fidélité aux principes lui font aujourd'hui tout autant défaut qu'en 1930-33. Et sans force de caractère ni fidélité aux principes, il n'y a pas de politique communiste efficace possible — aujourd'hui comme à ce moment-là...

Les uns « brûlent », les autres adorent

Un certain nombre de Partis communistes assurent la parution de « la Nouvelle Revue Internationale ». Tout en étant tous de formation stalinienne, ils se trouvent à présent de temps à autre en dissonance idéologique, pour des raisons indépendantes de leur volonté. Ainsi dans le numéro 15 (novembre 1959) de cette revue s'expriment les secrétaires de deux partis de pays qui étaient tous deux arriérés. Mais l'un de ces pays appartient à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, tandis que l'autre est la Syrie, qui se trouve à présent englobée dans la R.A.U.

T. Ouldjabaiev, secrétaire du P.C. du Tadjikistan, constate fort justement que son pays « brûla l'étape du capitalisme et entreprit directement l'édification d'une société socialiste ». L'auteur de l'article, en s'exprimant ainsi, craignait-il de sentir le fagot, c'est-à-dire d'avoir mis le cap sur la théorie de la révolution permanente ? En tout cas, il se réfère aussitôt à Marx, Engels et Lénine :

« Marx et Engels avaient déjà prévu la possibilité, et même la nécessité d'un développement de ce genre pour les pays arriérés dans certaines conditions historiques. Lénine tira ces idées de l'oubli où les avaient laissées les opportunistes de la II^e Internationale ; mieux : il les développa et les enrichit de toute l'expérience de l'époque nouvelle, celle de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. « ... Pouvons-nous, disait Lénine, reconnaître comme juste cette affirmation que le stade capitaliste de développement économique est inévitable pour les peuples arriérés qui sont en train de se libérer et que l'on voit aujourd'hui, après la guerre, s'avancer dans la voie du progrès ? A cette question, nous avons répondu par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux se livre parmi eux à une propagande méthodique, et si les gouvernements soviétiques leur viennent en aide avec tous les moyens dont ils disposent, il serait faux de penser que le stade capitaliste de développement est inévitable pour les pays retardataires ; ... avec l'aide du prolétariat des pays plus avancés, les pays retardataires peuvent passer au stade soviétique, puis, après un certain degré de développement, au communisme sans avoir connu le stade du développement capitaliste. » L'exemple du Tadjikistan confirme de point en point cette thèse de Lénine. »

Nous avons vu aussi la Chine, autre pays retardataire, brûler le stade d'un épanouissement du capitalisme. En fait, l'histoire confirme la théorie de la révolution permanente de Trotsky selon laquelle les bourgeoisies des pays retardataires sous l'impérialisme ne peuvent, pour des raisons déterminées, arracher leurs pays au retard ; dans la décennie 1950-1960, le retard s'est accru entre pays avancés et pays arriérés... sauf là où le prolétariat a pris le pouvoir. C'est seulement sous la direction du prolétariat que la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux peut triompher, c'est-à-dire libérer les forces productives, et en premier lieu parmi celles-ci les grandes masses de ces pays.

Mais ce qui est vrai de la page 46 à la page 59 de cette revue ne l'est plus à partir de la page 60. Sous la plume de K. Bagdache, le plus important leader des Partis communistes du Moyen-Orient, on ne se trouve plus dans l'époque des révolutions prolétariennes. L'aide et la propagande — tous les moyens dont disposent les gouvernements soviétiques, pour reprendre l'expression de Lénine — sont aujourd'hui employés non pour aider les masses de ces pays du Moyen-Orient à prendre le pouvoir et à brûler le stade capitaliste, mais, au contraire, à préconiser le maintien de celui-ci :

« La réalisation de ces tâches... ne déborde pas, bien entendu, le cadre des rapports capitalistes, qu'il s'agisse de la production ou du régime social, ni celui d'une révolution bourgeoise démocratique ; elle ne signifie donc pas le passage au socialisme. »

Il est peut-être vrai que Bagdache signifierait ce qu'à écrit Ouldjabaiev s'il se trouvait à sa place et vice-versa, l'un et l'autre étant inféodés à la bureaucratie moscovite, et celle-ci étant à la fois prête à justifier les résultats de la Révolution d'Octobre et à enrayer la marche de la révolution dans le monde pour parvenir à un *statu quo* avec le capitalisme international. Mais les masses laborieuses des pays sous-développés commencent à comprendre que le gouvernement soviétique d'aujourd'hui jure par Lénine tout en reniant les enseignements de celui-ci, et c'est dans ces enseignements qu'ils chercheront le moyen de se libérer nationalement et socialement.

(1) Voir L. Trotsky, *Ecrits* (Tome III).

« Trotsky vivant »

Dans tout bon portrait on discerne les traits les plus caractéristiques de la personne peinte, et aussi quelques-uns des traits du peintre lui-même. En ce sens, les pages que P. Naville vient de consacrer à « Trotsky vivant » (1) à propos du *Journal* de celui-ci pour l'année 1935, est, compte tenu des dimensions de cet écrit, un des meilleurs portraits de Trotsky que nous connaissons.

Il met particulièrement en lumière le trait essentiel de Trotsky, son sens de l'histoire, dans laquelle Trotsky a effectivement placé et aussi mesuré très objectivement toute l'œuvre de sa vie. Naville dit son fait aux « historiens, fascinés par le fait accompli », aux *realpolitiker*, à tous ceux qui ont trouvé les qualités de Trotsky dans son activité de la période ascendante de la Révolution, et ses « défauts » dans l'œuvre des années 1923-1940. Et Naville écrit fort justement à propos de ces pages du *Journal* que nous avons reproduit dans un numéro précédent de notre revue (2) :

« Le révolutionnaire pourra reconnaître alors, comme Trotsky l'écrit ici, qu'Octobre — sommet victorieux — pouvait à la rigueur se passer de lui, mais que Thermidor, période de réaction, rend son action d'autant plus indispensable qu'elle ne promet aucune victoire prochaine. Cette mécanique de la relation entre les hommes et le milieu, seul un marxiste authentique comme l'était Trotsky, c'est-à-dire un communiste absolument libre à l'égard de tout dogme, pouvait l'exposer avec l'autorité qui s'attachait à sa vie passée. »

Ce trait, probablement le plus marquant de Trotsky, ayant au plus haut degré le sens de l'histoire, sachant mettre son génie à son service, loin de tout pseudo objectif secondaire faussant la vision dans l'immédiat, Naville a eu parfaitement raison d'y consacrer la partie la plus importante de ses notes sur « Trotsky vivant ». Toute la grandeur de Trotsky apparaît précisément dans la dernière partie de sa vie, qu'il a vécue dans des conditions absolument inattendues, prodigieusement dramatiques.

Dans le tableau peint par Naville, il y a aussi toute une série de détails qui servent à caractériser d'autres aspects de Trotsky, les aspects plus proprement personnels qu'ont connus ceux qui ont été proches de lui : ses sentiments envers les siens, ses rapports simples et

cordiaux avec les camarades, sa haute estime pour Lénine, etc. A travers ce qu'il écrit, Naville montre ce que lui-même éprouve envers Trotsky, l'admiration pour son intelligence, sa valeur morale, et son affection pour l'homme qui a profondément marqué sa vie.

Mais il y a une question — et quelle question ! — sur laquelle Naville révèle beaucoup plus de lui-même : la Quatrième Internationale. Ayant souligné le sens, la place, la portée historique de l'œuvre de Trotsky, en termes excellents, Naville se garde bien de rejeter non seulement l'idée, mais l'action de Trotsky pour la IV^e Internationale. Il ne peut pas ne pas comprendre, et pas de manière superficielle, que sur ce point-là aussi Trotsky avait raison. Mais, d'autre part — et pour des raisons qui n'ont rien à voir avec celles qu'exprime par exemple Deutscher qui, sur ce point, se prononce sur la base du « fait accompli » —, Naville montre son absence de certitude interne ; il hésite et, par un singulier coup de plume, transpose sur Trotsky ses propres sentiments quant à l'avenir en dépit de ce qu'il appelle « la diaspora particulière » des défenseurs du marxisme. Ce n'est pas le lieu, dans ce bref commentaire, de discuter la question de la IV^e Internationale ; notre revue a plusieurs fois déjà souligné que le marxisme révolutionnaire ne pouvait consister en livres et documents passés ; on ne peut, comme les vieux fidèles, se répéter à chaque Pâque « l'an prochain à Jérusalem » ; le marxisme est prise de positions et action sur les événements et les luttes qui se poursuivent quotidiennement. La situation actuelle avec la domination grossière des deux bureaucraties sur le mouvement ouvrier fera place à une remontée du marxisme révolutionnaire ; et sans que nous préjugions en quoi que ce soit les futures formes d'organisation, on peut souhaiter et espérer que ce que Naville appelle la « diaspora » cessera. Mais, pour le moment, il faut faire vivre le marxisme en tant que politique révolutionnaire internationale ; c'est la IV^e Internationale qui assure cette continuité, cette existence. En cela, elle est vraiment fidèle à Trotsky, elle est — bien que son génie nous manque tant — « Trotsky vivant ». — P. F.

(1) Les Lettres Nouvelles, Nos 29 et 30.

(2) Quatrième Internationale, février 1959.

DOCUMENTS

Thèses adoptées par le 22^e Plénum du Comité Exécutif International

I

LES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT OUVRIER EN EUROPE ET NOS TACHES

I. — Révolution européenne et révolution mondiale

1. — Pour la deuxième fois en 25 ans, le capitalisme en Europe occidentale a traversé (dans la période 1943-1948) une crise politique, sociale et économique d'après-guerre sans avoir été renversé. En France, en Italie, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, son appareil d'Etat avait été infiniment plus ébranlé qu'au lendemain de 1918. En Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves, les masses manifestèrent nettement leur volonté de remplacer le capitalisme, fauteur de guerres et de chômage, en assurant aux partis ouvriers des victoires électorales sans précédent. En France et en Italie, la classe ouvrière, en partie armée, avait créé des organismes de dualité du pouvoir en fait et maintenu, même après la dissolution de ceux-ci, une poussée puissante contre le régime capitaliste, qui aboutit aux grandes grèves de 1947-1948 en France, et au 14 juillet 1948 en Italie.

Tous ces facteurs déterminèrent dans le capitalisme en Europe occidentale une crise plus grave même que celle du lendemain de la première guerre mondiale. Mais aujourd'hui, dix ans plus tard, le capitalisme paraît partout relevé et consolidé. Son économie, entièrement reconstruite, dépasse de plus de 50 % son niveau d'avant-guerre. Ses Etats, consolidés, sont gouvernés partout — sauf dans les pays scandinaves — par des représentants directs de la bourgeoisie.

En France, le pays-clef de cet après-guerre en Europe occidentale, il a pu infliger une défaite très grave au mouvement ouvrier, en établissant à froid le régime bonapartiste de de Gaulle. Ailleurs, sous la pression de la récession et encouragée par sa victoire en France, la bourgeoisie s'efforce de reprendre des concessions économiques faites à la classe ouvrière dans la période précédente et de renforcer son Etat. L'initiative semble partout être passée à l'ennemi de classe.

2. — Historiquement, cette stabilisation relative du capitalisme en Europe occidentale n'est due ni au manque de combativité des masses, ni à des conditions objectives favorables au capitalisme. A l'exception de l'Allemagne, la situation sur ces deux plans a été plus défavorable pour la bourgeoisie en Europe occidentale au lendemain de la deuxième guerre mondiale qu'au lendemain de la première guerre. La renaissabilité fondamentale de cette stabilisation relative incombe aux directions bureaucratiques des P.S. et P.C., qui ont de leurs propres mains reconstruit le capitalisme croulant.

En conservant les bases de l'économie et de l'Etat bourgeois ; en prenant prétexte de l'extension du secteur étatisé pour semer la confusion sur la nature de cette économie et de cet Etat (notamment au moyen de la théorie dite de la « démocratie nouvelle ») ; en dissolvant les forces armées prolétariennes ; en chantant la collaboration de classe avec les De Gaulle et De Gasperi ; en expliquant aux travailleurs qu'il fallait faire des sacrifices pour la « reconstruction nationale », le P.C. français et le P.C. italien, largement majoritaires dans leur classe, ont objectivement joué le même rôle en France et en Italie au lendemain de la deuxième guerre mondiale que celui de la social-démocratie en Allemagne et en Autriche au lendemain de la première guerre mondiale.

Cette politique traîtresse des directions traditionnelles du prolétariat a eu pour conséquence que les occasions favorables à une lutte pour la conquête du pouvoir ont été perdues ; « on a loupé le coche ». De ce fait, inévitablement, les rapports de forces

ont évolué au profit de la bourgeoisie. Il n'y a pas de situations économiques et sociales sans issue pour le capitalisme. Si le mouvement ouvrier s'avère incapable, après plusieurs années, de résoudre une crise nationale à sa manière, la bourgeoisie finit par imposer ses propres solutions. Il en fut ainsi après 1918 ; il en fut de même après 1944.

3. — Cependant, la stabilisation relative du capitalisme en Europe occidentale s'est produite dans des conditions historiques absolument différentes de celles qui ont prévalu à la fin de la montée révolutionnaire succédant à la première guerre mondiale. A cette époque, le capitalisme s'était stabilisé, tant bien que mal, sur l'ensemble du continent européen, jusqu'à la frontière de l'U.R.S.S. Après la deuxième guerre mondiale, la révolution prolétarienne a triomphé dans un nouveau pays européen, la Yougoslavie, et le capitalisme a été détruit — par des moyens bureaucratiques-militaires — dans le reste de l'Europe orientale.

De 1923 à 1929, la bourgeoisie européenne avait en outre maintenu sans secousses majeures, à l'exception de la 2^e révolution chinoise, sa domination sur les pays coloniaux et semi-coloniaux. Après 1945, au contraire, la révolution coloniale n'a cessé de s'étendre de pays en pays et de continent en continent. Par sa victoire en Chine, elle a modifié le rapport de forces global entre les classes. Par son extension à l'Afrique, elle porte actuellement des coups nouveaux à l'équilibre économique, social et politique atteint en Europe occidentale. En pénétrant dans les colonies portugaises, elle pourrait bien provoquer la chute du régime au Portugal, et par ricochet celle de Franco.

De son côté, l'essor économique des Etats ouvriers, avant tout celui de l'U.R.S.S., crée l'insécurité et le doute sur les avantages du régime capitaliste même dans de larges couches petites bourgeoises en Europe occidentale, accroît et accroîtra la popularité et la force d'attraction des idées de socialisation des moyens de production et de planification économique. Si les crimes de la bureaucratie soviétique ont incontestablement dans le passé démoralisé le mouvement ouvrier en Europe occidentale et contribué ainsi à la stabilisation relative du capitalisme, l'essor actuel de l'économie soviétique, sans réduire la méfiance des masses envers la bureaucratie et ses agents, deviendra de plus en plus une force importante en faveur d'une radicalisation nouvelle de la classe ouvrière européenne.

4. — Pour ces raisons, cette stabilisation temporaire du capitalisme en Europe sera plus instable, plus apte à produire des effondrements brusques et à créer des chances nouvelles de montée du mouvement ouvrier que pendant les 6 ou 7 dernières années, elles-mêmes non dépourvues de brusques flambées de la lutte de classe. La possibilité d'une longue période de réaction, voyant le triomphe de dictatures fascistes ou semi-fascistes dans de nombreux pays, est exclue. Dans un monde où les rapports de forces continuent à évoluer en faveur des forces anticapitalistes, les occasions de porter des coups sensibles au capitalisme en Europe se présenteront à de nombreuses reprises.

L'existence de questions internationales non résolues (question de la réunification allemande) ; le déclin des dictatures portugaise et espagnole ; le fait que des déficiences structurelles créent des foyers de crises politiques et sociales potentiels (guerre coloniale pour la France ; question du Mezzogiorno en Italie ; misère en Grèce et en Turquie) — tout cela contribue et contribuera à saper cette stabilité relative et créera des possibilités de réactions en chaîne, si le mouvement ouvrier se montre à la hauteur de sa tâche.

5. — Pendant longtemps, le mouvement révolutionnaire international a considéré la révolution européenne, et plus spécialement une victoire de la révolution prolétarienne dans l'un des grands pays industrialisés d'Europe occidentale (Allemagne, France, Grande-Bretagne), voire aux Etats-Unis, comme une condition indispensable pour renverser les rapports de forces mondiaux en faveur de la révolution, et pour assurer l'essor nouveau de forces antibureaucratiques en U.R.S.S., et la possibilité d'une victoire de la révolution politique dans ce pays. Cette thèse, correcte pour la période 1917-1949 (et 1928-1949 en ce qui concerne l'U.R.S.S.), a dû être révisée une première fois avec la victoire de la 3^e révolution chinoise. Celle-ci et l'extension de la révolution coloniale qu'elle a favorisée, ont incontestablement déplacé le centre de gravité du mouvement révolutionnaire en dehors des pays capitalistes avancés. En modifiant en U.R.S.S. même les rapports de forces entre bureaucratie et prolétariat, elles ont également créé les conditions objectives de la défaite de la bureaucratie soviétique dans les Etats ouvriers.

L'essor de la révolution coloniale qui continuera à monter, à des rythmes divers, dans ses différents épicycles (Asie du sud-est, pays arabes, Afrique noire, Amérique latine) pendant les mois et les années à venir n'a pas entraîné immédiatement un essor parallèle du mouvement ouvrier européen. Au contraire, il a plutôt coïncidé avec une stagnation et un recul de ce mouvement. Les causes de ce phénomène résident dans la dialectique interne de la lutte de classes en Europe occidentale. La victoire de la révolution chinoise, la victoire de la révolution dans le Nord-Vietnam, l'extension de la révolution coloniale aux pays arabes, à l'Afrique du Nord et à l'Afrique noire, se sont précisément produites après le point de retournement en Europe occidentale, à partir duquel les rapports de forces commencèrent à évoluer en faveur de la bourgeoisie (1948-1949). Les conséquences objectives de cette situation nouvelle, et les effets négatifs des trahisons des directions ouvrières traditionnelles, ont été plus forts que les impulsions subjectives favorables que le mouvement ouvrier aurait

pu recevoir des succès de la révolution coloniale. Cela était d'autant plus vrai que, pour des raisons déjà précisées dans les thèses du 5^e Congrès Mondial — et rappelées plus loin —, le capitalisme européen a pu amortir longtemps, même en France (jusqu'en 1958), les effets directs de la révolution coloniale sur sa situation économique et sur le niveau de vie des masses.

6. — Mais la dynamique de la révolution mondiale n'est pas seulement une question d'horaires ; c'est aussi, et avant tout, une question de forces sociales. Aujourd'hui, sans doute, le prolétariat d'Europe occidentale ne représente plus le secteur majoritaire du prolétariat mondial ; il n'en constitue plus qu'un quart, les autres tronçons numériquement plus ou moins équivalents étant représentés par le prolétariat de l'Amérique du Nord, celui de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires », et ceux de la Chine, du Japon, de l'Inde, de l'Indonésie et des pays semi-industrialisés d'Amérique latine.

Cependant, il se distingue des trois autres secteurs du prolétariat mondial par le fait qu'il est le plus mûr en âge, le plus longtemps urbanisé ; disposant de la tradition de lutte et de l'expérience syndicale et politique la plus riche, il est sans aucun doute aussi celui qui possède encore aujourd'hui la conscience politique et la tradition démocratique d'auto-administration la plus élevée. Si son entrée sur l'arène de la révolution mondiale n'est plus une condition sine qua non pour la victoire de la révolution coloniale ou pour la victoire de la révolution politique en U.R.S.S., elle reste et restera encore longtemps le facteur décisif pour porter la révolution mondiale à son niveau de conscience le plus élevé, ainsi que pour entraîner le prolétariat américain sur la voie du socialisme.

Cette corrélation de forces ne pourrait être fondamentalement modifiée que par deux facteurs : soit la destruction de l'industrie européenne par la guerre, avec maintien ou essor simultané de l'industrie dans d'autres parties du globe, hypothèse improbable ; soit la victoire de la révolution politique en U.R.S.S. et la conquête par le prolétariat soviétique d'un niveau de vie supérieur à celui des Etats-Unis, ainsi que d'une pratique démocratique de gestion servant de pôle d'attraction au reste du monde. Même dans ce cas, il est beaucoup plus probable que cette force d'attraction se fera sentir d'abord en Europe, et seulement à travers l'Europe, sur les Etats-Unis.

Pour toutes ces raisons, les marxistes révolutionnaires européens, tout en mesurant de façon réaliste les difficultés objectives et subjectives qui entravent une nouvelle montée révolutionnaire en Europe occidentale, doivent être profondément convaincus que les batailles décisives se trouvent devant eux et non derrière eux, que le prolétariat européen a encore un rôle-clé à jouer pour la victoire de la révolution mondiale, et que son propre sort dépend essentiellement, dans les années à venir, de sa capacité à résoudre la crise fondamentale qui a jusqu'à maintenant empêché une grande victoire révolutionnaire en Europe : la crise de la direction révolutionnaire.

II. — L'EVOLUTION ECONOMIQUE EN EUROPE OCCIDENTALE ET SES PERSPECTIVES

7. — Contrairement à la période 1919-1929, période de stagnation relative et de croissance relativement lente et rapidement interrompue des forces productives en Europe occidentale, ce deuxième après-guerre, après la période de crise révolutionnaire et d'instabilité 1943-1948, a été marqué par un essor exceptionnellement important de l'économie en Europe occidentale et par un degré élevé de l'emploi. C'est là le fait objectif fondamental qui distingue la décennie 1948-1958 de la décennie 1923-1933.

Même dans l'année suprême du boom 1929, le revenu national par tête d'habitant n'était supérieur à celui de 1913 que de 2 % en Allemagne, de 5 % en Grande-Bretagne et de 26 % en France (pour retomber à 10 % en 1938 dans ce dernier pays). La part de l'Europe occidentale sur le marché mondial n'avait cessé de diminuer. En 1929, en valeur, ses exportations étaient supérieures à celles de 1913 de quelque 20 % ; en 1938, elles étaient généralement inférieures à celles d'avant la première guerre mondiale. Le volume du commerce étranger dans la période 1925-1929 était inférieur à celui de 1913, ne le dépassant généralement qu'en 1929, pour retomber en 1938 à moins de 70 % de celui d'avant la guerre.

L'évolution au cours des dix dernières années est tout à fait différente. Le revenu national par tête d'habitant a augmenté de 50 % en moyenne pour les pays de l'O.E.C.E. (il a dépassé de 40 % le niveau de 1938). Si cette augmentation est inégalement répartie, il n'y a cependant parmi les pays industrialisés que la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark qui restent fortement en-dessous de cette moyenne, et ces trois pays disposaient déjà en 1948 d'un niveau de revenu supérieur à l'avant-guerre.

La production industrielle pendant cette même période a presque triplé (partant d'un niveau très bas) en Allemagne occidentale, et augmenté de près de 80 % en France et de 90 % en Italie. Dans ces pays, l'accroissement a été ininterrompu pour toute la période 1948-1958, seule la France connaissant une année d'arrêt en 1952. En fait, ces trois pays ont connu une augmentation de 40 à 50 % de leur production de 1953 à 1957, quand la reconstruction était déjà largement terminée, ce qui constitue un taux de croissance presque égal ou égal à celui de l'U.R.S.S. pendant cette période.

Grâce à cet essor, l'Europe occidentale a largement amélioré sa part dans le commerce mondial et dans la production industrielle mondiale du lendemain de la deuxième guerre mondiale, et se rapproche ou dépasse déjà légèrement les niveaux de 1938 à ce sujet.

8. — Ce phénomène historique, imprévu autant par notre mouvement que par l'ensemble des observateurs économiques au lendemain de 1945, a trois causes fondamentales :

a) **L'aide américaine et la solidarité inter-capitaliste.** Contrairement à ce qui s'était passé pendant et au lendemain de la première guerre mondiale et pendant la deuxième guerre mondiale, la solidarité et l'entraide entre puissances impérialistes ont pris le pas sur la concurrence inter-impérialiste. Celle-ci a continué à jouer, mais en tant que force secondaire, contradictoire, dans le cadre de la « guerre froide », de la conscience qu'a acquise la bourgeoisie américaine d'être engagée dans une lutte à mort avec les forces anti-capitalistes, et de la conscience qu'elle a du rôle décisif que jouerait l'Europe occidentale pour faire pencher définitivement la balance du côté des forces anticapitalistes.

Cette solidarité explique l'aide extrêmement importante en dollars (aide Marshall ; commandes off-shore ; aide M.S.A., etc.) accordée par l'impérialisme américain aux capitalistes d'Europe occidentale, aide qui s'élève sans doute à 25 milliards de dollars si l'on tient compte des investissements de capitaux privés américains en Europe. Sans cette aide, qui a continué même lorsque l'industrie exportatrice européenne a commencé à devenir concurrente de l'industrie américaine, le « boom » européen n'aurait pas été possible. Il faut y ajouter l'aide inter-européenne, dans le cadre de l'U.E.P., sans laquelle divers pays comme l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark et surtout la France, auraient connu une crise commerciale extrêmement grave à divers moments.

b) **L'élargissement de la base de l'industrie européenne, et notamment de sa base de matières premières.** Depuis la 2^e guerre mondiale, l'Europe occidentale a largement dépassé sa propre production de matières premières dans une série importante de secteurs, notamment celui du gaz et du pétrole (Italie, France, Pays-Bas, Allemagne), ceux des fibres textiles synthétiques, du caoutchouc synthétique, des matières plastiques, etc. En même temps, l'essor de l'industrie des machines-outils, notamment en Allemagne, en Suède, en Suisse, en France et en Grande-Bretagne, a rendu pratiquement l'Europe indépendante des importations d'outillage industriel américain, sauf dans quelques secteurs. Un important accroissement de la production a résulté de cette modernisation de l'industrie européenne.

c) **L'élargissement du marché intérieur,** notamment par l'essor de l'industrie des biens de consommation durables. La production d'autos des pays continentaux de l'Europe occidentale dépasse actuellement les trois millions par an, soit près de cinq fois plus qu'avant la guerre. La perte des domaines d'investissement colonial a été compensée en grande partie par cet essor d'industries de biens de consommation durables, rendu possible par un accroissement continu des revenus réels de larges couches de la population, qui ont modifié la répartition de leurs budgets.

9. — La création du Marché commun — élargi ou non à une zone de libre échange — devait être, dans l'esprit de milieux bourgeois dirigeants en Allemagne, en France, en Italie (et quant à la zone de libre échange, également en Grande-Bretagne), la pièce maîtresse qui conclut cet essor économique et lui assure un long avenir. Grâce à la libération des échanges, à la concurrence et à la productivité ainsi stimulées, la production et le revenu national devraient continuer à augmenter au rythme de 5 à 6 % par an, atteignant d'ici 12 à 15 ans le niveau actuel de la production et de la productivité américaines. (Interview de Jean Monnet, l'inspirateur du Marché commun, à la revue *United States News and World Report*).

Pourtant, au moment même où le Marché commun commençait à se réaliser, la récession de 1957-1958 a apporté à plusieurs pays européens un avertissement sérieux. Malgré le fait que cette récession a pu être également dépassée sans grande peine et que nous assistons actuellement à une nouvelle reprise, il ne semble pas qu'on puisse retrouver dans la plupart des pays capitalistes européens le même taux d'expansion élevé des années 1950-1957. L'aide américaine va tarir. Les besoins nés de la guerre et des fabrications nouvelles commencent à être de plus en plus saturés dans le cadre du pouvoir d'achat que le capitalisme admet pour les larges masses. Une période de concurrence aggravée est ouverte entre les puissances capitalistes des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Japon et du Marché commun, ainsi qu'au sein de ce dernier, dans un climat de progrès technologiques incessants.

Dans ces conditions, et compte tenu de la structure monopoléuse des prix dans plusieurs domaines, ainsi que du danger permanent de l'inflation nourri par les dépenses militaires très élevées, on ne saurait négliger les conséquences probables de la nouvelle conjoncture : chômage technologique accru et, après une période de nouvelle saturation relative du marché, danger d'une nouvelle récession devant un marché intérieur et extérieur qui ne se dilate pas proportionnellement.

D'autre part, les impératifs de la concurrence avivée entre les pays capitalistes détermineront une résistance plus grande que par le passé aux revendications ouvrières, sinon des attaques directes contre leur niveau de vie, particulièrement dans les pays et les branches où celui-ci était le plus élevé (y compris aux Etats-Unis).

Ce changement de climat social est favorable à une reprise du mouvement ouvrier si celui-ci sait s'organiser adéquatement et repousser de façon énergique l'attaque dont la classe ouvrière est actuellement l'objet.

III. — EVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCES ENTRE LES CLASSES EN EUROPE

10. — On peut distinguer trois phases successives dans l'évolution d'après-guerre des rapports sociaux. Bien que les dates-limites ne coïncident naturellement pas exactement dans tous les pays, ces phases apparaissent néanmoins dans la plupart sinon dans tous les pays :

a) Une phase allant de 1944 (1943 en Italie) jusqu'en 1948-1949, phase pendant laquelle les rapports des forces restent fondamentalement favorables à la classe ouvrière. La bourgeoisie est faible, son économie non encore reconstruite et branlante, son Etat sans assises suffisantes. Les partis ouvriers restent prépondérants du point de vue gouvernemental et parlementaire ; les organismes représentant la classe ouvrière au sein des entreprises (comités d'entreprise ; Betriebsräte ; commissioni interna ; shop stewards, etc.) y font largement la loi et prennent même quelques fois des fonctions qui les font apparaître comme des organes de dualité de pouvoir en puissance. La propriété et l'autorité patronales sont mises en question dans de grandes entreprises et des secteurs entiers de l'économie.

b) La phase allant de 1948-1949 jusqu'en 1957. C'est la phase du boom économique succédant à des défaites partielles de grandes luttes ouvrières (grèves françaises de 1947-48 ; 14 juillet 1948 en Italie). Un reflux se manifeste au sein du mouvement ouvrier. Les actions politiques déclenchées par le P.C. français l'isolent d'une partie de la masse ouvrière. La scission syndicale sape la puissance ouvrière dans divers pays. Les partis bourgeois gagnent la prépondérance et exercent le pouvoir de façon de plus en plus exclusive. La bourgeoisie reprend confiance et puissance. Elle essaye à la fois de corrompre la classe ouvrière et de la dépolitiser. La puissance des organismes représentatifs dans les entreprises diminue.

c) La phase qui a commencé avec la fin du boom, l'ascension de de Gaulle au pouvoir, et qui se prolonge actuellement sous une nouvelle reprise. La bourgeoisie, encouragée par ses victoires politiques, et sous la pression des impératifs de la concurrence avivée entre pays capitalistes, maintient l'offensive contre la classe ouvrière afin de lui ôter certains avantages acquis pendant la période précédente. La classe ouvrière répond à cette offensive en fonction des forces du mouvement ouvrier et des ressources de riposte spontanée des masses.

11. — En général, le mouvement ouvrier entame cette phase nouvelle d'offensive ouvrière avec des forces organisationnelles plus ou moins intactes et des possibilités de riposte réelles. La grande exception est celle de la France, le seul pays où le mouvement ouvrier a subi une défaite pendant la phase précédente. Cependant, il est incontestable que les organisations ouvrières ne possèdent plus aujourd'hui, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, la même puissance organisationnelle, et surtout le même appui enthousiaste de la part des masses dont elles jouissaient au lendemain immédiat de la guerre.

Ce reflux du mouvement ouvrier, est-il dû aux effets objectifs de la prospérité économique, du boom ? Il faut combattre résolument cette thèse défaitiste. Bien sûr, une période de prospérité économique n'est pas favorable à des luttes ouvrières révolutionnaires ; les possibilités de telles luttes, multiples dans les premières années après 1944, se sont progressivement réduites par la suite dans la plupart des pays capitalistes d'Europe.

Mais si une période de prospérité économique n'est pas favorable à un essor révolutionnaire, cela ne signifie nullement qu'elle implique nécessairement un affaiblissement du mouvement ouvrier. Au contraire, traditionnellement c'est en période de prospérité, lorsque le plein emploi améliore les rapports de forces économiques au profit du prolétariat et aux dépens du patronat, que l'organisation syndicale peut faire son plein en membres, et que des luttes économiques offensives pour l'augmentation des salaires et la réduction de la durée du travail sont possibles. Dans une période d'instabilité politique et sociale, ce climat favorable peut d'ailleurs favoriser des luttes grévistes plus larges, pour des revendications transitoires. Ainsi, les grandes grèves avec occupation d'usine en France, en Belgique, et aux Etats-Unis, ne se sont pas produites en pleine crise 1929-1933, mais pendant l'année de meilleure conjoncture 1936-37, entre 1929 et 1939.

12. — Ce n'est donc pas essentiellement le boom — un facteur objectif — qui explique l'affaiblissement relatif du mouvement ouvrier dans divers pays européens et, par ricochet, la baisse de combativité et de conscience politique de la classe ouvrière. C'est au contraire principalement l'affaiblissement et la mauvaise politique des organisations ouvrières — le facteur subjectif — qui expliquent pourquoi, en période de boom, nous avons assisté à une baisse indéniable de combativité et de conscience politique des masses en Europe occidentale.

La trahison des directions traditionnelles, le manque d'audace des organisations syndicales, la ligne sectaire de la plupart des P.C. à l'intérieur du mouvement ouvrier, succédant, à partir de 1949, à la ligne opportuniste des phases précédentes, l'absence de programme de revendications transitoires, le refus de généraliser les luttes, la pratique des « grèves tournantes », la généralisation des procédures de « conciliation » et d'« arbitrage » appliquées par les réformistes — tous ces phénomènes ont considérablement affaibli les partis et les syndicats, au moment où le patronat était à même de faire des concessions économiques importantes à la classe ouvrière.

Or, les organisations ouvrières sont pour la grande masse des travailleurs avant

tout des instruments de lutte. Si ces instruments ne sont plus efficaces ; s'ils ne rapportent plus rien ; si même les droits et les avantages des travailleurs augmentent indépendamment de ces instruments, alors les organisations ouvrières entrent en crise profonde et risquent d'être progressivement réduites aux seules couches d'avant-garde, les plus conscientes politiquement.

Ceci apparaît clairement si l'on compare la façon dont ont été réalisées les principales augmentations de salaires et des avantages sociaux depuis 1948-1949. En Grande-Bretagne et en Belgique, elles sont le produit de revendications syndicales appuyées par des menaces de grève et, quelquefois, par des grèves effectives ; le mouvement syndical y a en gros conservé sa force de 1945 (70 % de syndiqués en Belgique ; 50 % en Grande-Bretagne). En Allemagne occidentale, ces augmentations de salaires sont le résultat de négociations syndicales, dans lesquelles — à quelques rares exceptions près — les menaces de grève n'étaient plus prises au sérieux par personne, le patronat ayant manifesté sa volonté d'accorder des tranches annuelles d'augmentation ; les syndicats ne groupent que 40 % des travailleurs. En France et en Italie, par suite de la scission syndicale, et par suite de la volonté délibérée du patronat d'affaiblir la C.G.T. et la C.G.I.L., les augmentations de salaires, ont été accordées à contre-sens des revendications syndicales et sans négociations préalables avec la C.G.T. et la C.G.I.L. (accords Renault et FIAT). Il s'en est suivi un véritable effondrement des effectifs syndicaux, réduits à 15 ou 20 % de la masse des salariés, et répartis dans trois ou quatre confédérations en France, avec un développement analogue mais les forces restantes étant plus importantes en Italie.

13. — Si l'affaiblissement relatif du mouvement ouvrier européen n'est pas le résultat nécessaire et inévitable du boom, il est encore beaucoup moins le résultat de « transformations sociales profondes » comme l'affirment des théoriciens de diverses tendances réformistes : André Philip en France, Giolitti en Italie, Crosland et Strachey en Grande-Bretagne, etc.

Il n'est pas exact que des « transformations de structure » se soient produites qui aient modifié les caractéristiques fondamentales du système capitaliste à notre époque, le capitalisme des monopoles. Plus que jamais, ce sont les dirigeants des grands monopoles qui dictent la loi à l'économie et à l'Etat. Partout où le secteur étatique s'est élargi dans l'économie (France, Autriche, Italie, Grande-Bretagne), ce n'est pas l'Etat qui s'est subordonné les monopoleurs ; ce sont les monopoleurs qui se subordonnent de plus en plus directement l'Etat.

Cela ne signifie pas que des différences d'intérêts souvent profondes ne puissent opposer tel ou tel secteur de la grande bourgeoisie à tel ou tel autre (industries lourdes de la Ruhr à industries transformatrices et exportatrices en Allemagne ; capital financier à capital monopoleur d'Etat en Italie ; sidérurgie et autres secteurs « modernes » aux textiles et secteurs intéressés à l'Union française en France, etc). Mais ce sont des oppositions d'intérêts à l'intérieur de la classe bourgeoise, et non pas des oppositions entre une nouvelle classe de « managers » et la « vieille bourgeoisie ».

Il n'est pas exact non plus que « la classe ouvrière soit profondément divisée », ou même « en voie de disparaître ». Du point de vue de sa rémunération, la classe ouvrière n'a jamais été complètement homogène. Il est vrai que, pendant le boom, les grandes entreprises se sont efforcées de s'assurer une main-d'œuvre stable en lui procurant des avantages supplémentaires dits « sociaux » volontaires (freiwillige Sozialzuweisungen). Ce fut le cas dans l'industrie pétrolière, la sidérurgie, les grandes usines d'automobiles de la plupart des pays européens. De ce fait, les salaires de ces ouvriers étaient généralement supérieurs à ceux des ouvriers qualifiés (et naturellement des manœuvres) dans d'autres branches, dans des régions périphériques, etc. Mais ces différences ont toujours existé dans le passé.

Au contraire, une comparaison sérieuse démontrera que l'éventail des salaires, disons entre les manœuvres de l'industrie légère et les qualifiés de branches privilégiées a plutôt diminué qu'augmenté depuis 50 ans. Ceci sans parler du prolétariat agricole, des ouvriers de l'industrie à domicile, du personnel domestique et de la masse du sous-prolétariat, beaucoup plus nombreux, plus misérable et beaucoup plus éloigné du standing d'un ouvrier qualifié il y a un demi-siècle que maintenant.

Il est également faux d'affirmer que le déplacement de la main-d'œuvre vers d'autres branches d'activité que l'industrie (déplacement d'ailleurs encore très faible sinon inexistant dans des pays comme la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne occidentale et l'Italie, où le nombre des ouvriers industriels a augmenté par rapport à l'avant-guerre) aurait détruit l'homogénéité de la classe ouvrière. Il y a un demi-siècle, personne ne contestait l'appartenance à la classe ouvrière des dockers ou des cheminots, malgré le fait qu'ils n'étaient pas directement impliqués dans la production. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui avec des ouvriers du « secteur tertiaire », des télécommunications, de la distribution d'électricité, du gaz ou du pétrole, des chauffeurs ou même du personnel technique d'aviation ?

Il est finalement inexact que du seul fait de l'augmentation du niveau de vie la combativité ouvrière « disparaîtrait ». Au contraire, l'augmentation du niveau de vie peut aboutir à une élévation du niveau culturel et politique, et donc à une activité de classe plus grande, à condition que les organisations ouvrières remplissent leurs devoirs, effectuent le travail d'éducation et de formation de conscience nécessaire, et qu'elles orientent leurs luttes vers des objectifs plus généraux que les revendications immédiates satisfaites grâce au boom : les revendications transitoires.

14. — De cette analyse, une conclusion essentielle doit être dégagée : la classe ouvrière d'Europe occidentale conserve amplement sa capacité de réaction pratiquement intacte (à l'exception de la classe ouvrière française) au moment où se précise l'offensive de la bourgeoisie. Le mouvement ouvrier dispose de ce fait de la possibilité d'organiser une riposte énergique contre cette offensive, et de passer même à son tour à l'attaque. Si le succès de cette défense, et de la contre-offensive éventuelle, dépend en dernière analyse de la direction ouvrière, de l'unification et de la généralisation des luttes, de la concentration de toutes les énergies pour la conquête de revendications transitoires décisives et pour la lutte pour le pouvoir, la possibilité d'une politique ouvrière efficace est créée du fait de la volonté de riposte plus ou moins spontanée des masses.

Les marxistes révolutionnaires ont le devoir de faire face à cette étape nouvelle avec la conviction ferme que leur classe « ne se laissera pas faire », qu'elle cherchera par de nombreux moyens et de multiples voies à riposter à l'offensive capitaliste, et que leur rôle politique de coordinateur des luttes, de créateur d'une direction de rechange pour la classe, peut être décisif.

15. — Deux objections doivent être rencontrées dans ce contexte. Il est exact qu'en France aucune réaction spontanée ne s'est produite contre l'arrivée au pouvoir de de Gaulle. Cependant, ce fait constitue une exception et non la règle. Il est dû essentiellement à la guerre d'Algérie, c'est-à-dire à la possibilité pour la bourgeoisie de lancer son offensive sur un terrain où jouaient à fond la désorientation et la démoralisation de certaines couches ouvrières, l'emprise du poison chauvin répandu pendant des années par le P.C.F. et la S.F.I.O. — le terrain de la guerre coloniale. Même en France, les événements consécutifs ont démontré que des réactions spontanées se produisent lorsque l'offensive touche le domaine auquel la classe ouvrière est le plus sensible : le niveau de vie, les conditions de travail, et la stabilité de l'emploi.

La création du Marché commun et l'existence de nouvelles institutions européennes sont-elles un obstacle majeur au déclenchement de la riposte ouvrière ? On ne peut pas l'affirmer à l'étape actuelle et pour les deux à trois années à venir. Certes, dans le cadre du Marché commun, la solidarité patronale raffermie par branche d'industries, la cartellisation de l'industrie et, demain, l'interpénétration internationale des capitaux rendront le patronat beaucoup moins sensible à des actions directes ouvrières conduites sur une échelle régionale ou nationale, et mettront de plus en plus à l'ordre du jour la nécessité de grèves internationales coordonnées. Mais pendant toute la période transitoire qui englobe notamment l'étape de la lutte de classes devant nous, la classe ouvrière de tous les pays d'Europe conserve la possibilité objective de porter des coups très durs à la bourgeoisie dans chaque pays. Les liens plus étroits entre les pays européens joueront dans ce sens plutôt en faveur d'une extension internationale des luttes, à partir d'un exemple ou d'un succès spectaculaire d'un ou de quelques pays.

IV. — EVOLUTION ET PERSPECTIVES POLITIQUES

16. — Au moment de la crise révolutionnaire d'après-guerre, alors que la puissance du mouvement ouvrier était à son zénith et que la bourgeoisie craignait sérieusement un assaut général contre son pouvoir, le décor de la « démocratie bourgeoise » était extrêmement branlant ; son appui essentiel, c'étaient les organisations ouvrières réformistes et stalinienne elles-mêmes, dans la mesure où elles ne violèrent pas cette « légalité » sacrée notamment par l'arbitraire à l'égard des organisations révolutionnaires et des représentants des mouvements de libération des peuples coloniaux. Les formations traditionnelles de la droite et du centre bourgeois étaient en net déclin. La démocratie chrétienne apparut comme l'unique et dernier soutien direct de la bourgeoisie, tout en étant incapable de gouverner seule. Des organisations de droite et d'extrême-droite, partisans d'« Etats forts » de divers genres, se renforcèrent dans de nombreux pays (néo-fascisme allemand et italien ; R.P.F. en France ; influence nazie au sein du F.D.P. allemand, etc.).

La stabilisation temporaire du capitalisme et, plus encore, le boom capitaliste en Europe, modifièrent cette situation. L'affaiblissement progressif des organisations ouvrières s'exprime également sur le plan électoral — bien que souvent de façon déformée et lente. Les P.C. furent les premiers éliminés des gouvernements. On en vint même, petit à petit, à des gouvernements sans participation social-démocrate, bien que celle-ci put réapparaître au pouvoir à la suite de glissements électoraux mineurs (comme en Belgique en 1954 et en Italie pendant quelques mois après les dernières élections). L'extrême-droite était en déclin, sinon en déconfiture complète. Le centre bourgeois triomphait.

17. — Les raisons de cette « renaissance » surprenante du parlementarisme bourgeois traditionnel ne sont pas difficiles à décèler. Des régimes de dictature ne sont pas un idéal pour la bourgeoisie. Outre qu'ils coûtent cher et qu'ils débouchent souvent sur des crises d'effondrement révolutionnaire, ils impliquent un abandon de liberté par la bourgeoisie elle-même (du moins pour une grande partie des capitalistes et tout leur personnel politique). Lorsqu'il s'agit de sauver « l'essentiel », c'est-à-dire la propriété capitaliste et l'Etat qui la protège, la bourgeoisie est prête à faire le sacrifice de ses propres libertés politiques. Mais lorsqu'aucun danger immédiat ne la menace, ce sacrifice lui paraît dangereux et inutile.

Du point de vue de la bourgeoisie, le boom a renforcé deux tendances qui créent une certaine base sociale au parlementarisme et au gouvernement traditionnels ; les classes moyennes ont vu leur niveau de vie relativement amélioré et ont vigoureusement réagi contre « l'austérité », « le planisme », « l'étatisme », avec lequel elles identifiaient plus ou moins les partis ouvriers (ce « dirigisme » tatillon, qui n'a rien de commun avec la planification socialiste, opère d'ailleurs surtout au profit des grands monopoles) ; c'est la clé des victoires électorales conservatrices en Grande-Bretagne et de la C.D.U. en Allemagne pendant le boom. Par ailleurs, celui-ci permit à la bourgeoisie de faire des concessions économiques, souvent considérables, aux masses laborieuses. **En l'absence d'une direction politique énergique, agressive, utilisant ces conditions économiques favorables pour porter des coups de plus en plus forts au patronat, la classe ouvrière avait tendance à être dépolitisée par le climat de « prospérité » et par l'impuissance que ses organisations manifestèrent à son égard.**

Dans ces conditions, la politique « idéale » du point de vue bourgeois fut une politique du type « mendessiste » (avec ses diverses variantes nationales : le butlerisme en Grande-Bretagne ; la tendance Gronchi-Mattei en Italie ; la gauche social-chrétienne en Belgique, etc.). Cette politique maintient les cadres de la démocratie bourgeoise et évite soigneusement tout ce qui pourrait provoquer des réactions politiques de la part des travailleurs. Elle protège le « syndicalisme constructif », le favorise par des négociations et des accords comportant d'importants avantages pour la classe ouvrière, et s'efforce en même temps de dépolitiser celle-ci et de l'intégrer dans un capitalisme « social », « assagi », « populaire ».

Son objectif N° 1 est de briser l'emprise des tendances de gauche (P.C.F. et P.C. italien ; bevanisme en Grande-Bretagne ; gauche syndicale en Allemagne et en Belgique, etc.) sur la majorité ou sur d'importants secteurs minoritaires de la classe ouvrière. C'est une tentative d'**américaniser la vie sociale européenne**, le « haut niveau de vie » minant prétendument la conscience politique et certainement la « tradition marxiste » du mouvement ouvrier européen.

18. — Cependant, malgré un boom exceptionnel en ampleur et durée, cette politique n'a pas pu être appliquée avec cohésion et des chances durables de succès de la part de la bourgeoisie.

a) Elle s'est heurtée avant tout au poids exorbitant des dépenses militaires dans certains pays (Grande-Bretagne et France), qui ont retardé ou étalé une amélioration du niveau de vie que ses avocats auraient voulu plus massive et plus spectaculaire.

b) Elle s'est heurtée à de nombreuses contradictions au sein des classes possédantes qui ont provoqué des décisions réveillant comme des coups de fouet les réactions politiques des masses (réarmement allemand, crise indochinoise en 1954, prolongation du service militaire, crise de Suez, politique économique causant un chômage périodique massif en Belgique, stagnation de la situation en Italie méridionale, etc. etc.). Ces réactions ont souvent causé des glissements politiques qui ramenaient au pouvoir soit les sociaux-démocrates, soit la droite conservatrice imperméable au « capitalisme social ».

c) Le personnel politique bourgeois est profondément divisé sur cette question d'orientation fondamentale, division souvent liée à des intérêts matériels antagonistes (Gronchi contre droite démo-chrétienne en Italie ; gauche contre droite dans la C.D.U. ; Butler contre Macmillan en Grande-Bretagne ; indépendants contre mendessistes en France, etc.).

d) La tradition politique de la classe ouvrière européenne est toujours profonde. Même si, dans ces conditions subjectives défavorables, elle semble être mise en veilleuse, elle peut brusquement réapparaître comme conséquence de la première décision « impopulaire » d'un régime conservateur (c'est ce qui vient de se produire notamment en France).

19. — Même pendant la lune de miel du capitalisme « social », nous avons assisté à une **tendance permanente au renforcement de l'appareil d'Etat**, qui différencie profondément cette « démocratie bourgeoise new look » de la démocratie bourgeoise traditionnelle avant 1914. Cette tendance correspond à une nécessité à la fois économique et politico-militaire profonde. Economiquement, tous les pays capitalistes se caractérisent par une intervention croissante de l'Etat dans l'économie au profit **fondamental des monopoles**, par une extension du secteur public de l'économie, par l'accroissement de l'importance du budget public dans le revenu national, par l'augmentation considérable du nombre des fonctionnaires et de leur rôle dans de nombreuses sphères de la vie sociale. Sur le plan politico-militaire, le boom capitaliste en Europe occidentale coïncide avec une période de « guerre froide » — accentuée de 1949 à 1954, relâchée relativement de 1954 à 1957, de nouveau accentuée à partir de 1957 — de préparation à la guerre mondiale et de **préparation à la guerre civile implicitement contenue dans cette guerre mondiale.**

Toutes les bourgeoisies d'Europe occidentale en sont profondément conscientes ; et le traité ainsi que le quart général de l'O.T.A.N. se font « leur devoir » de le rappeler périodiquement aux divers gouvernements. Des législations d'état d'urgence et de mobilisation civile sont préparées ou instaurées. Des polices spéciales (celere, CRS, Bereitschaftspolizei) sont créées et renforcées. L'administration reçoit des pleins pouvoirs à employer en cas de « troubles civils ». Des législations sur la « consultation

obligatoire » et même « l'arbitrage obligatoire » des conflits sociaux sont préparées ou instaurées. Les grèves qui s'y dérobent sont déclarées « sauvages », et les grévistes menacés de poursuite ou poursuivis. Des attaques frontales contre le droit de grève sont préparées. La puissance de l'armée dans l'Etat — et dans l'économie, dont le secteur des armements devient un secteur important permanent — est sans cesse accrue.

20. — Lorsqu'une crise politique et militaire grave détruit l'équilibre « normal » de la vie politique (guerre d'Algérie en France) ; lorsque la fin du boom et la concurrence accrue dans le cadre du Marché commun obligent la bourgeoisie à reprendre des concessions préalablement accordées à la classe ouvrière, les décors démocratiques bourgeois risquent de s'effondrer rapidement. La tendance vers « l'Etat fort », purement « technique » dans la période antérieure, et à peine visible pour les masses, se fraye rapidement un passage vers la surface. La bourgeoisie expérimente diverses solutions de rechange et cherche soit un « arbitre-sauveur suprême » du type bonapartiste (de Gaulle), soit une mise hors la loi partielle ou totale du mouvement ouvrier, soit une franche dictature militaire. Lorsque cette tendance coïncide avec un brusque appauvrissement de couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie — notamment de la paysannerie, des commerçants et des industries non compétitives soumises au choc du Marché commun — une base objective pour le danger fasciste pourra réapparaître pour la première fois depuis la fin de la guerre.

21. — Si une nouvelle récession plus grave intervient avec ses suites (chômage, reprise relativement limitée et surtout différenciée selon les secteurs) ; lorsqu'une dépression structurelle se maintiendra dans l'agriculture et le commerce de détail, la tentative de s'orienter à brève échéance vers une solution du type « gaulliste » pourrait se manifester dans divers pays d'Europe occidentale. Mais une telle tentative n'apparaît pas dans un vide ; elle apparaît dans un milieu social capable et enclin à réagir, lui aussi, sur les effets de la récession et du Marché commun. **L'hypothèse la plus probable, c'est que cette réaction ouvrière précèdera partout la tentative d'installation d'un Etat fort par la bourgeoisie.** Sous le fouet des mêmes conditions qui poussent les capitalistes à modifier l'idylle démocratique, les ouvriers sont, eux aussi, poussés à réagir et à manifester de nouveau leur hostilité au capitalisme, à la récession, au chômage, à la réaction politique, aussi bien en votant plus à gauche qu'en déclenchant des actions de classe directes contre les licenciements et les tentatives d'abaisser les salaires réels.

Sous le signe de la récession et du chômage, la plupart des élections cette année et l'année prochaine montreront vraisemblablement un renforcement relatif des partis se réclamant de la classe ouvrière (des conditions nationales particulières pouvant amplifier ou réduire l'importance de la fluctuation). Des actions comme celles des ouvriers de « Galileo » à Florence, des mineurs du Borinage en Belgique, des ouvriers de Fives-Lille et d'autres entreprises du Nord de la France, auront tendance à s'étendre.

22. — **Il dépendra de la capacité du mouvement ouvrier de généraliser ces luttes et de leur donner un objectif politique précis** — la constitution de gouvernements ouvriers ou ouvriers et paysans sous la forme politique appropriée à chaque pays — pour que l'offensive bourgeoise soit refoulée ou non, avant de passer à son stade politique décisif. L'énergie spontanée de la réaction ouvrière peut, par elle-même, si elle est suffisamment large, prolonger cette période intermédiaire et augmenter de ce fait les chances d'une riposte décisive.

Ce n'est qu'après un échec éventuel de toutes ces réactions, et la démoralisation qui en découlerait, que la réalisation de « l'Etat fort » serait mise à l'ordre du jour. Cette hypothèse est improbable dans un avenir immédiat. Nos sections et nos militants ont le devoir de combattre les tendances à la démoralisation dans la masse et surtout dans l'avant-garde, en expliquant ce mécanisme réel de l'évolution. En France aussi, la crise algérienne a d'abord provoqué une chance « à gauche » (mouvement des rappelés ; élections de janvier 1956) ; ce n'est que lorsque les partis ouvriers ont criminellement gaspillé cette chance, qu'elle a débouché sur le 13 mai 1958 et le régime gaulliste. En même temps, nos sections doivent avertir les masses qu'un changement de politique des grandes organisations ouvrières est urgent et d'une importance vitale pour que les nouvelles luttes se terminent par des victoires, pour que l'intérêt politique en éveil et la combativité croissante des masses ne soient pas une fois de plus gaspillés. Sinon, risque de se répéter l'affaire française.

V. — LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER

23. — Au lendemain immédiat de la deuxième guerre mondiale, les Partis Communistes ont partout connu une montée sans pareille. Les partis sociaux-démocrates, inexistant ou subsistant la force d'attraction des P.C. ainsi que les contradictions de leur embourgeoisement de longtemps, traversèrent une crise profonde, sauf dans quelques pays comme la Grande-Bretagne, la Suède, etc., où ils groupent l'écrasante majorité de la classe ouvrière.

Pourtant, à partir de 1947, la situation a rapidement évolué vers un clivage de la structure du mouvement ouvrier en deux zones : l'une, celle de la France, de l'Italie et de la Grèce, voit un mouvement ouvrier à prédominance stalinienne solide et durable, avec une social-démocratie en lente décomposition et en importance relativement diverse ; l'autre, comprenant tous les autres pays d'Europe occidentale, voit une social-démocratie largement majoritaire dans la classe, et les P.C. retombant au niveau de petites sectes isolées, souvent plus faibles qu'avant la guerre et même quelquefois qu'au cours des années 1920. La Finlande et l'Islande constituent deux exceptions à cette règle, explicables sans difficulté par des particularités du développement depuis 1945.

24. — Les causes de ce clivage doivent être recherchées essentiellement dans le regroupement des principaux cadres ouvriers des divers pays en question au cours de toute la période historique 1933-1958. Partout où les P.C. ont réussi — notamment grâce aux grèves de 1936 et aux combats de la Résistance — à gagner ces cadres décisifs qui ont l'oreille de la masse ouvrière dans les entreprises au moment des périodes de lutte, ils ont pu conserver leur situation majoritaire dans le mouvement ouvrier, malgré des phases de recul et d'isolement souvent dramatiques (1958, 1949-1953 et, la plus terrible de toutes, 1939-1941). Partout où leur progrès dans les phases dites de « front populaire » et d'essor d'après-guerre ne leur ont pas permis de gagner ces cadres ou la majorité d'entre eux, ils sont, dans la phase du reflux, retombés aussi bas sinon plus bas qu'avant la montée.

25. — L'échec de la « percée » du P.C. dans la plupart des pays d'Europe occidentale ne s'explique pas par le boom ; il lui est antérieur. Ses causes fondamentales sont :

a) L'influence particulièrement néfaste d'une expérience directe avec les aspects réactionnaires de la bureaucratie soviétique, surtout après l'éclatement de la « guerre froide » (c'est vrai notamment pour l'Allemagne et l'Autriche, à partir de 1947). De même, le « rapport Khrouchtchev » et la répression brutale de la révolution hongroise ont causé une crise sans précédent dans les P.C. d'Europe occidentale, encore aggravée par la nouvelle « affaire yougoslave ».

b) Le fait qu'au moment décisif où les masses commencèrent à passer de la social-démocratie aux P.C., ces derniers ont — en gros — copié la politique social-démocrate, ce qui enlevait toute base objective à la possibilité de percée (1944-1947). A cela s'ajoutait le fait qu'au moment où les masses refluèrent vers la social-démocratie, elles ont été une deuxième fois violemment choquées par le sectarisme dans le mouvement ouvrier, qui succéda comme « ligne générale » des P.C. à l'opportunisme de la période précédente.

De ces deux facteurs, c'est le second qui est fondamental et durable. La politique quotidienne des petits P.C. d'Europe occidentale, combinant un réformisme à la petite semaine à une vague eschatologie communiste — « la victoire finale du camp socialiste », remise à un avenir incertain et se réalisant pratiquement en dehors de l'action de la classe ouvrière du pays en question — ne présente aucune perspective et aucune fonction intéressante à la masse ouvrière d'Occident. Dans le meilleur des cas, c'est un petit parti à l'activité réformiste (lié à l'U.R.S.S.) qui demande ses suffrages, à côté du grand parti réformiste. Les masses les lui refusent dans des proportions croissantes. Actuellement, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, en dehors de la France et de l'Italie, l'influence électorale des P.C. est réduite à 2 ou 3 % des suffrages (souvent le pourcentage le plus bas atteint depuis 35-40 ans) et leurs cadres actifs militant dans la classe ouvrière sont réduits à quelques milliers, et dans plusieurs pays même à quelques centaines de personnes.

26. — Du fait que la cause fondamentale de l'échec de la percée des petits P.C. d'Occident réside dans leur fausse politique et non dans le poids que fait peser sur eux le lien qu'ils conservent avec le Kremlin — quelque important que ce facteur ait été à des moments précis du passé — découle une conséquence extrêmement importante : **Même lorsque l'attitude des masses envers l'U.R.S.S. se modifie, lorsqu'elles deviennent plus favorables à l'U.R.S.S., ou qu'elles sont même attirées par de nombreux aspects de la réalité soviétique, elles n'affluent pas vers le P.C.** Ce phénomène a déjà été visible dans la période de « détente 1955-1956 ». Il le sera encore davantage demain, lorsque les progrès industriels et l'amélioration du niveau de vie en U.R.S.S. et dans certaines « démocraties populaires » — en cas de stagnation relative du niveau de vie en Occident — exerceront de nouveau un tel pouvoir d'attraction. Celui-ci accroîtra l'intérêt des masses pour les solutions de planification et de socialisation de l'économie dans leur propre pays. Il favorisera les tendances de gauche, « autochtones », au sein du mouvement de masses. Si celles-ci se développent, le déclin du P.C. pourrait même s'accroître malgré le changement d'attitude envers l'U.R.S.S.

Par contre, en France et en Italie, pour les mêmes raisons de **tradition organisationnelle**, on peut déjà affirmer avec certitude que la prochaine vague de montée ouvrière sera de nouveau dirigée initialement par le P.C., fût-ce par un P.C. plus critique envers sa direction et davantage différencié.

27. — Electoralement, la social-démocratie européenne est toujours très forte, et dans certains pays même plus forte que jamais. Dans certains cas, elle vient d'obtenir, ou elle obtiendra à brève échéance, le pourcentage électoral le plus élevé de toute son

histoire. En Autriche, elle a même réussi à trois reprises à faire élire au suffrage universel et à la majorité absolue le Président de la République. La « barrière des 40 % » est sur le point d'être brisée dans de nombreux pays.

Et pourtant, derrière ce paravent de puissance apparente se cache une profonde décrépitude. Dans de nombreux pays comme l'Autriche, l'Allemagne, la Suède, les partis sociaux-démocrates d'aujourd'hui ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils étaient il y a 30 ans — au moment où leur dégénérescence par rapport au début du siècle était pourtant déjà avancée. La tradition marxiste a partout été emportée avec la masse des cadres, assassinés par le fascisme, brisés par les trahisons successives, étouffés par l'embourgeoisement envahissant. Dans de nombreux pays, ces partis sont réduits à des appareils sans contact avec les masses — sauf en période électorale. Même là où les liens avec la classe ouvrière sont plus profonds, comme en Norvège, en Belgique et en Grande-Bretagne, le nombre des ouvriers qui participe à la vie politique intérieure de ces partis est largement inférieur à celui des meilleures périodes du passé. Le niveau politique est terriblement bas, ce qui est surtout sensible dans des pays comme l'Autriche, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Norvège, où la tradition marxiste était profonde. Les masses suivent encore ces partis ; elles ne semblent guère s'y manifester.

La dégénérescence politique de ces partis a rapidement progressé sur le plan politique et théorique — pour autant que subsiste un intérêt théorique. Jadis, le réformisme se définissait par la croyance à la construction du socialisme par voie de réformes. Aujourd'hui, le réformisme se définit par le refus des réformes qui ouvrent la voie vers le socialisme, par une approbation accordée à une société « mixte », par l'acceptation du **Welfare state** et d'un « large secteur d'économie du marché » dans une société « idéale ». Les programmes autrichien, suisse, allemand et néerlandais, les propositions de « réforme » de la droite du Labour au lendemain des dernières élections, sont des synthèses de cette idéologie petite bourgeoise, qui est plus proche de la mentalité des fonctionnaires de l'Etat bourgeois que de celle de bureaucrates syndicaux.

28. — Cependant, la stabilisation ou le renforcement électoral des P.S., qui les fait apparaître plus que jamais comme les seules expressions politiques de la volonté anticapitaliste des larges masses, est en contradiction totale avec cette dégénérescence progressive des appareils et des organisations réformistes. Cette contradiction a tendance à se manifester brusquement et violemment sur une grande échelle, chaque fois que la volonté de lutte et de renouveau des masses se heurte au conservatisme petit bourgeois de ces chefs. Le produit objectif de cette manifestation est alors l'apparition d'une vaste tendance de gauche qui exprime tant bien que mal les préoccupations des masses, sans remettre en question la nature réformiste du P.S. (bevanisme). La jeunesse et les cadres syndicaux les plus militants sont le milieu de recrutement par excellence de cette gauche. Il est significatif pour la crise de la social-démocratie que dans plusieurs pays (France, Belgique, Italie, Norvège, Allemagne), la jeunesse et les syndicalistes les plus militants se situent à la gauche du P.S. et en opposition pour ainsi dire sans interruption depuis huit à dix ans, sinon depuis 1944.

La contradiction entre les aspirations anticapitalistes des masses et le conservatisme des appareils réformistes peut être plus ou moins contenue aussi longtemps que la situation économique est favorable et que le niveau de vie des masses augmente, fût-ce trop lentement au gré de celles-ci. Lorsque l'offensive bourgeoise contre le niveau de vie de la classe ouvrière se déclenche, la pression des masses ne peut plus se concilier avec un cours fondamentalement droitier et collaborationniste du P.S., celui-ci est obligé d'opérer un virage à gauche. Même le P.S. le plus droitier en Europe, celui des Pays-Bas, a été obligé de se conformer à cette loi. Ce virage à gauche a des effets favorables, à la fois du point de vue objectif, comme encouragement à la combativité des masses, et du point de vue subjectif, en facilitant le travail des marxistes révolutionnaires au sein de la gauche. Il constitue cependant en définitive une tromperie historique si une nouvelle direction ne se dégage pas, aux yeux des masses, qui peut disputer la direction du mouvement à la droite pourrie.

29. — A côté des P.C. et des P.S. sont apparues, ces derniers temps, de nombreuses formations intermédiaires indépendantes : U.G.S. et P.S.A. en France ; groupes « New Reasoner » et « U.L.R. » en Grande-Bretagne ; Parti socialiste pacifiste et Bruggroep aux Pays-Bas ; Parti socialiste populaire au Danemark ; groupe socialiste indépendant de Carinthie en Autriche, etc. Ces groupes sont le résultat de deux phénomènes : d'une part la crise profonde que traversent depuis des années aussi bien les P.S. que les P.C. de ces pays ; d'autre part, l'absence d'une aile gauche suffisamment politisée, militante et puissante au sein du mouvement de masse pour attirer ces éléments critiques d'origine diverse.

En général, ces groupes se caractérisent — à des degrés divers — par le sectarisme envers le mouvement de masse, par l'absence de programme sérieux et de tradition, et de liens internationaux. C'est ce qui en fait essentiellement des formations **transitoires**, plus ou moins centristes, condamnées à des éclatements successifs, et à l'insignifiance électorale et syndicale.

Cependant, des situations nationales particulières peuvent leur créer des chances particulières de succès relatif. Ainsi en France, l'intégration de la S.F.I.O. de Guy Mollet dans le régime gaulliste favorise l'apparition d'un parti social-démocrate traditionnel, place que pourrait occuper l'U.G.S. - P.S.A. Au Danemark et aux Pays-Bas,

le caractère extrêmement droitier du P.S., ensemble avec un déclin rapide du P.C., crée les possibilités d'un regroupement limité d'éléments contristes pouvant même dépasser l'importance électorale du P.C.

Tout en suivant ces expériences avec attention nous devons comprendre le caractère historiquement sans issue de ces expériences et aider leurs militants à éviter une expérience qui finira par démoraliser et briser les meilleurs d'entre eux. Nous ne pouvons le faire qu'en leur ouvrant, avec toute la souplesse et les précautions nécessaires, la perspective de la construction d'une nouvelle direction ouvrière au sein des organisations de masse.

VI. — NOS TACHES POLITIQUES ET ORGANISATIONNELLES

30. — Toute l'évolution de l'Europe occidentale depuis 1943-1944 confirme que la contradiction fondamentale de notre époque reste celle entre la nécessité objective de la reconstruction socialiste du continent européen et le désir de cette reconstruction manifesté par les masses d'une part, et l'impuissance des grandes organisations de masse à direction traditionnelle à réaliser cette transformation, d'autre part. La tâche centrale du mouvement ouvrier européen est celle de la formation d'une nouvelle direction reconnue comme telle par les masses et capable de diriger les luttes ouvrières vers la conquête de l'objectif principal : le renversement du pouvoir de la bourgeoisie ; la socialisation de la grande industrie, des banques, des grands moyens de transport et du commerce de gros ; la planification économique ; la création d'Etats de type nouveau, d'Etats bon marché appuyés sur les organismes d'auto-gestion des masses sous un régime de large démocratie ouvrière ; la création des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Après de multiples expériences, notre mouvement a compris successivement les deux conditions nécessaires pour atteindre ce but :

a) Politiquement, on ne peut y arriver **en prêchant** le programme de la révolution socialiste aux masses sans le lier à leurs préoccupations immédiates. Ce qui s'imposait, c'était l'élaboration d'un **programme de revendications transitoires** qui, partant de ces préoccupations immédiates, fixe pour leur réalisation des objectifs qui amènent les masses à mettre en question objectivement, par l'ampleur de leurs luttes, les cadres de l'Etat et de la propriété capitalistes.

b) Organisationnellement, on ne peut y arriver **en opposant** de petits noyaux révolutionnaires — quel que puisse être leur prestige momentané en des endroits isolés, en temps de grèves sauvages, etc. — à la loyauté traditionnelle que les masses portent à leurs grandes organisations avant de s'avancer sur la voie de la Révolution.

31. — L'évolution des dernières années a complètement confirmé la justesse de cette conception d'ensemble que notre mouvement a acquise sur la voie de la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire. Partout, à travers la succession des flux et des reflux, les masses sont restées fidèles, dans leur grande majorité et surtout dans leurs couches les plus combattives, à leurs organisations traditionnelles (les élections municipales en France viennent encore une fois de confirmer cette règle). Partout où des secteurs larges ont quitté ces organisations, ce n'était pas pour s'engager, à gauche, dans la voie de nouveaux partis révolutionnaires, mais à droite, dans la démoralisation et la passivité (exemple du référendum et des élections parlementaires françaises de novembre 1958). Ceci s'applique naturellement aux **larges masses** ; des secteurs d'avant-garde peuvent se détacher à gauche des organisations traditionnelles — comme il a été précisé plus haut — mais l'expérience prouve chaque fois à nouveau la stérilité de cet effort pour tourner la difficulté.

En outre, les expériences des dernières années ont montré la **nécessité urgente** de la création d'une telle direction de rechange **en tant que facteur objectif** de l'évolution. En effet, les erreurs et les trahisons politiques des organisations de masse pèsent lourdement sur le comportement des travailleurs. Elles engendrent le dégoût et la passivité ; les masses ne sont pas prêtes à suivre de nouveaux partis, mais dans la mesure où elles n'ont plus confiance dans la direction des partis existants, la résultante peut être une démoralisation dangereuse, comme celle qui s'est déclarée en France à partir de 1957.

Ce danger ne peut être surmonté à court terme que par l'apparition d'une **direction de rechange** au sein des organisations de masse, qui rende confiance, ne fût-ce qu'en partie, aux travailleurs, qui leur permette de nouveau de s'appuyer sur leurs organisations et qui devienne de ce fait un facteur important pour stimuler la reprise de combativité.

32. — L'échec politique du réformisme et du stalinisme en Europe occidentale depuis dix ans est au fond causé par leur incapacité à lutter pour un **programme de transition**. Pour les uns, les travailleurs, en période de boom, sont satisfaits et « n'ont plus rien à revendiquer » ; pour les autres, en période de boom, « plus que jamais l'attachement à l'Union soviétique reste le critère fondamental de la conscience révolutionnaire ». Ni les uns ni les autres n'ont voulu déceler et cristalliser le désir instinctif et profond de transformation de la structure de la société, et exprimé — notamment dans de nombreuses organisations syndicales — par les revendications de « propriété publique » (public ownership), de nationalisation ou de socialisation de grands secteurs industriels, voire de contrôle ouvrier sur la production. C'est que ni

les uns ni les autres ne désirent favoriser l'essor de l'activité autonome des masses.

La tâche de notre mouvement consiste dans l'élaboration d'un programme de transition précis pour chaque pays, qui vise notamment à résoudre les problèmes structurels fondamentaux que le capitalisme s'avère incapable de résoudre (problème de l'unification nationale de l'Allemagne ; problème du Mezzo-Giorno en Italie ; problème de l'expansion continue en Grande-Bretagne ; problème du chômage structurel en Belgique ; problème colonial, et problème de la crise structurelle de nombreux secteurs — industrie vétuste, distribution, agriculture, enseignement, logement, santé, etc. en France, etc.). Ces revendications transitoires formulées de façon aussi concrète que possible (sans verbiage abstrait repoussant les masses, sans imposer le texte littéral de notre programme), introduites dans le mouvement des masses par des canaux divers (syndicats, partis de masse, organisations de masse, etc.) deviendront, par la force des choses, le programme de grands secteurs sinon de la majorité des ouvriers conscients. La mobilisation des masses pour les attendre, par la combinaison de luttes parlementaires et extra-parlementaires, mettra à l'ordre du jour la transformation socialiste de la société. Pour ce faire, pour combattre un emploi purement réformiste de ce programme, et pour politiser au maximum le mouvement, ces revendications doivent culminer dans une **formule gouvernementale**, une formule concrétisant dans chaque pays le mot d'ordre de « Gouvernement ouvrier » ou de « Gouvernement ouvrier et paysan ».

3. — L'entrée en vigueur du traité instaurant un Marché commun européen ; la création de multiples institutions européennes et, avant tout, l'extension des ententes, des accords et de l'interpénétration capitalistes dans les six pays de la « petite Europe », placent notre mouvement devant la tâche d'élaborer, sur ce plan également, une série de revendications transitoires vers l'objectif des Etats-Unis socialistes d'Europe. Dans ce but, nous devons souligner d'une part le caractère patronal et réactionnaire des institutions européennes créées (au sein desquelles même la droite social-démocrate n'occupe qu'une position dérisoire) ; nous devons souligner d'autre part le caractère contradictoire d'une « unification » économique qui provoque de graves tensions en son propre sein, et qui accroît fortement la division économique en Europe et dans le monde.

Nous devons prôner la convocation d'une **conférence ouvrière européenne** ouverte à tous les syndicats, à tous les partis se revendiquant de la classe ouvrière. Cette conférence devrait élaborer un **plan de développement économique** pour l'ensemble des pays capitalistes européens (et non seulement pour l'Europe des Six), assurant un taux de croissance rapide, une élévation importante du niveau de vie et une aide généreuse et sur une grande échelle aux pays coloniaux et semi-coloniaux, notamment grâce à une réduction massive des dépenses militaires. Elle devrait préconiser la nationalisation des industries de base sans indemnités ni rachat, leur gestion sous contrôle ouvrier, et l'élection démocratique des instances responsables pour l'élaboration du plan de développement européen. Elle devrait envisager, pour une date ultérieure, la coordination de ce plan avec la planification des Etats ouvriers en Europe.

Les partis ouvriers et les syndicats devraient constituer un cartel de combat dans ce sens, défendre cette position nationale et internationalement (au sein des organismes européens), préparer l'organisation de grèves internationales (notamment dans les industries charbonnière et sidérurgique, pour la réduction du temps de travail et un plan de coordination internationale de ces industries) et s'engager à utiliser toute position nationale acquise (notamment victoire électorale, constitution de gouvernement socialiste, etc.) pour avancer hardiment dans cette voie.

II

LES PERSPECTIVES DE LA SITUATION EN FRANCE

(Extraits)

I. — L'évolution du capitalisme français dans les dernières années s'est faite sous le signe d'une contradiction qui exigeait une solution : d'un côté, l'industrie, l'agriculture et même le réseau de distribution commerciale se modernisaient à grands pas, éraçant insensiblement l'image traditionnelle du capitalisme français retardataire ; d'un autre côté, la France traînait le poids d'un empire colonial vieux style, dont le maintien l'enlisait dans les guerres incessantes handicapant l'évolution économique du pays et vouées de toute manière à la défaite.

II. — Le processus de modernisation de l'économie française faisait partie du processus plus général du capitalisme européen, et de l'intégration économique européenne qui s'incarne actuellement dans le Marché Commun.

L'option pour cette intégration signifiait, de la part du grand capital français,

la décision irrévocable de maintenir, d'accélérer et d'amplifier le cours de modernisation de l'économie au détriment des situations et des forces particulières qui disposaient d'un poids paralysant dans les institutions politiques du pays, à savoir la démocratie parlementaire style III^e et IV^e République.

Outre la force parlementaire du Parti Communiste français, l'éparpillement des forces parlementaires bourgeoises et l'influence des différents groupes de pression, représentant souvent des intérêts économiques rétrogrades, rendaient le pouvoir politique de la bourgeoisie instable et peu propre à réaliser les buts urgents vitaux du grand capital.

Contre l'option de la modernisation accélérée de l'économie, devenue particulièrement urgente par suite de l'accélération de l'intégration européenne et des impératifs du Marché Commun, se dressait objectivement, depuis l'éclatement de la Révolution algérienne, la coalition spécifique qui s'est établie entre l'armée, les colons et l'extrême-droite métropolitaine.

III. — C'est l'armée installée avec le gros de ses forces en dehors de la métropole, dans la guerre contre la Révolution algérienne, qui a démesurément gonflé l'importance de l'extrême-droite dans l'évolution politique de ces dernières années en France, et qui a jusqu'ici effectivement contrecarré la politique coloniale « libérale » à laquelle tend, par une meilleure compréhension des conditions objectives et de ses propres intérêts à long terme, le grand capital.

L'armée, humiliée par ses défaites coloniales précédentes, transplantée dans cet état d'esprit en Algérie, et en communion avec la masse réactionnaire des colons, s'est donné des conditions exceptionnelles pour peser sur l'évolution politique du pays dans un sens ultra-réactionnaire.

IV. — Pendant toute une période, ce rôle de l'armée n'a pas été directement contesté par le grand capital français pour toute une série de raisons : lui-même tendait vers un « Etat fort » ; l'impétuosité de la Révolution algérienne risquait d'amener la perte effective des positions africaines considérées par le grand capital français comme étant de toute façon essentielles, et aussi parce que les moyens politiques lui manquaient pour contrôler, même s'il le voulait, les excès de l'armée. La tendance vers « l'Etat fort » de la grande bourgeoisie française correspondait à la nécessité d'accélérer la modernisation en cours de l'économie et de l'Empire, entravée par les institutions parlementaires de la IV^e République et leur façon de fonctionner.

D'autre part, le « libéralisme » de la politique coloniale du grand capital n'allait pas et ne peut toujours pas aller au-delà de certaines réformes politiques et concessions sans mettre en danger les intérêts économiques fondamentaux de l'impérialisme français en Afrique. Dans le cas plus concret de l'Algérie, le « libéralisme » du grand capital français ne saurait admettre que lui échappe le contrôle effectif sur le Sahara. Au contraire, son « libéralisme » dans la recherche d'une solution politique en Algérie est en réalité déterminé par le souci de sauvegarder ses intérêts au Sahara, grâce à des concessions politiques faites à temps devant la force et la ténacité de la Révolution algérienne.

Dans le cadre des institutions de la IV^e République enfin, il manquait au grand capital français la possibilité pratique de contrôler l'armée placée dans les conditions concrètes de la guerre d'Algérie.

LA SIGNIFICATION DU COUP DU 13 MAI 1958

V. — Le 13 mai a signifié une défaite très grave pour le mouvement ouvrier français. Pendant une période pesait sur celui-ci, outre l'apathie des masses et les effets démoralisants de la défaite sans combat, la puissance unifiée de toutes les forces capitalistes et réactionnaires et la menace contre l'existence légale des organisations ouvrières.

La réussite unique, du point de vue du grand capital, de l'opération du 13 mai 1958 a consisté à avoir pu, ayant paralysé les masses, transmuter une crise super-nationaliste et ultra-réactionnaire en une victoire du pouvoir politique du grand capital, dans sa plus grande et plus pure concentration jamais connue dans la récente histoire du pays. Cette opération a été rendue possible grâce à l'installation du pouvoir bonapartiste de de Gaulle et de son cabinet de grands commis, experts et fonctionnaires, au service du grand capital.

Pour toute une période, après le coup du 13 mai, s'est installée une sorte de double pouvoir politique de la bourgeoisie : celui de Paris avec de Gaulle, représentant manifeste du grand capital français ; celui d'Alger, de la coalition des forces ultra-réactionnaires de l'armée, des colons et des couches bourgeoises et petites-bourgeoises économiquement rétrogrades de la métropole.

Profitant de son pouvoir bonapartiste, de Gaulle a évité, pendant toute une période un conflit direct avec le pouvoir d'Alger. Au contraire, fort de l'appui de ce dernier à son gouvernement « national », il a su mener toute une série de profondes réformes administratives, économiques, financières et sociales, accentuant la mainmise du grand capital industriel et financier sur la vie du pays, et tendant à balayer les obstacles qui se dressaient et se dressent encore sur la voie de la modernisation capitaliste de ce dernier.

C'est grâce à cette alliance de fait entre les deux pouvoirs pendant toute la première phase du régime gaulliste, avant tout contre le Parti Communiste et la démocratie parlementaire du type IV^e République (le « système ») que fut imposée l'opération Pinay, c'est-à-dire un brusque et très considérable abaissement du niveau de vie des masses. L'intégration au Marché Commun imposait à la bourgeoisie la nécessité immédiate d'une telle opération.

Ne pouvant pas supporter à la fois la guerre coloniale, la modernisation de l'économie et le niveau de vie donné des masses, le grand capital a décidé un premier assainissement aux frais des travailleurs (dévaluation Pinay). Pour effectuer cette opération avec un minimum de risques, il fallait affaiblir largement et paralyser les organisations ouvrières et éliminer pendant une période toute forme d'opposition parlementaire (pleins pouvoirs).

En même temps, subtilement, en introduisant l'équivoque, l'ambiguïté, le doute, la confusion dans la politique « intégrationniste » concernant l'Algérie, de Gaulle a insensiblement miné les bases de cette politique, fractionné, isolé et paralysé les forces ultra-droitières.

Dans les conditions concrètes de la France issue du 13 mai, la manière d'agir de de Gaulle, si machiavélique et lâche qu'elle puisse paraître, n'en était pas moins déterminée par le rapport de forces entre les deux centres de pouvoir politique de la bourgeoisie, également par le souci de de Gaulle de ne pas blesser et de ne pas s'aliéner l'armée, et tout cela sur l'arrière-fond d'apathie et de prostration profondes des masses populaires.

La « ruse » de de Gaulle est la voie empruntée par la grande bourgeoisie consciente afin de régler ses comptes à l'intérieur du camp des forces bourgeoises et pro-bourgeoises et d'arriver à ses buts avec le minimum de frais et de temps, sans avoir à provoquer à aucun moment l'intervention des masses.

LE TOURNANT DU 16 SEPTEMBRE 1959

VI. — La nouvelle politique algérienne de de Gaulle annoncée dans le discours du 16 septembre correspond aux vues du grand capital français en cette matière. Elle reflète d'autre part le renforcement du pouvoir politique de celui-ci face au deuxième pouvoir d'Alger. Devant la force et la ténacité de la Révolution algérienne ; devant l'échec et la vanité de la « pacification » militaire ; devant la détérioration que représente la poursuite de la guerre d'Algérie pour tout l'Empire africain réformé et pour les intérêts économiques de l'impérialisme français dans le Maghreb ; devant enfin le grave handicap économique et financier que constitue cette guerre pour les projets de modernisation et d'intégration européenne du capitalisme français, ce dernier s'empresse de mettre actuellement en avant sa solution « libérale » pour l'Algérie.

Cette solution — quelle qu'elle soit — ne saurait sacrifier les intérêts économiques du capitalisme français au Sahara. D'autre part, elle ne saurait, dans les conditions concrètes qui règnent encore en Algérie, ignorer les réactions des colons et d'une bonne partie de l'appareil de l'armée, avec les répercussions éventuelles dans les milieux de la droite en France même. Il faut d'autre part tenir compte de la difficulté plus grande que jamais de trouver dans l'état actuel d'esprit qui caractérise la base de la République algérienne, aguerrie, mûrie dans une expérience sanglante, renforcée dans son moral par les succès militaires et diplomatiques récents de la révolution, une aile baodaïste, bourguibiste, qui se prête à une solution de trahison de la Révolution.

Dans ces conditions, l'arrêt effectif des hostilités impliquerait des concessions à la Révolution algérienne que de Gaulle est encore loin d'avoir formulées et qui apparaissent encore comme inacceptables non seulement pour les colons, mais pour une bonne partie de l'appareil de l'armée.

D'où la perspective de pourparlers difficiles, longs, s'étendant éventuellement même sur quelques années encore, débouchant sur une solution encore incertaine, au milieu de la lutte armée qui dure, et de crises violentes à l'intérieur du camp des forces bourgeoises en France.

VII. — C'est à travers ces crises qu'il sera possible de surmonter au moins en partie, l'apathie actuelle des masses métropolitaines et de les dresser dans une certaine mesure contre les forces les plus réactionnaires, mais sans minimiser dans ce cas le danger d'un nouveau prolongement de la popularité de de Gaulle et de son régime.

L'évolution économique aidant, qui se fait dans le sens d'un dépassement de la récession et d'une nouvelle reprise sur le plan du capitalisme européen et mondial, la popularité du régime gaulliste se renforcerait certainement dans le cas où il s'avèrerait avoir réussi à résoudre la question algérienne.

Par contre, dans le cas où la guerre se prolongerait, faute de concessions suffisantes à la Révolution algérienne par la résistance de de Gaulle lui-même, ou de l'armée à laquelle il cèderait, la réactivation des masses, orientée contre ces résistances et pour la paix immédiate en Algérie, pourrait, au contraire, dans certaines conditions, faire apparaître la solution algérienne comme une victoire des masses elle-même contre de Gaulle.

Dans ce cas, les divisions à l'intérieur du camp bourgeois et les coups que lui porterait la Révolution algérienne pourraient modifier les rapports de forces à nouveau quelque peu en faveur des forces ouvrières, sans que cette modification permette de

surmonter rapidement les efforts de la défaite du 13 mai et d'ouvrir des perspectives révolutionnaires en France même.

Ce serait naturellement la perspective qu'il faut œuvrer à réaliser en redoublant la campagne politique de masse pour l'ouverture de négociations immédiates avec le G.P.R.A. en vue d'une solution rapide garantissant la libre autodétermination des masses algériennes et de leur droit à l'indépendance. Dans cette campagne, tâche politique numéro 1 à l'époque actuelle de l'avant-garde prolétarienne française, notre organisation doit jouer un rôle de pionnier sur le plan de l'animation et la coordination de la campagne.

La période nouvelle dans laquelle le régime bonapartiste de de Gaulle est obligé, pour parvenir à une solution sur la question algérienne, de s'opposer sur cette question même à l'aile réactionnaire qui l'a porté au pouvoir le 13 mai, offre de ce fait de meilleures possibilités objectives pour la lutte des travailleurs tant sur le plan économique que sur les problèmes politiques (à commencer par la question algérienne).

Le danger réside avant tout dans le « gaullisme de gauche » des directions traditionnelles, qu'il soit ouvertement affiché comme celui de Guy Mollet, ou qu'il le devienne de facto, comme c'est le cas pour la direction Thorez depuis que se précisent les perspectives de la Conférence au sommet et que Khrouchtchev a appuyé les propositions du 16 septembre. Ce « gaullisme de gauche » vise simplement à appuyer de Gaulle en vue de parvenir à une solution « libérale » sur l'Algérie, indépendamment de toute lutte contre le régime et, en fait, contre toute lutte visant ce régime.

Si, sur le plan de la lutte contre la guerre d'Algérie, cette attitude traître des directions traditionnelles sera plus difficilement sensible aux grandes masses et aux militants, par contre les conséquences de cette politique de collaboration indirecte avec le pouvoir seront beaucoup plus perceptibles sur le plan des luttes économiques, surtout par les militants syndicaux.

LA PERSPECTIVE A PLUS LONG TERME

VIII. — Quant à la perspective à plus long terme, au lendemain de la solution algérienne que l'impérialisme français sera forcé de trouver, ce dernier atteindra alors un degré de stabilité relative plus grande que par le passé, dans le contexte de la stabilité relative que connaît depuis quelques années le capitalisme européen en général.

La solution algérienne permettra à l'impérialisme français d'atténuer les tensions dans son empire africain, d'accroître l'élasticité de la réforme en cours de ce dernier, de lui ouvrir les perspectives d'une exploitation avec les pays du Maghreb des richesses du Sahara, de lui faire récupérer les forces économiques et financières gaspillées par la guerre d'Algérie, de lui faciliter le processus de modernisation de son économie intégrée dans celle du Marché Commun.

Dans le cas cependant où la révolution algérienne ne s'arrêtera pas pour longtemps dans une phase quasi bourguibiste, mais se poursuivra avec élan en tant que révolution permanente s'étendant sur tout le Maghreb, ceci affaiblirait dès le début et très considérablement les positions coloniales africaines de l'impérialisme français. C'est d'ailleurs entre autre la crainte de cette éventualité qui pousse de Gaulle à chercher à temps une solution de compromis.

De toute manière, dans le cas où le compromis sur l'Algérie ne signifie pas une capitulation de fait de la révolution algérienne — cette dernière éventualité paraissant extrêmement improbable — l'importante victoire pour cette révolution que représentera en tout cas ce compromis stimulera la révolution dans toute l'Afrique Noire.

Les problèmes du capitalisme français au lendemain de la solution du problème algérien, sans qu'ils soient parfaitement identiques à ceux des autres pays capitalistes européens avancés, auront tendance à devenir similaires. L'image traditionnelle d'un capitalisme français de beaucoup retardataire en comparaison avec celui des pays comme l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, l'Italie du Nord ne sera plus valable. La France à son tour, surtout maintenant à travers le régime gaulliste, est en train d'atteindre le niveau du capitalisme européen avancé, avec même quelques pointes, quelques branches et quelques secteurs parmi les plus modernisés.

Par suite de la politique ultra-opportuniste et de collaboration de classes des directions réformiste et stalinienne, les crises révolutionnaires que le capitalisme français a connues immédiatement après la guerre et lors des guerres coloniales au Vietnam et ensuite en Algérie, n'ont pas pu être exploitées à fond par le prolétariat afin de promouvoir sa solution sous la forme d'un gouvernement ouvrier, de coalition des partis ouvriers, appliquant un programme radical de transition.

Le capitalisme français modernisé s'achemine actuellement, à travers le régime gaulliste et la solution recherchée en Algérie, vers une plus grande stabilité que dans les années écoulées depuis la guerre, qui connaîtra dans les années à venir les mêmes péripéties que tout le capitalisme européen.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

NORVÈGE

Jeannette OLSEN

De Norvège nous parvient la triste nouvelle que la camarade Jeannette OLSEN est morte à Oslo, à 86 ans, après toute une vie de militantisme dans le mouvement ouvrier socialiste. Dès 1900, à l'âge de 27 ans, elle prit activement part à la vie du mouvement révolutionnaire norvégien et international. Même lorsque, dans ses dernières années, elle ne pouvait plus participer au travail, elle fut pour le mouvement trotskyste le porte-drapeau des vieilles traditions du marxisme révolutionnaire auquel elle resta toujours fidèle.

Jeannette OLSEN appartenait aux pionniers du mouvement ouvrier norvégien. Avant la première guerre mondiale, elle était secrétaire du syndicat des pêcheurs norvégiens et membre du Conseil municipal. De 1918 à 1923 elle fut membre de la direction du N.A.P. (Parti ouvrier norvégien) qui, à cette époque, appartenait à la III^e Internationale. Elle participa, comme déléguée de ce parti, aux 2^e et 3^e Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste. A ce propos elle eut de longs entretiens avec Lénine et Trotsky au sujet de l'attitude du N.A.P. envers l'Internationale Communiste. Après la séparation du N.A.P. d'avec l'I.C. elle fut un des fondateurs du P.C. norvégien, et devint membre du C.C. et du Bureau Politique. En 1928, avec Scheffo, elle rompit avec le P.C. (voir « Les crimes de Staline », par Trotsky). En 1936, elle défendit dans une brochure diffusée massivement les victimes des procès de Moscou, sur la base de sa propre connaissance des personnes. A l'époque du torrent des calomnies stalinienne, elle s'affilia au mouvement trotskyste. Elle fut le représentant populaire du groupe trotskyste en Norvège et le rédacteur de l'organe « Octobre », édité en commun par les trotskystes danois et norvégiens.

Les plus grands événements de la vie de Jeannette OLSEN furent la Révolution russe et ses rencontres avec ses têtes les plus éminentes, Lénine et Trotsky.

Jusqu'à la fin de sa vie, elle maintint le contact avec les camarades trotskystes de Scandinavie et elle leur transmit toujours ses grandes expériences et souvenirs historiques. Sa chambre était ornée par un grand tableau du 3^e Congrès de l'I.C. avec Lénine à la tribune, et Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Kamenev et d'autres victimes de la terreur stalinienne au Presidium.

Avec Jeannette OLSEN disparaît une personnalité remarquable de la classe ouvrière internationale, qui reliait les grandes traditions historiques de la II^e et de la III^e Internationales à la lutte actuelle de la IV^e Internationale.

KALLE GULDBRANDSEN.

Le 22^e Plenum du Comité Exécutif de la IV^e Internationale

Le 22^e Plenum du Comité Exécutif International s'est réuni à la fin de novembre 1959.

A son ordre du jour figuraient les points suivants :

- 1) Rapport et discussion sur les « Perspectives européennes et nos tâches ».
- 2) Convocation du 6^e Congrès Mondial.
- 3) Rapport sur le voyage du camarade Maitan en Extrême-Orient.
- 4) Rapport du camarade Posadas sur l'Amérique Latine.

- 5) Rapport et discussion sur les perspectives de l'évolution en France et nos tâches.
- 6) Question diverses.

Outre les membres du C.E.I. ont assisté de nombreux cadres dirigeants et membres de nos organisations européennes. Les sections extra-européennes de l'Internationale furent représentées par le camarade Posadas, le camarade Tampoe du B.P. de la section ceylanaise, et un repré-

sentant d'un groupe arabe affilié à la IV^e Internationale.

Les travaux du 22^e Plénum du C.E.I. furent mis sous la présidence d'honneur des camarades de l'Internationale qui aident actuellement la révolution coloniale, ainsi que du camarade Patrice, membre du S.I., tombé gravement malade.

Le Plénum a voté à l'unanimité l'envoi du salut fraternel de l'Internationale à ces camarades, ainsi qu'à la direction et aux membres de la section ceylanaise, en-

gagée dans une lutte décisive pour le pouvoir. Le Plénum a également envoyé le salut fraternel de l'Internationale à la camarade Miranda, déléguée du Bureau Latino-Américain et de l'Internationale à Cuba.

Les travaux et les résolutions du 22^e Plénum du C.E.I. ont parfaitement illustré l'expansion actuelle de l'Internationale, et revêtent une très grande importance pour l'évolution ultérieure de sa politique et son développement.

CEYLAN

Le L.S.S.P. met en garde contre un coup de droite et fait appel pour un gouvernement du L.S.S.P.

Se réunissant le 8 novembre, le C.C. du L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV^e Internationale) réaffirma sa résolution du 16 octobre sur la situation actuelle à Ceylan et adopta un additif soulignant les tâches présentes du parti. Le C.C. lança les mots d'ordre : « A bas le gouvernement usurpateur Dahanayake ! A bas les conspirateurs et leurs alliés réactionnaires ! Victoire pour un gouvernement L.S.S.P. ! ».

L'assassinat de l'ex-Premier Salomon Bandaranayake, leader du Sri Lanka Freedom Party, de petits capitalistes et de petits bourgeois ruraux, avait concentré la colère déjà largement étendue parmi toutes les masses ceylanaises contre le gouvernement et la personne de Dahanayake, communaliste réactionnaire cinghalais et renégat du trotskysme, qui succéda au pouvoir après l'assassinat de Bandaranayake. L'assassin, un moine bouddhiste, était politiquement lié avec des éléments communalistes et ultradroitiers des deux principaux partis bourgeois (l'U.N.P. et le S.L.F.P.). Les masses horrifiées par le meurtre, conclurent justement que la composition et les liens politiques du gouvernement Dahanayake le préviendraient de mener une investigation honnête sur les forces se trouvant derrière le complot.

Le gouvernement, de caractère artificiel et tout à fait instable, repose sur l'appui d'éléments ultra-réactionnaires et communalistes des prêtres bouddhistes d'une part, et de la partie la plus droitrière de la petite bourgeoisie urbaine et rurale d'autre part. Les premiers, enragés par la façon dont Bandaranayake retardait l'application de la législation communaliste, résolurent de l'éliminer. Les derniers, fatigués de son flirt avec des conceptions « socialistes » de type Nehru et de son incapacité à agir fermement envers son aile « marxiste » (groupe Philip Gunawardene) sont maintenant prêts, une fois de plus, à faire une alliance avec le grand capital (pas nécessairement sous forme d'une coalition avec des secteurs de l'U.N.P., bien que ceci ne soit pas exclu)

contre l'avance redoutée des masses, cherchant à poursuivre l'offensive antidroite que représentait la victoire de la coalition du M.E.P. aux élections de mai 1956.

Pendant toute la période du gouvernement Bandaranayake, Dahanayake et son groupe furent associés à l'extrême-droite du M.E.P., et constituaient le canal principal par lequel les groupes de pression capitalistes et communalistes cinghalais influencèrent la politique de la coalition. Malgré cela, ils ne sont pas considérés, par l'impérialisme et la grande bourgeoisie cinghalaise, comme des agents sûrs, pour trois raisons principales : ils sont trop évidemment les bénéficiaires directs du crime politique et, comme tels, restent la cible évidente de l'hostilité et de la colère des masses dressées contre les assassins ; ils sont trop étroitement liés à l'aile bouddhiste excitée, la Maha Sangha, ouvertement embrassée par le nouveau chef de gouvernement comme un allié au moment où la popularité de cette secte était au plus bas depuis des siècles ; enfin, ils manquent de base pour un quelconque appel démagogique de masse, base fournie en premier lieu par le groupe Philip (avant d'être éliminé du gouvernement en mai 1959) et même, à un degré moindre, par la personne même de Bandaranayake.

Les forces du grand capital cherchent par conséquent désespérément une alternative politique au régime de crise, extrêmement instable, de Dahanayake, dont les dissensions internes et l'impopularité sont telles qu'il peut tomber à tout moment. Ces forces, en face de la perspective alarmante d'élections générales proches avec une forte possibilité d'une victoire du L.S.S.P., ont étudié et, pour l'instant, rejeté la perspective d'un gouvernement U.N.P. de droite (Sir John Kotelawala) ou celle d'une coalition de l'aile Dahanayake du S.L.F.P. et de la « gauche » de l'U.N.P. (Dudley Senanayake). Pour elles, le pas le plus probable est de tenter un coup de manière « froide » (c'est-à-dire « légal » et parlementaire) du

type de Gaulle, avec Sir Oliver Goonetilleke, gouverneur général et commandant en chef des forces armées, comme « dictateur constitutionnel ». Goonetilleke, comme Kotelawala et Senanayake, et aussi Bandaranayake lui-même, était un haut fonctionnaire, agent sûr des Anglais avant que l'« indépendance » politique fut conférée à Ceylan en 1946. Il était en cela typique de la bourgeoisie ceylanaise qui, à la différence de la bourgeoisie indienne, ne mena à aucun moment de son histoire même une lutte partielle contre l'impérialisme. Il n'y a pas de doute qu'il garde la confiance et un appui puissant dans la coulisse de la part des ambassades américaine et anglaise.

Le L.S.S.P. met en garde contre ce danger. Solidement placé à la tête de la classe ouvrière industrielle, ayant un fort appui parmi d'autres secteurs importants (travailleurs indiens des plantations, une grande partie des employés et de l'intelligentsia urbaine, et surtout de nombreux éléments de la minorité tamile attirée par la ligne antichauvine hardie du Parti pendant les émeutes communalistes de 1956 et de 1958-1959), le Parti cherche à canaliser et à étendre la colère engendrée par l'assassinat à toute la politique du gouvernement réactionnaire Dahanayake. Pour la première fois, en effet, le Parti a de sérieuses chances de s'ouvrir une voie vers les paysans moyens et les pauvres des campagnes, jusqu'alors les proies des communalistes des deux communautés, et notamment du groupe Philip Gunawardene (comme Ministre de l'Agriculture dans le gouvernement du M.E.P. d'avant

mai 1959, Philip avait présenté la loi pupulaire sur les terres à riz).

Avec plus de soutien et des forces plus vastes qu'à aucun moment pendant les 25 dernières années, le L.S.S.P., parti du prolétariat de Ceylan, qui, depuis le jour de sa fondation, avait tenu vaillamment et sans défaillance la bannière de la lutte de classe et de la solidarité prolétarienne internationale, du marxisme, se prépare à cueillir la moisson de ses années de travail patient et effectif dans les masses. Au seuil d'événements tumultueux, le Parti prépare ses cadres pour trois éventualités : a) un coup de droite par les forces réactionnaires, craignant une victoire du L.S.S.P. aux élections générales — le Parti met sans cesse les masses en garde contre ce danger ; b) une victoire électorale aux élections générales imposant au Parti la responsabilité de mobiliser les masses dans une action extra-parlementaire pour soutenir et défendre le gouvernement des travailleurs contre une résistance frénétique de tous les éléments réactionnaires ; c) la possibilité d'un soulèvement armé des ouvriers et des paysans pour empêcher l'instauration d'une dictature de droite de type militaire-policier comme en Birmanie et au Pakistan, à laquelle l'impérialisme et la bourgeoisie peuvent avoir recours dans un suprême effort désespéré.

Dans le contexte de la lutte pour une victoire électorale en mars du L.S.S.P., peut-être avec des accords partiels avec d'autres groupes oppositionnels (le P.C. et le groupe Philip qui s'appelle maintenant M.E.P.), la tâche des trotskystes dans tous les pays est de faire largement connaître la situation à Ceylan, afin de mobiliser un large soutien pour le L.S.S.P.

INDONÉSIE

Le Parti Acoma adhère à la IV^e Internationale

Le Parti Acoma a demandé son adhésion à la IV^e Internationale ; le 22^e Plénum du Comité exécutif international de celle-ci a accueilli avec enthousiasme cette demande, que le prochain Congrès mondial enregistrera formellement en le reconnaissant comme Section indonésienne de la IV^e Internationale.

Le Parti Acoma a été constitué par une aile des Jeunesses Communistes, qui refusèrent, en 1945, d'accepter les accords de

Linggardjati entre la bourgeoisie indonésienne et l'impérialisme hollandais, accords que la direction du P.C. indonésien reconnut.

La Jeunesse poursuivit la lutte au moyen de guerillas, et celles-ci formèrent ultérieurement le Parti Acoma. Ce Parti a un représentant élu au Parlement indonésien, le camarade Ibnu Parna, qui est sorti de prison où il vient de passer onze mois. Ce Parti a aussi des élus à des assemblées provinciales.

U. R. S. S.

Vers les " agrovilles "

Du 22 au 25 décembre 1959, le CC du PC soviétique a étudié une fois encore la situation de l'agriculture.

La récolte de blé sur tout le territoire soviétique a été plus mauvaise qu'en 1958, en partie parce qu'il y a eu de la séche-

resse, en partie parce que la récolte fut « mal organisée ». Au Kazakstan, où une grande partie de la production agricole provient des « terres vierges » défrichées, la quantité totale de blé récoltée serait moindre d'environ 5 millions de tonnes,

et les fournitures à l'Etat seraient tombées de 26 %.

La production de viande et de produits laitiers aurait apparemment augmenté considérablement. La production de beurre par tête aurait pour la première fois dépassé le niveau américain. Le plan septennal de production de viande de 16 millions de tonnes serait atteint, avant plan, en 1963. Le CC a appelé les ouvriers à produire 4 à 5 millions de tonnes de viande au-dessus de ce chiffre afin de rattraper la production par tête aux Etats-Unis.

Mais l'aspect le plus important de ce CC se trouve dans les nouvelles dispositions adoptées sur proposition du ministre de l'Agriculture Matskevitch concernant la réorganisation structurelle de l'agriculture. Ces propositions étendraient un système de salaires et de primes aux fermes collectives, comme dans les sovkhoz, tout en accélérant leur amalgamation et leurs achats de machines.

Cela serait envisagé comme un pas important pour assimiler les conditions dans les fermes à celles de l'industrie, faisant de chaque ferme une usine, avec des salaires pour les travailleurs, et les bénéficiaires étant réinvestis dans l'affaire.

Parmi les 55.000 kolkhoz existant actuellement, il existe déjà des entreprises pilotes où les conditions de rémunération ne diffèrent guère de celles des sovkhoz, et dont le village est reconstruit sur le modèle d'une « agroville ».

Les dirigeants soviétiques espèrent que la réalisation d'une telle transformation pourra élever le taux de croissance de la productivité du travail dans l'agriculture (actuellement moitié de celui de l'industrie) et libérer en même temps la main-d'œuvre nécessaire pour l'expansion future de l'industrie. Nous commenterons bientôt de manière plus approfondie ces mesures qui accentuent la transformation en cours dans l'agriculture soviétique, jusqu'à présent talon d'Achille de l'économie soviétique.

ETATS-UNIS

La grève de l'acier, épreuve de force majeure

La grève des aciéries fut suspendue, au bout de 116 jours en vertu des dispositions d'injonction de la loi Taft-Hartley. Ce fut la plus importante lutte de classe aux Etats-Unis depuis la formation du C.I.O. et les grèves des années 1930.

Elle était clairement devenue une épreuve de force majeure entre les syndicats en général, et la classe capitaliste soutenue par le Congrès et l'administration. Les ouvriers des aciéries qui entrèrent dans la lutte dans un état de confusion, sans direction et préparation adéquates, consolidèrent rapidement leurs rangs quand ils comprirent que les magnats de l'acier étaient résolus à porter un coup décisif à leur organisation et à éliminer les usages de travail qui avaient été négociés et acquis après bien des années.

Ils consolidèrent leur syndicat de telle façon que, par la suite, après avoir été obligés de reprendre le travail, ils se trouvaient plus prêts qu'au début de la grève à reprendre le mouvement le 26 janvier à l'expiration de l'injonction. On sait que le syndicat a obtenu une première victoire partielle lorsque la firme Edgar Kayser rompit le front uni de l'industrie de l'acier et tacitement démentit ainsi les prétentions persistantes des aciéries que les revendications des syndicats étaient trop coûteuses.

Le rapport du secrétaire au Travail, Mitchell, du 15 août, montra clairement : a) que le salaire de base moyen brut dans l'acier tomba annuellement de 5.350 dollars pendant l'année prospère 1957 à 4.840 en 1958 ; b) que plus de 40 % des ouvriers de l'acier gagnèrent moins de 4.800 dollars en 1958, soit moins que

le revenu minimum établi par le Bureau of Labor Statistics pour une famille de quatre personnes vivant en ville.

Cela contrastait fortement avec les profits capitalistes. Selon le même rapport et d'autres sources, en opérant à 87 % de leur capacité dans les six premiers mois de 1959, les aciéries avaient fait une marge de profits si grande que « une augmentation de 15 % dans le coût du travail réel, combinée à une réduction de prix d'environ 7 dollars par tonne, aurait encore laissé des bénéfices nets après règlement des impôts, au niveau des bénéfices de 1957, constituant un record jamais atteint. »

Le point le plus controversé dans les négociations qui eurent lieu entre les représentants des syndicats, les patrons et le directeur du service fédéral de médiation, J.F. Finnegan, est que la direction doit justifier tout changement dans les règles de travail local et que le syndicat a le droit de protester contre tout changement qu'il considère injustifié. Les patrons exigèrent que le syndicat accepte tous les changements « dans l'intérêt de l'efficacité », le juge décisif en la matière étant la direction elle-même.

Après la reprise du travail pour une durée de 90 jours, les patrons firent une offre finale comportant 30 cents de l'heure, mais rien au sujet des conditions de travail. Les ouvriers devaient décider au vote secret, entre le 11 et le 18 janvier, s'ils allaient accepter ou non cette offre patronale. Toutes les prévisions étaient d'un rejet de cette offre à une « majorité écrasante » (plus de 90 %, déclarait le syndicat). Il était question d'une reprise de la grève ; la direction syndicale en-

visageait de remplacer la grève totale de l'industrie par une grève contre un, deux ou trois des plus grands producteurs.

L'inquiétude était grande dans le monde bourgeois. Certains demandaient « de fortes mesures, telles qu'une loi d'arbitrage obligatoire » (New-York Times, 27 décembre 1959).

Mais l'année qui commence est une année d'élection présidentielle. Le slogan des républicains « Paix et prospérité » eut été passablement endommagé si la nouvelle année avait comporté une grève de si grande ampleur qui eut été, en dépit du caractère timoré des dirigeants syndicaux, le combat de toutes les forces ouvrières contre la coalition du patronat, de l'Administration et du Congrès. Aussi l'Administration Eisenhower, notamment Nixon, son poulain à l'élection présidentielle, a-t-elle exercé une forte pression pour obtenir du patronat assez de concessions en vue d'éviter la grève. Le 4 janvier, représentants patronaux et ouvriers ont abouti à un accord compor-

tant une augmentation de salaires de 39 cents et, ce qui était encore plus important, le renvoi des questions de conditions locales de travail à une commission commune de recommandation, étant entendu qu'aucun changement ne pourrait être effectué sans accord mutuel.

Ainsi la grève de l'acier se termine de façon satisfaisante pour les ouvriers. Elle a montré l'énorme capacité de lutte des travailleurs américains sur le terrain revendicatif et syndical. Les dirigeants politiques du capitalisme ont veillé à ce que la classe ouvrière américaine ne soit pas tentée de se porter vers l'action politique indépendante de classe. Mais le capitalisme américain est à l'échelle mondiale sur la voie du déclin, et une conséquence inexorable en sera, par delà les considérations électorales des partis bourgeois, un renforcement et un durcissement de la lutte de classe, qui porteront les travailleurs américains à la lutte politique. Et les 116 jours de grève des aciéries en 1959 sont un signe des temps à venir.

AMERIQUE LATINE

Premier Congrès des femmes

Dans la dernière semaine de novembre 1959 eut lieu à Santiago (Chili) le premier Congrès des femmes d'Amérique latine. Les stalinien tentèrent de lui donner un caractère « large », en s'efforçant d'y assurer la participation de tendances bourgeoises. Mais cette tentative échoua, parce que la bourgeoisie n'était pas intéressée à participer à un Congrès où les ouvrières dominaient. Les représentants chiliens des chrétiens démocrates et radicaux se retirèrent de la Commission préparatoire sous le prétexte de « manque de démocratie ».

Les stalinien cherchèrent à changer le Congrès en une plate-forme pour un écho latino-américain de la politique de « co-existence pacifique », mais, là aussi, ils échouèrent.

Au contraire, le plus grand succès fut accordé à l'intervention combattive d'une large délégation cubaine, formée surtout de déléguées du Mouvement du 26 juillet. Elles participèrent à la Commission prin-

cipale qui approuva un rapport d'une camarade socialiste qui défendit les positions de la IV^e Internationale.

De nombreuses trotskystes chiliennes participèrent au Congrès, malgré la résistance des stalinien. Elles fraternisèrent avec les autres déléguées, distribuant la *Revista marxista latino-americana*. Le P.O.R. lança un message aux déléguées, soulignant que les problèmes des ouvrières d'Amérique ne pouvaient être dissociés du reste de la lutte de classe.

Le Congrès adopta une série de déclarations sur la réforme agraire, la jeunesse, les crèches. La plus forte discussion eut lieu sur le problème de la paix. Les stalinien proposèrent une résolution selon laquelle « ce Congrès veut la paix ». Les trotskystes, les socialistes et le Mouvement du 26 juillet approuvèrent une autre déclaration : « La paix est conditionnée par la libération des peuples ».

Le prochain Congrès des femmes aura lieu à La Havane.

Premier Congrès de la jeunesse

En novembre 1959 se tint une conférence de jeunes de plusieurs pays, où il fut décidé de préparer, pour juillet 1960, la tenue d'un premier Congrès de la jeunesse latino-américaine à la Havane. A cette fin, des Comités ont été constitués dans plusieurs pays.

Au Chili se tint un Comité comprenant des représentants de la Jeunesse socialiste, de la Jeunesse communiste, de la Jeunesse du P.O.R. (IV^e Internationale) et des syndicats. A la dernière minute, la

Jeunesse communiste, qui acceptait des radicaux bourgeois et des organisations catholiques, rejeta les mandats de la Jeunesse du P.O.R. Ces délégués firent appel à la première session plénière où, avec l'appui des socialistes chiliens et argentins, de l'Union Civica Radical Intransigente, le P.O.R. d'Argentine, le Mouvement du 26 juillet (Cuba) et d'autres délégués, les représentants de la Jeunesse du P.O.R. furent admis au Congrès à pleins droits. Clotario Blest, président de

la Central Unica de Trabajadores (Chili) avait fortement critiqué les manœuvres des jeunes staliniens chiliens.

Ceux-ci devaient subir une autre défaite. La Jeunesse libérale et le « Congrès pour la liberté de la culture », ultra-réactionnaire, furent exclus du Congrès, de sorte que celui-ci eut une composition prolétarienne.

Après de longues et âpres discussions avec les staliniens qui voulaient un « large Congrès » par la participation de la jeunesse bourgeoise, le Congrès accepta la

proposition de la Jeunesse du P.O.R. d'inviter les Jeunes ouvrières politiques et syndicales ainsi que les jeunes étudiants, à une écrasante majorité. On approuva la proposition des jeunes trotskystes pour que le Congrès ait un caractère de classe et anti-impérialiste clair.

Cette position de la jeunesse trotskyste du Chili et d'Argentine sera renforcée, en juillet, par des délégués jeunes d'Uruguay, de Bolivie, du Pérou et d'autres pays latino-américains.

BOLIVIE

Pour l'alliance des ouvriers et des paysans

Le développement à la campagne constitue un des aspects fondamentaux de la Révolution bolivienne en 1959. Jusqu'alors, un élément de base du contrôle gouvernemental sur la campagne a été un conflit entre paysans et ouvriers. Cette situation tend à finir rapidement, engendrant un des facteurs les plus sérieux de l'instabilité et de la démoralisation du régime Siles, et ouvrant une perspective nouvelle, plus profonde, pour le développement de la révolution en Bolivie.

La lutte a reçu son impulsion initiale de l'entrée dans le gouvernement, au début de 1959, de Vicente Alvarez Plata, bureaucrate syndical « paysan », comme Ministre des Affaires agraires. Ceci provoqua un fossé entre la direction paysanne installée par le M.N.R. et la base rurale.

Le gouvernement porta ensuite au Ministère Jose Rojas, principal dirigeant de la Centrale de Ucurena et de la Fédération Nationale des Paysans, et lui-même ancien paysan. Avec l'aide de Rojas, Siles espérait contenir la lutte à la campagne. Mais, en fait, la nomination de Rojas agit comme un stimulant. Son départ d'Ucurena permit à ses opposants d'y prendre le contrôle du mouvement. Ainsi, le passage de Rojas à l'administration signifia non la fin de la lutte, mais au contraire, le début d'une nouvelle vague de troubles. Ceci provoqua à son tour de nouvelles dissensions dans la direction paysanne entre ceux qui voulaient étendre la lutte et ceux dont l'intérêt était de trouver un compromis avec le gouvernement. Alarmé par cette situation, Rojas quitta le gouvernement et se plongea dans la lutte des fractions. Mais son intervention se produisit trop tard pour être de quelque utilité à Siles ; car il était déjà discrédité auprès de tout le monde, à l'exception de sa propre clique personnelle et de quelques-uns des éléments les plus arriérés.

Après que Plata ait été discrédité et que Rojas soit parti, le gouvernement introduisit un changement fondamental dans sa politique agraire. Siles nomma comme ministre des Affaires agraires le général Pacheco, ancien ministre du gouvernement Villaroel. Ce général ne perdit pas de temps pour envoyer des troupes à la campagne. Ceci eut pour effet de consolider les rangs des paysans mécontents et insurgés, et de les amener à rechercher des alliés parmi d'autres sections des opprimés.

Le gouvernement, alors, soit manqua de confiance dans la direction paysanne, soit se trouva soumis à d'énormes pressions de la part de la base. Il ne put même plus s'appuyer sur la fraction de ces citoyens faisant figure de ruraux (le « martyr » de Plata à Atahuallpani symbolisant la répudiation décisive de ce groupe par la paysannerie en bataille). Ainsi commença une nouvelle période de luttes dans les campagnes, le seul espoir de Siles se trouvant dans le rôle scissionniste et briseur de grèves de son agent dans le mouvement ouvrier, la direction criminelle et traîtresse de Lechin. La tâche fixée à Lechin et à sa bande était de poursuivre la politique de Paz Estensoro, de diviser les travailleurs et paysans pauvres des campagnes, des ouvriers des villes. Grâce à la direction hardie de la Fédération des Mineurs et au travail de la fraction du P.O.R. dans la C.O.B., ce dessein avorta. A la fin de 1959, il y a une compréhension croissante partout qu'il faut rétablir la puissante alliance ouvrière et paysanne sur la base d'un programme unissant les revendications immédiates des deux secteurs. L'approfondissement de la Révolution bolivienne dans une nouvelle phase se pose, rendu nécessaire pour la préservation même de la Révolution.

MICHEL PABLO

DICTATURE DU PROLÉTARIAT DÉMOCRATIE, SOCIALISME

(Problèmes économiques et politiques des régimes de transition, à la lumière des expériences depuis Octobre 1917)

Un livre de 144 pages : 4 NF

A notre service de librairie

L. TROTSKY. — ECRITS 1928-1940, tome I 10 NF

pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

La brochure : 4 NF

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT

(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 2 NF

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 0,80 NF

ABONNEMENTS A « QUATRIÈME INTERNATIONALE »

FRANCE : Un an (4 numéros) 9 NF
Abonnement de soutien 15 NF

ETRANGER : Un an l'équivalent de 2,5 dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Tous paiements à notre compte postal :

Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu - C.C.P. 12648-46 Paris

Tous les paiements doivent être faits au nom du camarade P. FRANK
Ne pas faire d'envoi d'argent à « QUATRIÈME INTERNATIONALE ».

« Quatrième Internationale » paraît régulièrement quatre fois par an, sans compter ses numéros spéciaux ou ses suppléments.

Autres publications de la IV^e Internationale



FOURTH INTERNATIONAL
THE SAMASAMAJIST (Ceylan)



DIE INTERNATIONALE



REVISTA MARXISTA LATINOAMERICANA
DE INTERNATIONAL (Hollandais)
BANDIERA ROSSA (Italien)

LE 5^e CONGRÈS MONDIAL DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

(OCTOBRE 1957)

En français :
N^o spécial de « QUATRIÈME INTERNATIONALE » 2,00 NF

En anglais :
N^o spécial de « Fourth International »

En allemand :
N^o spécial de « Die Internationale »

En espagnol :
N^o spécial de « Revista marxista latino-americana »

Chaque exemplaire 2,50 NF

La tragédie du prolétariat allemand (1933)

La Révolution espagnole (1931-39)

ECRITS de Léon TROTSKY (TOME III)

« Je viens d'achever la lecture de ce tome III des ECRITS. Achever, pour un livre de cette importance et de cette richesse, veut dire que je l'ai parcouru de bout en bout, souvent arrêté en cours de route pour noter tous les points de repère pour des consultations ultérieures chaque fois qu'il faudra s'y référer. Vous avez donné là une information vraiment exceptionnelle pour toute cette période d'entre deux guerres — à tant de points de vue si décevante — qui doit provoquer des examens et des discussions fécondes. »

Alfred ROSMER.

« Les analyses que Trotsky a faites de la situation préfasciste en Allemagne et en Espagne sont d'une impitoyable actualité. »

J. DUVIGNAUD (« L'Express »)

Un volume de 600 pages: 16 NF. — Commandes à C.C.P.
FRANK 12648-46, Paris, 64, rue de Richelieu.

Les 3 tomes des « Ecrits » déjà parus: 25 NF.

Léon TROTSKY OU VA LA FRANCE ?

Les événements de 1958 éclairés par ceux de 1934-36 : une réédition d'études sur la France écrites de 1934 à 1936 et que la chute de la IV^e République a rendues d'une actualité brûlante.

Le volume : 5 NF.

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu
C.C.P. 12648-46 Paris

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.

Diffusé par les N.M.P.P.

